



DAFI
25 years

Initiative académique
allemande Albert
Einstein
pour les réfugiés



DAFI 2016

RAPPORT ANNUEL

DAFI 2016

RAPPORT ANNUEL



avec le soutien de :



Federal Foreign Office



Albert Einstein
German Academic Refugee Initiative (DAFI)

Document destiné à une diffusion générale. Tous droits réservés. Reproduction et traduction autorisées, sauf à des fins commerciales, sous réserve de citer la source.

© Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, décembre 2017

Photo de couverture : © UNHCR/Antoine Tardy

Mise en page et maquette : BakOS DESIGN

RÉSUMÉ

Le contexte politique international en matière d'éducation dans les situations de déplacement a connu des avancées importantes. En 2015, les États se sont engagés à mettre en œuvre l'**Objectif de développement durable 4 (ODD4)** et son [Cadre d'action](#). En 2016, une nouvelle étape a été franchie avec l'adoption de la **Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants** et de son annexe, le **Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF)** par l'Assemblée générale des Nations Unies. La communauté internationale s'est engagée à adopter des approches globales et des solutions durables pour répondre aux situations des réfugiés de longue durée et à grande échelle en mettant l'accent sur l'importance du partage des responsabilités. La Déclaration de New York souligne

le rôle important que peut jouer l'enseignement supérieur pour soutenir les solutions destinées aux personnes et aux communautés – en renforçant leur résilience et leur autonomie – et rappelle que les bourses d'études constituent un moyen important pour permettre aux réfugiés d'accéder à l'enseignement supérieur et pour les aider à construire un avenir sûr. Par ailleurs, le HCR a signé un protocole d'accord avec le **Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)** en 2016. Le GPE permet aux États membres en développement de fournir à tous une éducation inclusive et de qualité au moyen de systèmes éducatifs efficaces et résilients et, par conséquent, fournit une plateforme pour l'inclusion stratégique des réfugiés dans les systèmes nationaux. L'ODD4, le Cadre d'action global pour les réfugiés et le Partenariat mondial pour l'éducation mettent mutuellement en œuvre les efforts du HCR visant à fournir des solutions durables pour l'éducation des réfugiés, notamment en matière d'enseignement supérieur.

Malgré les progrès réalisés dans l'intégration des réfugiés aux cadres de développement mondiaux et nationaux, les étudiants réfugiés restent **désavantagés pour poursuivre leurs études – notamment dans l'enseignement supérieur – et par conséquent pour construire leur propre avenir**. Seul 1 % des jeunes réfugiés font des études supérieures, contre 36 % des jeunes au niveau mondial.¹

L'**Initiative académique allemande Albert Einstein pour les réfugiés (DAFI)**² du HCR est un modèle reconnu pour le soutien flexible et ciblé qu'il apporte aux jeunes réfugiés. Ce programme allie protection, solutions et approches de développement humain. Depuis 1992, il a aidé plus de 12 000 réfugiés à étudier dans leur pays d'accueil. Compte tenu du grand nombre de réfugiés à travers le monde, le programme DAFI continue à jouer un rôle essentiel lorsqu'il s'agit de limiter les interruptions d'études, en offrant de réelles opportunités aux jeunes réfugiés et en garantissant que leurs droits et leurs besoins de protection sont pleinement respectés.

En 2016, le **gouvernement allemand a augmenté sa contribution au programme DAFI**. Par ailleurs, les fondations **Saïd, Asfari et Hands-Up** ont apporté un soutien spécialisé aux étudiants réfugiés syriens au Liban et en Jordanie à travers le programme DAFI. En 2016, 2 781 nouvelles bourses ont été attribuées. Des comités réunissant des partenaires multiples ont sélectionné les nouveaux étudiants DAFI parmi 16 000 candidats à l'issue d'entretiens et de tests. Ainsi, ce sont au total **4 652 jeunes réfugiés (2 032 jeunes femmes et 2 620 jeunes hommes)** répartis dans **37 pays** qui ont pu faire des études grâce à une bourse DAFI en 2016.

La **Turquie (825), l'Éthiopie (512) et la République islamique d'Iran (428)** sont les pays ayant accueilli le plus grand nombre d'étudiants DAFI. Le pourcentage de bourses attribuées à des jeunes femmes réfugiées a progressé pour passer de 42 % en 2015 à 44 % en 2016. En 2016, les étudiants réfugiés syriens représentaient le plus grand groupe (38 %) de bénéficiaires du programme DAFI, devant les étudiants réfugiés afghans (15 %) et somaliens (10 %).

Les efforts du HCR pour faciliter l'accès à l'enseignement supérieur au plus grand nombre s'appuient sur des solutions innovantes mises en place par le **Connected Learning in Crisis Consortium (CLCC)**³ fondé en 2016. Depuis 2010, plus de 6 500 étudiants réfugiés ont participé dans 11 pays aux programmes Connected Learning combinant un enseignement présentiel et en ligne.

Le HCR et les organisations partenaires ont facilité des opportunités de **développement des compétences, de stages et de travail en réseau** afin de permettre aux étudiants et diplômés DAFI de tirer pleinement parti de leurs études et de leurs diplômes.

L'expansion importante du programme DAFI avec l'attribution de 4 652 bourses d'études en 2016 contre 2 321 en 2015 a été appuyée par une **collaboration étroite avec des acteurs mondiaux, régionaux et nationaux** qui ont contribué au financement, à la sélection, au suivi et à la garantie d'environnements favorables pour les étudiants DAFI. Par exemple,

« Dans les situations de conflit et de crise, l'enseignement supérieur est un puissant facteur de changement, en ce qu'il protège et met à l'abri un groupe important de jeunes hommes et femmes en préservant leurs espoirs pour l'avenir, favorise l'intégration et la non-discrimination, et sert de catalyseur pour le relèvement et la reconstruction des pays sortant d'un conflit. »

Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants de 2016

Le HCR a signé en 2016 un protocole d'accord avec le DAAD (service allemand décharges universitaires) visant à mettre en œuvre un plaidoyer commun, des campagnes conjointes et un programme coordonné entre le programme DAFI et le programme d'enseignement supérieur pour les Syriens du DAAD (HOPES).

¹ UNHCR (2017). Laissés pour compte : la crise de l'éducation des réfugiés, disponible à l'adresse : <http://www.unhcr.org/59b696f44.pdf>

² Deutsche Akademische Flüchtlingsinitiative Albert Einstein

³ Voir <http://www.connectedlearning4refugees.org/>

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	4
Le programme DAFI en bref	6
Les points forts du programme en 2016	7
1. Introduction	8
2. Le contexte opérationnel	10
2.1 La situation des déplacements dans le monde	10
2.2 Les principaux pays d'origine et d'asile des réfugiés	11
2.3 Le contexte politique de l'éducation.....	13
3. Faits et chiffres du programme DAFI	14
3.1 Aperçu général.....	14
3.2 Les dynamiques régionales	18
4. Le soutien apporté aux étudiants et leurs résultats	25
4.1 L'égalité d'accès	25
4.2 Les résultats et le soutien universitaire	28
4.3 Les domaines d'études	30
4.4 L'engagement communautaire et les Clubs DAFI	31
4.5 Les perspectives professionnelles.....	32
4.6 L'innovation pour l'enseignement supérieur	34
5. Partenariat et gestion	35
5.1 La gestion et la mise en œuvre.....	35
5.2 Les partenariats et le financement.....	38
5.3 Le suivi et les rapports	41
5.4 La redevabilité envers les populations affectées.....	42
6. Perspectives pour 2017	43
7. Fiches d'information par pays	45

LE PROGRAMME DAFI EN BREF

LANCEMENT

Le programme DAFI a été lancé par le gouvernement allemand et le HCR en 1992. Il est venu en aide à plus de 12 000 jeunes réfugiés jusqu'à ce jour.

OBJECTIF

Permettre aux jeunes femmes et hommes réfugiés de construire un avenir sûr et de faire des choix de vie informés. Un diplôme universitaire de premier cycle fournit aux étudiants une base solide pour se construire. La bourse d'études DAFI contribue à l'autonomisation des étudiants réfugiés pour atteindre leurs objectifs professionnels.

PRIORITÉS STRATÉGIQUES

Développer le capital humain des communautés de réfugiés afin qu'elles contribuent à la mise en place de solutions durables, notamment la reconstruction des structures politiques, économiques et sociales après leur rapatriement.

Promouvoir l'autonomie des étudiants boursiers à travers l'accès à l'emploi et l'entrepreneuriat.

Permettre aux étudiants d'apporter par des connaissances, des compétences et un leadership une contribution aux communautés de réfugiés et d'accueil et de faciliter la cohabitation pacifique avec les communautés d'accueil pendant les déplacements.

Renforcer le rôle protecteur de l'éducation en encourageant l'apprentissage tout au long de la vie pour les jeunes réfugiés.

Servir de référence pour les enfants et les jeunes réfugiés afin de montrer les impacts positifs de l'éducation sur les personnes, les communautés et les sociétés.

APPROCHE

Le HCR attribue des bourses aux réfugiés admissibles pour financer leurs études du premier cycle universitaire. Le HCR et les organisations partenaires apportent un soutien complémentaire à travers un suivi rapproché, des cours préparatoires et des cours de langue en fonction des besoins des étudiants afin de contribuer à leur réussite

universitaire et au développement de leurs compétences. Si nécessaire, un soutien psychosocial, un dispositif de tutorat et de mise en réseau sont proposés. Afin d'améliorer leur accès à l'emploi, les étudiants DAFI sont encouragés à faire un stage et à participer activement à la vie communautaire.

L'INCLUSION

L'inclusion dans les systèmes éducatifs officiels est le principe clé du programme DAFI. Cela permet aux réfugiés d'étudier dans leur pays d'asile et dans les mêmes établissements que les étudiants de leur pays d'accueil.

BOURSES D'ÉTUDES

Les bourses d'études garantissent des conditions de vie sûres et décentes aux étudiants boursiers, leur permettant de se concentrer sur leurs études, de créer des réseaux et d'acquérir les compétences nécessaires pour trouver ensuite des débouchés sur le marché du travail. Elles couvrent une grande diversité de frais : les droits d'inscription, le matériel scolaire, la nourriture, le transport et le logement. Le montant total alloué dépend des dépenses estimées induites par un programme donné et du coût de la vie dans le pays concerné.

CRITÈRES D'ADMISSION

Statut de réfugié reconnu ; pas de demande de réinstallation en cours ; réussite scolaire (niveau supérieur de l'enseignement secondaire) ; âge ; besoins financiers

GESTION

Unité Éducation du siège du HCR et bureaux de pays du HCR

MISE EN ŒUVRE

Bureaux de pays du HCR directement ou avec des organisations partenaires

POLITIQUE ET PRINCIPES DIRECTEURS

<http://www.unhcr.org/568bc43a6.html>

LES POINTS FORTS DU PROGRAMME EN 2016

Multiplication par deux du nombre de bourses d'études supérieures attribuées aux réfugiés

En 2016, le HCR est venu en aide à plus de 4 652 étudiants dans 37 pays à travers le programme DAFI – le plus grand nombre d'étudiants soutenus en une seule année depuis la création du programme en 1992. Cela représente une hausse de 98 % par rapport à 2015, avec 2 331 bourses supplémentaires attribuées. Au total, 33 nationalités différentes ont bénéficié du programme DAFI en 2016. Les étudiants réfugiés syriens constituent le plus grand groupe de population bénéficiaire en 2016 (38 %), devant les étudiants afghans (15 %), somaliens (10 %), et ceux originaires de la République démocratique du Congo (7 %) et du Soudan (6 %). Deux nouveaux programmes DAFI nationaux ont été lancés au Kurdistan irakien avec l'attribution de 120 bourses et au Soudan du Sud avec l'attribution de 14 bourses.

Budget alloué pour soutenir l'enseignement supérieur des réfugiés plus que doublé

Le budget total du programme DAFI a atteint 10,5 millions de dollars en 2016. Le gouvernement allemand reste le donateur le plus important avec 9,3 millions de dollars, principalement destinés à la crise syrienne et à un meilleur soutien aux réfugiés afghans et aux étudiants réfugiés en Afrique subsaharienne. Les fondations Saïd, Asfari et Hands-Up ont ensemble contribué à hauteur de 1,2 million de dollars en soutien aux étudiants réfugiés syriens en Jordanie et au Liban.

Réponse à la crise syrienne en collaboration avec les partenaires

Parmi les 2 718 nouvelles bourses attribuées dans le monde en 2016, 1 790 ont été accordées à des étudiants syriens se trouvant principalement en Turquie, au Liban et en Jordanie. Le soutien spécial apporté aux réfugiés syriens, la plus grande population déplacée de force dans le monde, a permis d'augmenter considérablement le nombre de bourses disponibles dans les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Diminution de l'écart entre le nombre d'étudiants DAFI de sexe masculin et féminin

Les jeunes femmes représentent désormais 44 % de l'ensemble des étudiants DAFI, soit 2 % de plus qu'en 2015. Toutefois, il existe des disparités importantes entre les pays et les régions. Dans 13 des 37 pays participant au programme DAFI, le pourcentage d'étudiantes a atteint 50 % ou plus, tandis qu'au Zimbabwe, au Kenya, au Cameroun, en Éthiopie, au Tchad, en Mauritanie, au Soudan du Sud et au Pakistan, moins d'un tiers des étudiants boursiers sont des étudiantes, principalement en raison du nombre relativement faible de filles qui ont accès à l'enseignement secondaire et qui terminent le cycle complet.

Hausse des demandes d'aide pour l'enseignement supérieur

En 2016, le programme DAFI a reçu des demandes d'environ 16 000 réfugiés, dont seulement 17 % ont reçu une bourse. La croissance lente mais constante de la scolarisation dans l'enseignement secondaire et de la réalisation du cycle complet fait augmenter la demande d'accès à l'enseignement supérieur chez les jeunes réfugiés. Dans les camps de réfugiés dans l'est du Tchad, le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire est passé de 28 % en 2014 à 94 % en 2016, ce qui s'est traduit par une hausse de la demande d'accès à l'enseignement supérieur dans la région.

Recherche de moyens innovants pour renforcer les chances d'accès à l'enseignement supérieur

Plus de 6 500 apprenants réfugiés ont participé aux programmes Connected Learning dans 11 pays depuis 2010. Coordonné par le HCR et l'Université de Genève (InZone), le Connected Learning in Crisis Consortium (CLCC) a été fondé en 2016 et ne cesse de grandir. Connected Learning est un modèle d'enseignement supérieur innovant qui s'appuie sur les technologies de l'information pour combiner un enseignement présentiel et en ligne.



1. INTRODUCTION

Le mandat du HCR est de fournir une protection internationale et d'aider à trouver des solutions pour les réfugiés et les apatrides. La promotion et le soutien de l'accès à l'éducation pour les réfugiés à tous les niveaux, y compris à l'enseignement supérieur, constituent une priorité pour le HCR. L'enseignement supérieur joue un rôle central lorsqu'il s'agit de protéger les jeunes réfugiés et de leur offrir des solutions pour leur avenir. Il contribue à la formation d'une nouvelle génération de diplômés hautement qualifiés pour travailler dans le secteur public et privé qui s'engagent activement dans leur communauté en faveur du changement. Forts des connaissances et des compétences acquises dans un établissement d'enseignement supérieur agréé, de leurs expériences personnelles dans le cadre de leur déplacement et souvent de l'acquisition d'une nouvelle langue, les jeunes réfugiés diplômés ont davantage de chances de devenir autonomes. Leurs diplômes leur permettent de trouver plus facilement des solutions durables, tant pour retourner volontairement dans leur pays d'origine que pour s'intégrer dans le pays d'accueil ou se réinstaller dans un autre pays.

Le HCR continue de donner la priorité à l'inclusion des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux en établissant des partenariats opérationnels et en mettant en place des plaidoyers au niveau mondial, régional et national, ce qui profite à la fois aux réfugiés et à la communauté d'accueil, dans la mesure du possible.⁴ L'inclusion dans les systèmes nationaux favorise la cohésion sociale, renforce les services existants à travers les investissements, garantit l'accès à une éducation officielle et durable et encourage la réalisation des programmes de développement mondiaux et nationaux.⁵ L'accès des réfugiés à un enseignement supérieur officiel de qualité fait partie intégrante du mandat de protection du HCR et est prévu dans les **Orientations stratégiques du HCR 2017-2021**.

En 2016, de nouvelles opportunités importantes ont donné lieu directement à des engagements et à la mise en place de plaidoyers en faveur d'approches durables pour garantir l'accès des réfugiés à une éducation de qualité. Après l'adoption du cadre de l'ODD4, 2016 a été marquée par la mise en place du [Cadre d'action global pour les réfugiés](#) et le début d'une collaboration étroite entre le HCR et le Partenariat mondial pour l'éducation. Ces initiatives mondiales ont une influence sur la planification de l'éducation au niveau national et permettent mutuellement de promouvoir des approches complètes pour soutenir et responsabiliser les réfugiés à travers les systèmes existants.

Dans le monde, le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur s'élève à 36 %, soit 2 % de plus qu'en 2015. Grâce aux investissements dans les bourses d'études et d'autres programmes, le nombre total de jeunes réfugiés faisant des études supérieures dans le monde a augmenté. Toutefois, le pourcentage reste faible, avec seulement 1 %.⁶ Lors des **Consultations mondiales auprès des jeunes réfugiés** du HCR en 2016, les jeunes réfugiés ont mentionné leurs difficultés à accéder à un enseignement, une éducation de qualité et à des possibilités de développer leurs compétences comme l'un des principaux problèmes ayant un impact sur leur vie et leur avenir.⁷ Les jeunes réfugiés sont confrontés à de nombreux obstacles pour accéder à l'enseignement supérieur, tels que le manque de moyens financiers, les droits d'inscription élevés, la langue, l'absence de diplôme ou la non-reconnaissance de leur diplôme, l'absence d'un soutien adapté, la distance pour se rendre aux établissements d'enseignement supérieur, le manque d'informations et de clarté concernant les politiques qui régissent l'accès des réfugiés à l'enseignement supérieur, plus spécifiquement les droits d'inscription.

Le présent rapport résume les réalisations du programme DAFI en 2016 à la lumière des tendances et des évolutions actuelles des déplacements forcés et de l'éducation. Il montre comment le programme DAFI permet aux jeunes réfugiés de développer leur potentiel en les aidant à surmonter les principaux obstacles. Le rapport fournit des informations sur (i) les tendances mondiales en matière de contexte politique et de déplacement ([chapitre 2](#)), (ii) les faits et les chiffres du programme DAFI au niveau mondial et régional ([chapitre 3](#)), (iii) les différentes dimensions de la mise en œuvre du programme en ce qui concerne l'égalité d'accès à l'éducation, les résultats des étudiants et le soutien qui leur est apporté, les domaines d'études, l'engagement communautaire, les perspectives professionnelles et l'innovation pour l'enseignement supérieur ([chapitre 4](#)), (iv) les aspects du partenariat et de la gestion du programme ([chapitre 5](#)), y compris les contributions financières et les dépenses, et se conclut par les perspectives pour 2017 ([chapitre 6](#)). Des fiches

⁴ UNHCR. (2012). Stratégie d'éducation 2012-2016, disponible à l'adresse : <https://bit.ly/2Prx7ez>

⁵ UNHCR. (2015). Note d'information sur l'éducation. L'inclusion des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux, disponible à l'adresse : <http://www.unhcr.org/fr/571e012b4.pdf>

⁶ UNHCR (2017). Laissés pour compte : la crise de l'éducation des réfugiés, disponible à l'adresse : <http://www.unhcr.org/left-behind/>

⁷ UNHCR (2016). Nous croyons en la jeunesse. Consultations mondiales auprès des jeunes réfugiés, disponible à l'adresse : <http://www.refworld.org/docid/57ff50c94.html>

« J'ai beaucoup d'amis à l'université, des Syriens et des Jordaniens. Mes bons résultats scolaires m'ont aidé à construire de bonnes relations avec les étudiants et les professeurs. Ma principale source de motivation, c'est la situation actuelle en Syrie. Mon pays va avoir besoin de connaissances et de science pour se reconstruire. Les armes détruisent ; la science et l'éducation construisent. »

Omar, 23 ans, a fui la ville de Deraa, dans le sud de la Syrie, en juillet 2013 avec ses parents et ses trois frères et sœurs. Depuis, ils vivent dans la ville jordanienne voisine d'Irbid. Omar fait des études de génie civil à l'Université de Jadara grâce à une bourse DAFI. En plus, il prend également des cours d'anglais et de programmation.

Photo : © UNHCR/Antoine Tardy





2. LE CONTEXTE OPÉRATIONNEL

2.1 LA SITUATION DES DÉPLACEMENTS DANS LE MONDE

Un nouveau record a été atteint, avec 67,7 millions de personnes déplacées de force dans le monde fin 2016. Parmi elles, 17,2 millions de réfugiés relevaient du mandat du HCR, fuyant des persécutions, des conflits, des violences généralisées ou des violations des droits humains. En 2016, le nombre de nouveaux déplacements équivalait à 20 personnes contraintes de quitter leur foyer toutes les minutes. En revanche, seuls 552 200 réfugiés ont pu retourner dans leur pays d'origine et 189 300 réfugiés ayant besoin de protection ont été réinstallés dans un autre pays.⁸

Dans le monde, 11,6 millions de personnes sont déplacées de force pendant cinq ans ou plus sans possibilité de mener une vie active et avec des perspectives. En moyenne, un réfugié passe environ 20 ans de sa vie en exil. Vingt ans, c'est plus que la période de l'enfance et cela représente une partie importante de la vie active d'une personne.

Les enfants et adolescents réfugiés âgés de moins de 18 ans représentent encore près de la moitié de la population de réfugiés dans le monde. Avec 6,4 millions d'enfants réfugiés en âge d'être scolarisés relevant du mandat du HCR, l'accès à une éducation régulière de qualité demeure une préoccupation de protection majeure. Parmi les plus de six millions de réfugiés en âge d'être scolarisés dans l'enseignement primaire et secondaire relevant du mandat du HCR, 3,5 millions ne sont pas scolarisés.

Dans le monde, 91 % des enfants en âge d'être scolarisés vont à l'école primaire tandis que le taux de scolarisation des enfants réfugiés reste faible avec seulement 61 %. La hausse du taux d'inscription des enfants réfugiés dans le primaire, qui s'élevait à 50 % en 2015, reflète les progrès réalisés pour les enfants réfugiés syriens grâce aux efforts internationaux accrus et aux mesures prises par les gouvernements des pays d'accueil ainsi qu'à la hausse du taux d'inscription des réfugiés dans les pays européens qui sont plus en mesure de renforcer leurs capacités. Lorsque les enfants réfugiés grandissent, les obstacles ne font qu'augmenter. En 2016, seuls 23 % des adolescents réfugiés étaient inscrits dans l'enseignement secondaire, contre 84 % des jeunes dans le monde. Dans les pays à faibles revenus, qui accueillent 28 % des réfugiés du monde, seuls 9 % des adolescents réfugiés sont inscrits dans le secondaire.⁹ Ces tendances ont un impact considérable sur les opportunités d'accès à l'éducation et à un emploi pour les jeunes réfugiés alors que la communauté internationale essaie de les sortir de la pauvreté et de les aider à s'adapter aux difficultés auxquelles ils peuvent être confrontés au sein de leur communauté. Pour réaliser les objectifs de développement durable, le potentiel et le talent des jeunes réfugiés sont fondamentaux notamment au niveau local.

Plus de la moitié des enfants réfugiés non scolarisés dans le monde vivent dans sept pays : l'Éthiopie, le Kenya, le Liban, le Pakistan, la République démocratique du Congo, le Tchad et la Turquie.¹⁰ Grâce aux programmes mis en œuvre dans des pays tels que l'Ouganda, l'Éthiopie ou le Kenya, le programme DAFI offre des possibilités d'accès à l'enseignement supérieur dans les pays enregistrant les taux d'enfants réfugiés non scolarisés les plus élevés, en encourageant les jeunes à fréquenter un établissement d'enseignement secondaire et à terminer le cycle complet.

Le programme DAFI peut être adapté à la situation de presque tous les pays grâce aux structures du HCR, à son accès aux populations touchées et à ses relations avec les gouvernements. En offrant la possibilité d'accéder à l'enseignement supérieur, le programme DAFI permet d'atténuer les effets négatifs des déplacements et de l'incertitude à laquelle les réfugiés doivent faire face. Les [chapitres 3 et 4](#) montrent comment le programme DAFI répond aux différentes situations.

⁸ UNHCR (2016). Tendances mondiales 2016

⁹ UNHCR (2017). Laissés pour compte : la crise de l'éducation des réfugiés, disponible à l'adresse : <http://www.unhcr.org/left-behind/>

¹⁰ UNHCR (2016) Laissés pour compte : la crise de l'éducation des réfugiés, disponible à l'adresse : <http://www.unhcr.org/57d9d01d0>



« Recevoir la bourse DAFI est la meilleure chose qui me soit arrivée. Cela m'a aidé à réaliser mon rêve de devenir ingénieur et me permettra de devenir un membre actif de la communauté. Aujourd'hui, un nombre énorme de Syriens souffrent. J'espère donc pouvoir les aider. »

Odai, 21 ans, est en troisième année de génie civil à l'Université de Jordanie, à Amman, grâce à une bourse DAFI. Il est arrivé tout seul d'Hama, en Syrie, en 2012 et s'est d'abord installé dans la ville de Zarka. Il venait de suivre les deux premiers mois de la classe de 11^e au lycée lorsqu'il a fui la Syrie.

Photo : © UNHCR/Antoine Tardy

2.2 LES PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE ET D'ASILE DES RÉFUGIÉS

En 2016, plus de la moitié (55 %) de la totalité des réfugiés dans le monde provenait de seulement trois pays : la République arabe syrienne (5,5 millions, 32 %), l'Afghanistan (2,5 millions, 15 %) et le Soudan du Sud (1,4 million, 8 %). Le retour dans leur pays d'origine des réfugiés afghans rentrant du Pakistan a permis une légère baisse de 1,6 à 1,4 million de réfugiés accueillis. Par ailleurs, 81 900 réfugiés originaires d'Irak ont été nouvellement recensés. Les réfugiés originaires d'Irak, de Syrie et du Soudan du Sud sont les populations de réfugiés ayant enregistré la croissance la plus rapide dans le monde. Fin 2016, 1,4 million de réfugiés originaires du Soudan du Sud ont été enregistrés dans les pays voisins, avec une augmentation de 64 % pendant la seconde moitié de l'année. Ces chiffres sont particulièrement alarmants, car la majorité d'entre eux sont des enfants. En outre, les personnes déplacées de force du Burundi (121 700 nouveaux cas recensés) et d'Érythrée (69 600) font partie des groupes pour lesquels les plus grands nombres de réfugiés ont été nouvellement recensés.

Principalement en raison de la crise en Syrie, le nombre de réfugiés en Europe a continué d'augmenter. À la fin de l'année, la Turquie avait accueilli le plus grand nombre de réfugiés (2,9 millions, principalement originaires de Syrie), tandis que le reste des pays européens avait accueilli 2,3 millions de réfugiés. Le Pakistan a accueilli la deuxième population de réfugiés la plus importante avec 1,4 million de réfugiés, presque exclusivement originaires d'Afghanistan. Le Liban continue d'accueillir le plus grand nombre de réfugiés au regard de sa population nationale, où une personne sur six est un réfugié.

Tableau 1 : principaux pays d'asile en 2016

2 900 000	Turquie*
1 400 000	Pakistan
1 000 000	Liban
979 400	République islamique d'Iran
940 800	Ouganda
791 600	Éthiopie
685 200	Jordanie
669 500	Allemagne
452 000	République démocratique du Congo
451 100	Kenya

* Nombre de réfugiés dans les pays d'asile.

En Afrique subsaharienne, l'Ouganda (940 800) et l'Éthiopie (791 600) sont les pays ayant accueilli le plus grand nombre de réfugiés en 2016. La plupart des nouvelles arrivées proviennent du Soudan du Sud. Au total, la région a connu une augmentation de 16 % de la population de réfugiés par rapport à 2015.

Plus de 80 % des réfugiés cherchent asile dans les pays en développement où les systèmes d'éducation ont déjà souvent des difficultés à répondre aux besoins de leurs citoyens. Le tableau 1 présente les 10 premiers pays accueillant des réfugiés qui ont ouvert leurs portes aux personnes fuyant des conflits et des persécutions, ayant fait ainsi preuve de solidarité, de générosité et d'engagement à l'égard des principes de protection internationale. Parallèlement, toutefois, l'hospitalité a diminué dans certaines régions, avec des restrictions de l'accès à la protection et l'augmentation des pressions pour renvoyer les réfugiés dans leur pays d'origine malgré les problèmes de sécurité et de protection qui perdurent.

Les possibilités de retour volontaire demeurant dans la plupart des cas inenvisageables, investir dans l'éducation, notamment au niveau supérieur, est une manière efficace de favoriser l'autonomie et l'intégration des réfugiés. Le programme DAFI est un exemple concret de la manière dont le HCR contribue à l'atténuation des effets négatifs des déplacements et de l'incertitude auxquels les réfugiés doivent faire face. Avec les étudiants réfugiés syriens, afghans, burundais, érythréens et sud-soudanais figurant parmi les dix premiers groupes de populations bénéficiant de bourses d'études DAFI, le HCR répond aux dynamiques décrites (voir [chapitre 3.1](#)).

Cependant, la hausse du nombre de réfugiés et la diversité des difficultés et des besoins dépassent largement les capacités dont le HCR dispose pour soutenir l'accès des réfugiés à l'enseignement supérieur. En 2016, 16 000 jeunes réfugiés ont présenté une demande pour les 2 781 nouvelles bourses disponibles, soit six candidats par bourse. Le [chapitre 3](#) présente en détail la réponse du programme DAFI aux besoins des jeunes réfugiés des différents pays. L'encadré 4 présenté au [chapitre 5.1](#) fournit des informations sur les modèles de partenariats établis par le HCR avec les parties prenantes pour répondre à la crise syrienne.

2.3 LE CONTEXTE POLITIQUE DE L'ÉDUCATION

Les récents engagements de haut niveau dans le contexte politique mondial de l'éducation en situation d'urgence et de crise ont initié des progrès importants afin de mieux répondre aux besoins des populations touchées. En 2015, les États se sont engagés dans le « **Programme de développement durable à l'horizon 2030** », qui inclut l'objectif 4 (ODD4) sur l'éducation et vise à assurer un accès équitable à une éducation inclusive de qualité et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Le **Cadre d'action Éducation 2030**¹¹ de l'ODD4 a été élaboré dans le cadre d'une large consultation pour en orienter la mise en œuvre et le suivi. Le programme de l'ODD4 prévoit un engagement pour soutenir les personnes et les pays touchés par un conflit et expressément en ce qui concerne l'accès des réfugiés et des populations déplacées à l'intérieur de leur propre pays à l'éducation, notamment à l'enseignement supérieur.

Plus récemment, une autre étape a été franchie. Le 19 septembre 2016, 193 États membres ont adopté la **Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants** et son annexe, le **Cadre d'action global pour les réfugiés** (CRRF) lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. La déclaration renforce l'engagement mondial en faveur d'une meilleure solidarité avec les réfugiés et les principaux pays en développement qui les accueillent. Elle met notamment l'accent sur la nécessité d'adopter des approches plus globales et durables pour répondre aux situations des réfugiés à grande échelle ainsi qu'aux déplacements de longue durée. Son application inspirera l'élaboration du Pacte mondial sur les réfugiés¹².

L'éducation constitue une composante fondamentale de la Déclaration de New York et des efforts de mise en œuvre du Cadre d'action global pour les réfugiés, avec un accent mis sur l'inclusion des étudiants réfugiés dans les systèmes nationaux et la planification dans ce secteur, ainsi que sur les approches favorisant la coopération entre les parties prenantes afin de donner accès à tous à une éducation inclusive de qualité, y compris à l'enseignement supérieur. La Déclaration de New York et le cadre d'action de l'ODD4 soulignent que les bourses d'études constituent un instrument important pour élargir les possibilités d'accès à l'enseignement supérieur pour tous et notamment pour les réfugiés. Pour répondre à l'engagement de garantir le continuum de l'éducation pour tous les enfants et tous les jeunes, y compris les réfugiés, il est nécessaire d'augmenter considérablement le nombre de bourses d'études supérieures disponibles dans les pays en développement, plus spécifiquement dans ceux accueillant des réfugiés.

En 2016, le HCR et le Partenariat mondial pour l'éducation ont signé un protocole d'accord destiné à renforcer leur collaboration afin de favoriser l'inclusion des réfugiés dans les programmes d'éducation nationaux pluriannuels. Le HCR participe de plus en plus aux activités du Partenariat mondial pour l'éducation avec des partenaires tels que les ministères de l'Éducation, les partenaires de développement et les fondations privées. Cela inclut une représentation dans des groupes d'éducation locaux dans les pays accueillant d'importantes populations de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Au niveau mondial et national, le HCR mène avec d'autres partenaires des actions de plaidoyer destinées à favoriser des investissements soutenus et prévisibles dans l'éducation et une approche holistique pour renforcer les systèmes éducatifs dans les pays accueillant des réfugiés. La **Commission internationale pour le financement des opportunités éducatives dans le monde (Education Commission)** a été créée dans le but de renforcer les investissements dans une éducation de qualité tout au long de la vie conformément au programme de l'ODD4. Elle œuvre pour recueillir des preuves et développer un leadership en vue de trouver des solutions à la crise mondiale de l'éducation et au financement insuffisant dans ce secteur. Le HCR utilise ces alliances et ces plateformes pour placer l'éducation, y compris l'accès des réfugiés à l'enseignement supérieur, comme une priorité dans les programmes d'éducation nationaux et internationaux ainsi que pour les gouvernements, les acteurs du développement et de l'humanitaire et les donateurs publics et privés.

¹¹ UNESCO (2015). Éducation 2030 : Cadre d'action, cible 4.5

¹² UNHCR (2017). Vers un Pacte mondial sur les réfugiés, disponible à l'adresse : <http://www.unhcr.org/fr/vers-un-pacte-mondial-sur-les-refugies.html>



3. FAITS ET CHIFFRES DU PROGRAMME DAFI

3.1 APERÇU GÉNÉRAL

En 2016, 4 652 étudiants réfugiés ont bénéficié d'une aide à travers le programme DAFI dans 37 pays, soit une hausse de 98 % par rapport à l'année précédente. Le tableau 2 donne un aperçu de l'évolution entre 2015 et 2016. L'augmentation du nombre total d'étudiants boursiers a permis d'introduire des changements dans la gestion des programmes nationaux, notamment en ce qui concerne les appels à candidatures, la présélection des candidatures au niveau de leur conformité aux critères établis, l'organisation des entretiens, des tests et des réunions des comités de sélection réunissant plusieurs partenaires. Plus spécialement lorsque les réfugiés vivaient dans différents endroits, loin de la capitale, ou lorsque plus de 100 candidatures avaient été présentées, il a fallu déployer d'importants moyens logistiques pour mettre en place des processus de sélection équitables et transparents, notamment en matière de temps et de ressources administratives nécessaires. Au regard du nombre accru d'étudiants DAFI, les bureaux du HCR et les partenaires ont dû renforcer leurs ressources humaines et la collaboration avec les ministères de l'Éducation et les établissements d'enseignement supérieur, ainsi que revoir et consolider leur système de soutien et de suivi des étudiants. Le [chapitre 5](#) fournit des informations détaillées à cet égard.

LES ÉTUDIANTS
DAFI
DANS
LE MONDE
2016

% d'étudiantes femmes

% d'étudiants hommes



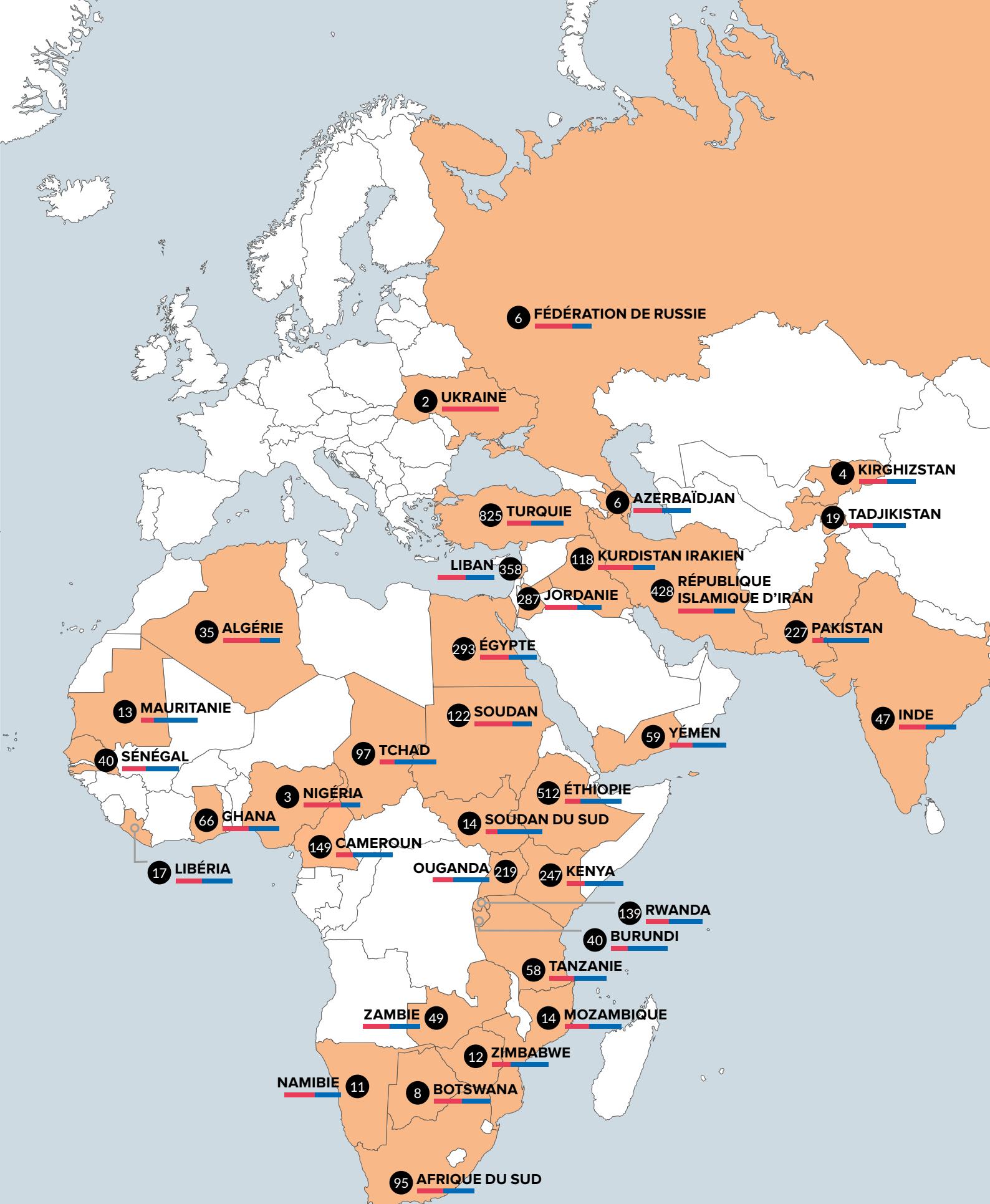


Tableau 2 : aperçu général des évolutions entre 2015 et 2016

2015	2016																				
<p>2 321 étudiants</p> <p>42 % de femmes</p> <p> </p> <p>364 diplômés 678 nouveaux admis</p>	<p>4 652 étudiants</p> <p>44 % de femmes</p> <p> </p> <p>449 diplômés 2 718 nouveaux admis</p>																				
<p>40 pays d'études</p> <p>Les cinq principaux pays d'études</p> <table> <tr><td>297</td><td>Éthiopie</td></tr> <tr><td>232</td><td>République islamique d'Iran</td></tr> <tr><td>187</td><td>Ouganda</td></tr> <tr><td>146</td><td>Kenya</td></tr> <tr><td>143</td><td>Pakistan</td></tr> </table>	297	Éthiopie	232	République islamique d'Iran	187	Ouganda	146	Kenya	143	Pakistan	<p>37 pays d'études</p> <p>Les cinq principaux pays d'études</p> <table> <tr><td>825</td><td>Turquie</td></tr> <tr><td>512</td><td>Éthiopie</td></tr> <tr><td>428</td><td>République islamique d'Iran</td></tr> <tr><td>358</td><td>Liban</td></tr> <tr><td>293</td><td>Égypte</td></tr> </table>	825	Turquie	512	Éthiopie	428	République islamique d'Iran	358	Liban	293	Égypte
297	Éthiopie																				
232	République islamique d'Iran																				
187	Ouganda																				
146	Kenya																				
143	Pakistan																				
825	Turquie																				
512	Éthiopie																				
428	République islamique d'Iran																				
358	Liban																				
293	Égypte																				
<p>Les cinq principaux pays d'origine</p> <table> <tr><td>428</td><td>Afghanistan</td></tr> <tr><td>363</td><td>Somalie</td></tr> <tr><td>326</td><td>République arabe syrienne</td></tr> <tr><td>277</td><td>République démocratique du Congo</td></tr> <tr><td>179</td><td>Soudan</td></tr> </table>	428	Afghanistan	363	Somalie	326	République arabe syrienne	277	République démocratique du Congo	179	Soudan	<p>Les cinq principaux pays d'origine</p> <table> <tr><td>1 790</td><td>République arabe syrienne</td></tr> <tr><td>712</td><td>Afghanistan</td></tr> <tr><td>454</td><td>Somalie</td></tr> <tr><td>325</td><td>République démocratique du Congo</td></tr> <tr><td>311</td><td>Soudan</td></tr> </table>	1 790	République arabe syrienne	712	Afghanistan	454	Somalie	325	République démocratique du Congo	311	Soudan
428	Afghanistan																				
363	Somalie																				
326	République arabe syrienne																				
277	République démocratique du Congo																				
179	Soudan																				
1 790	République arabe syrienne																				
712	Afghanistan																				
454	Somalie																				
325	République démocratique du Congo																				
311	Soudan																				
<p>Les cinq principaux domaines d'études</p> <table> <tr><td>436</td><td>Gestion commerciale et des affaires</td></tr> <tr><td>373</td><td>Médecine et secteur de la santé</td></tr> <tr><td>247</td><td>Sciences sociales et du comportement</td></tr> <tr><td>206</td><td>Ingénierie</td></tr> <tr><td>186</td><td>Sciences de l'éducation et formation des enseignants</td></tr> </table>	436	Gestion commerciale et des affaires	373	Médecine et secteur de la santé	247	Sciences sociales et du comportement	206	Ingénierie	186	Sciences de l'éducation et formation des enseignants	<p>Les cinq principaux domaines d'études</p> <table> <tr><td>845</td><td>Médecine et secteur de la santé</td></tr> <tr><td>807</td><td>Ingénierie</td></tr> <tr><td>800</td><td>Gestion commerciale et des affaires</td></tr> <tr><td>448</td><td>Sciences sociales et du comportement</td></tr> <tr><td>317</td><td>Sciences humaines</td></tr> </table>	845	Médecine et secteur de la santé	807	Ingénierie	800	Gestion commerciale et des affaires	448	Sciences sociales et du comportement	317	Sciences humaines
436	Gestion commerciale et des affaires																				
373	Médecine et secteur de la santé																				
247	Sciences sociales et du comportement																				
206	Ingénierie																				
186	Sciences de l'éducation et formation des enseignants																				
845	Médecine et secteur de la santé																				
807	Ingénierie																				
800	Gestion commerciale et des affaires																				
448	Sciences sociales et du comportement																				
317	Sciences humaines																				

* En Moldavie et en Biélorussie, les programmes DAFI sont couverts par le bureau du HCR ukrainien. Jusqu'en 2016, les étudiants DAFI originaires de pays francophones d'Afrique occidentale (Bénin, Burkina Faso, Guinée, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et Togo) se rendaient au Sénégal pour faire leurs études ; le programme était coordonné par la représentation régionale du HCR et l'un de ses partenaires.

En 2016, quatre pays ont soutenu plus de 350 étudiants, à savoir la Turquie (825), l'Éthiopie (512), La République islamique d'Iran (428) et le Liban (358). Six pays sur 37 ont soutenu moins de dix étudiants, à savoir l'Ukraine (2), le Nigéria (3), le Kirghizstan (4), l'Azerbaïdjan (6), la Fédération de Russie (6) et le Botswana (8). En fonction du nombre d'étudiants boursiers, les bureaux de pays du HCR coopèrent avec des organisations partenaires afin de garantir une sélection, un suivi et un soutien des étudiants réfugiés sur mesure et adaptés au contexte (voir également les [chapitres 5.1 et 5.2](#)).

Le pourcentage d'étudiantes bénéficiaires du programme DAFI a progressé pour passer de 42 % en 2015 à 44 % en 2016. En Afrique subsaharienne, seuls 37 % des étudiants étaient des jeunes femmes, 43 % dans les pays européens, 48 % dans la région Asie et Pacifique, 53 % dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) et 69 % sur le continent américain. Le Botswana, le Ghana, le Libéria, la Zambie, l'Inde, l'Égypte et le Liban font partie des pays ayant attribué plus ou moins le même nombre de bourses à de jeunes femmes et à de jeunes hommes. Des informations plus détaillées concernant l'égalité d'accès à l'éducation sont fournies au [chapitre 4.1](#).

La Turquie, le Liban et l'Égypte ont pris la place de l'Ouganda, du Kenya et du Pakistan au sein du classement des cinq premiers pays d'études des boursiers DAFI. Ce changement a été largement influencé par l'augmentation du nombre de bourses attribuées aux réfugiés syriens. Sur les 2 718 nouvelles bourses disponibles en 2016, 1 790 ont été attribuées à des étudiants syriens dans la région MOAN et en Turquie.

En 2016, les Syriens représentaient la plus grande population d'étudiants (38 %) bénéficiaires du programme DAFI, dont la moitié était de jeunes femmes. Ce chiffre a enregistré une augmentation de 449 % par rapport à l'année précédente en raison de la hausse considérable du soutien financier apporté par le gouvernement allemand ainsi que par les fondations Saïd, Asfari et Hands Up. 46 % des boursiers DAFI syriens faisaient leurs études en Turquie, 20 % au Liban et 16 % en Jordanie. Les 18 % restants étaient répartis en Égypte, au Kurdistan irakien et en Mauritanie.

Les étudiants **afghans** représentaient la seconde population d'étudiants la plus importante (712 étudiants) ayant bénéficié du programme DAFI, avec 48 % d'étudiantes. Le nombre d'étudiants boursiers a augmenté de 66 % par rapport à 2015. La majorité d'entre eux (59 %) faisaient leurs études dans la République islamique d'Iran et au Pakistan (32 %). Les 9 % restants étaient répartis en Inde, au Tadjikistan, dans la Fédération de Russie, au Kirghizstan, en Azerbaïdjan et en Turquie.

Les étudiants réfugiés **somaliens** représentaient le troisième plus grand groupe (454 étudiants) bénéficiaire d'une bourse DAFI, dont 44 % étaient des femmes. Le nombre d'étudiants a augmenté de 25 % par rapport à l'année précédente. La majorité des boursiers somaliens (54 %) faisaient leurs études en Éthiopie, au Kenya (25 %) et au Yémen (12 %). Les 9 % restants faisaient leurs études en Afrique du Sud, en Ouganda, en Tanzanie, en Égypte, au Soudan, en Turquie, au Ghana et en Jordanie.

Les étudiants originaires de **République démocratique du Congo** (RDC) représentaient la quatrième population la plus importante (325 étudiants) bénéficiant de bourses DAFI, dont 40 % de femmes. Cela représente une hausse de 17 % par rapport à l'année précédente. 40 % des boursiers faisaient leurs études au Rwanda, 25 % en Ouganda et 13 % en Afrique du Sud. Les 22 % restants étaient répartis au Burundi, en Zambie, au Kenya, au Sénégal, au Mozambique, en Tanzanie, au Nigéria, au Soudan du Sud, au Zimbabwe, au Botswana, au Cameroun et au Libéria.

Tableau 3 : les dix principaux pays d'origine

Femmes Hommes

			880	910
				République arabe syrienne
343	369	Afghanistan		
198	256	Somalie		
129	196	République démocratique du Congo		
52	259	Soudan		
39	108	République centrafricaine		
71	74	Érythrée		
44	96	Soudan du Sud		
58	81	Burundi		
49	45	Rwanda		

Les étudiants d'origine soudanaise constituaient le cinquième plus grand groupe (311 étudiants) bénéficiaire du programme DAFI. Le nombre d'étudiants réfugiés soudanais a augmenté de 74 % par rapport à l'année précédente. Seuls 17 % des étudiants DAFI sud-soudanais étaient des jeunes femmes, principalement en raison des faibles taux de scolarisation et d'achèvement du cycle complet des jeunes filles dans l'enseignement secondaire. Par ailleurs, l'absence de perspectives d'emploi, les ressources financières familiales et les rôles et responsabilités reposant sur les jeunes femmes soudanaises constituent des obstacles à l'accès à l'enseignement supérieur (voir également le [chapitre 4.1](#)). 55 % des boursiers faisaient leurs études en Éthiopie, 16 % au Tchad et 11 % en Ouganda. Les 19 % restants faisaient leurs études au Kenya, en Égypte, au Soudan du Sud et en Inde.

Le tableau 2 ci-dessus montre les tendances dans le choix des étudiants DAFI auxquels les bourses sont proposées et attribuées concernant les filières qui ont de fortes probabilités de débouchés professionnels à la sortie des études. Les filières de la médecine et du secteur de la santé restent très populaires, de même que celles de l'ingénierie, des affaires et du commerce et des sciences sociales et du comportement. Les sciences de l'éducation et la formation des enseignants sont arrivées en sixième position. Plus d'informations à ce sujet sont fournies au [chapitre 4.3](#).

3.2 LES DYNAMIQUES RÉGIONALES

Les chapitres suivants dressent un aperçu des cinq régions dans lesquelles le programme DAFI a été mis en œuvre en 2016 ; des informations complémentaires sont fournies dans les fiches d'information par pays à la fin du rapport. La majorité des pays bénéficiaires du programme DAFI (20 sur 37) se trouvent en Afrique subsaharienne. 41 % de la totalité des boursiers DAFI faisaient leurs études en Afrique subsaharienne. Dans la région MOAN, les bourses sont disponibles dans sept pays, où étudiait un quart de la totalité des boursiers DAFI. En Europe, quatre pays ont offert des bourses DAFI, dont la Turquie qui en a attribué le plus grand nombre. 18 % de la totalité des boursiers DAFI faisaient leurs études en Europe. Dans la région Asie et Pacifique, le programme DAFI a été mis en œuvre dans cinq pays, accueillant 16 % des étudiants boursiers. Sur le continent américain, l'Équateur était le seul pays à offrir des bourses DAFI en 2016.

Tableau 4 : aperçu du nombre de bourses d'études et de la part du budget allouée par région en 2016

Région	Femmes	Hommes	Total	% d'étudiants bénéficiaires du programme dans le monde	Budget (USD)	% du budget	Coût moyen d'une bourse (USD)
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	698	1 214	1 912	41 %	3 973 665	39 %	2 078
MOAN	615	548	1 163	25 %	4 112 921	40 %	3 536
EUROPE	364	475	839	18 %	1 588 285	15 %	1 907
ASIE ET PACIFIQUE	346	379	725	16 %	555 486	5 %	766
AMÉRIQUE	9	4	13	0,3 %	23 902	0,2 %	1 839
TOTAL	2 032	2 620	4 652	100 %	10 254 259	100 %	2 207

L'Afrique subsaharienne a reçu la deuxième part de budget la plus importante, après la région MOAN. La région MOAN a enregistré les coûts moyens d'une bourse les plus élevés, suivie de l'Afrique subsaharienne. C'est dans la région Asie et Pacifique que le montant annuel d'une bourse a été le plus faible. Le montant des bourses par étudiant dépend principalement des droits d'inscription ou de scolarité que les étudiants réfugiés doivent payer pour chaque année universitaire. En 2016, les étudiants réfugiés ont payé les mêmes droits que les étudiants originaires du pays dans neuf pays, à savoir au Botswana, au Cameroun, en Équateur, en République islamique d'Iran, au Mozambique, au Nigéria, en Tanzanie, au Tchad et en Zambie. Dans cinq pays, le HCR a réussi à négocier avec les gouvernements et les universités des droits réduits pour les étudiants réfugiés, à savoir en Éthiopie, au Rwanda, au Soudan, en Ukraine et au Yémen. Dans sept pays, les étudiants réfugiés ont payé les mêmes droits que les étudiants originaires du pays ou bien les droits applicables aux étudiants originaires du pays s'appliquaient uniquement à une certaine population de réfugiés (p. ex. les Syriens en Turquie), à savoir en Inde, au Kurdistan irakien, au Kirghizstan, au Liban, au Libéria et au Tadjikistan. Dans quatre pays, les droits d'inscription dont doivent s'acquitter les étudiants réfugiés varient d'une université à l'autre en raison de l'absence de politique nationale harmonisée, à savoir en Égypte, au Ghana, en Mauritanie et au Sénégal.

Comme le montre le tableau 4, la répartition des bourses, le coût des bourses et la part d'étudiants DAFI hommes et femmes diffèrent selon les pays, en fonction de la taille de la population de réfugiés dans le pays et du nombre de candidats pouvant avoir droit à une bourse DAFI. Les fiches d'information par pays ([chapitre 7](#)) fournissent des informations plus détaillées sur les environnements favorables à l'accès des réfugiés à l'enseignement supérieur dans chaque pays, tels que les droits d'inscription, l'accès à un enseignement secondaire de qualité comme condition pour être admis dans les programmes d'enseignement supérieur ou les partenariats avec le ministère de l'Éducation et les universités.

L'Afrique subsaharienne

L'Afrique subsaharienne reste la région accueillant le plus d'étudiants DAFI (1 912), avec 41 % du nombre total de bénéficiaires du programme. Le nombre d'étudiants boursiers a augmenté de 38 % par rapport à l'année précédente ; les trois pays accueillant le plus d'étudiants du programme sont l'**Éthiopie** (512 étudiants), le **Kenya** (247 étudiants) et l'**Ouganda** (219 étudiants). La majorité des étudiants étaient originaires de **Somalie** (392 étudiants), de **République**

« *La bourse DAFI est extrêmement importante pour tous les réfugiés. Elle les aide à acquérir des compétences qui leur permettent de devenir des acteurs de la société et d'aider leur famille, au lieu de dépendre de l'aide internationale.* »

Dr Marie Chantal, ancienne étudiante boursière rwandaise qui vit au Mozambique, est non seulement la tutrice d'étudiants DAFI, mais elle travaille aussi dans une clinique médicale dans le camp de réfugiés de Maratane deux fois par semaine pour traiter les patients.

Photo : © UNHCR/Tina Ghelli



démocratique du Congo (325 étudiants) et du Soudan (293 étudiants). Les étudiantes représentaient 37 % du nombre total d'étudiants boursiers dans la région, soit un chiffre inférieur au taux mondial (44 %).

Peu de demandes présentées par de jeunes réfugiées ont été reçues dans les différents pays. Ces résultats s'expliquent par le fait que (a) moins de jeunes femmes remplissent les conditions requises pour participer aux programmes d'enseignement supérieur, (b) des obstacles financiers, familiaux et culturels les empêchent même d'envisager l'enseignement supérieur comme une possibilité, et (c) parmi les femmes qui présentent leur candidature, toutes ne remplissent pas les critères de sélection du programme DAFI. Le [chapitre 4.1](#) fournit plus d'informations sur l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur.

Le tableau 5 montre que le **Botswana** restait le pays participant au programme pour lequel le coût moyen d'une bourse était le plus élevé (14 252 USD). L'**Éthiopie** était toujours le pays participant au programme où le coût moyen d'une bourse était le plus bas (554 USD) car le gouvernement **éthiopien** continue à prendre en charge les droits de scolarité des étudiants réfugiés. En **Ouganda**, le cabinet du Premier ministre a délivré des autorisations de circuler pour permettre aux étudiants de quitter les camps de réfugiés. Il a également délivré des documents d'identité aux étudiants réfugiés afin de leur permettre de payer les mêmes droits d'inscription à l'université que les Ougandais.

Un programme DAFI a démarré au **Soudan du Sud** en 2016. Le HCR a reçu 350 demandes pour 14 bourses disponibles. Seules 23 des candidats étaient de jeunes réfugiées. Au **Botswana**, les réfugiés sont pleinement intégrés au système éducatif national. Le HCR est dans un processus de retrait progressif de ce pays. En 2016, il a été décidé qu'aucune nouvelle bourse ne serait offerte au Botswana.

Tableau 5 : le programme DAFI en Afrique Subsaharienne en 2016

	Pays	Femmes	Hommes	Total	Budget (USD)	Coût moyen d'une bourse (USD)
1.	Botswana	4	4	8	114 015	14 252
2.	Burundi	12	28	40	103 781	2 595
3.	Cameroun	44	105	149	271 181	1 820
4.	Tchad	26	71	97	258 110	2 661
5.	Éthiopie	145	367	512	283 530	554
6.	Ghana	31	35	66	262 600	3 979
7.	Kenya	80	167	247	596 739	2 416
8.	Libéria	8	9	17	37 365	2 198
9.	Mozambique	6	8	14	33 040	2 360
10.	Namibie	6	5	11	66 691	6 063
11.	Nigéria	2	1	3	3 471	1 157
12.	Rwanda	57	82	139	268 560	1 932
13.	Afrique du Sud	43	52	95	451 269	4 750
14.	Soudan du Sud	3	11	14	18 500	1 321
15.	Soudan	81	41	122	273 747	2 244
16.	Tanzanie	25	33	58	184 661	3 184
17.	Ouganda	81	138	219	359 332	1 641
18.	Sénégal	17	23	40	169 412	4 235
19.	Zambie	23	26	49	185 676	3 789
20.	Zimbabwe	4	8	12	31 986	2 666
	Total	698	1 214	1 912	3 973 665	2 078

Le continent américain

L'**Équateur** était le dernier pays avec un programme DAFI sur le continent américain après le retrait du programme au Panama en 2015 en raison du très petit nombre de candidatures reçues. Les étudiantes représentent 69 % des bénéficiaires, sur un total de 13 réfugiés originaires de Colombie.

Tableau 6 : le programme DAFI sur le continent américain en 2016

Pays	Femmes	Hommes	Total	Budget (USD)	Coût moyen d'une bourse (USD)
Équateur	9	4	13	23 902	1 839
Total	9	4	13	23 902	1 839

La région Asie et Pacifique

Les étudiants réfugiés afghans étaient le plus grand groupe bénéficiaire de la région Asie et Pacifique (712 étudiants). Les autres groupes étaient des étudiants réfugiés originaires du Myanmar, d'Irak et du Soudan. La République islamique d'Iran gère le plus grand programme DAFI de la région (428 étudiants), devant le Pakistan (227 étudiants) et l'Inde (47 étudiants). Sur un total de 725 étudiants dans la région, 48 % étaient des femmes, un chiffre au-dessus de la moyenne mondiale qui s'élève à 44 %. La région Asie et Pacifique a enregistré le coût moyen d'une bourse par étudiant le plus bas, à savoir seulement 766 USD, la République islamique d'Iran ayant le coût moyen par étudiant le plus bas (616 USD) et le Tadjikistan le plus élevé (1 749 USD).

Tableau 7 : le Programme DAFI dans la région Asie et Pacifique en 2016

	Pays	Femmes	Hommes	Total	Budget (USD)	Coût moyen d'une bourse (USD)
1.	Inde	22	25	47	55 395	1 179
2.	République islamique d'Iran	269	159	428	263 720	616
3.	Kirghizstan	2	2	4	6 031	1 508
4.	Pakistan	45	182	227	197 101	868
5.	Tadjikistan	8	11	19	33 239	1 749
	Total	346	379	725	555 486	766

Europe

Tableau 8 : le programme DAFI en Europe en 2016

	Pays	Femmes	Hommes	Total	Budget (USD)	Coût moyen d'une bourse (USD)
1.	Azerbaïdjan	3	3	6	20 229	3 372
2.	Fédération de Russie	4	2	6	6 710	1 118
3.	Turquie	355	470	825	1 557 227	1 888
4.	Ukraine	2		2	4 120	2 060
	Total	364	475	839	1 588 285	1 893

La Turquie gère le plus grand programme DAFI en Europe et dans le monde avec 825 étudiants. La plupart des étudiants boursiers dans la région étaient des réfugiés syriens (820 étudiants), devant les étudiants afghans (10 étudiants) et ceux originaires de la Fédération de Russie (3 étudiants). Sur un total de 839 étudiants dans la région, 43 % étaient des jeunes femmes. Le coût moyen d'une bourse le plus bas a été enregistré dans la Fédération de Russie (1 118 USD). Dans la Fédération de Russie, les étudiants réfugiés ont accès gratuitement à l'enseignement supérieur sur concours. En raison des droits de scolarité élevés et des frais indirects induits par les études, l'Azerbaïdjan enregistre le coût moyen d'une bourse le plus élevé de la région (3 372 USD). En 2016, le HCR a engagé des négociations avec le ministère de l'Éducation afin d'étudier la possibilité d'exonérer au moins les réfugiés reconnus par le gouvernement des droits de scolarité dans les universités publiques. Le HCR a obtenu un premier soutien de la part du Service national des migrations pour mettre en place des mesures conjointes destinées à sensibiliser les employeurs potentiels aux droits du travail pour les réfugiés.

Encadré 1 : Le cas de la Turquie

En 2016, les multiples conflits armés ayant frappé le Moyen-Orient ont entraîné une augmentation des déplacements internes et internationaux. Fin 2016, 2,6 millions de réfugiés étaient basés dans la région MOAN et 2,8 millions en Turquie, la plupart syriens.

Le HCR, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a piloté l'élaboration du **Plan régional pour les réfugiés et la résilience 2015-2016** dans le cadre du Plan régional d'intervention humanitaire pour la Syrie (3RP) afin de répondre aux besoins de protection et d'assistance des réfugiés syriens et des membres les plus vulnérables dans les communautés d'accueil. **L'accès des enfants et des jeunes à une éducation équitable, de qualité et sans danger** et le renforcement des capacités des systèmes éducatifs afin de mettre en place des actions efficaces, coordonnées et fondées sur les preuves constituent les priorités du 3RP.

Pour répondre à la crise syrienne, le HCR et ses partenaires ont augmenté le nombre de bourses DAFI dans la région MOAN. En 2016, 1 988 étudiants de la région MOAN (Turquie incluse) ont bénéficié d'une bourse DAFI ; 1 790 d'entre eux étaient syriens.

En Turquie, le gouvernement, par l'intermédiaire du Conseil turc de l'enseignement supérieur, a facilité l'accès aux universités du pays en autorisant les étudiants syriens à s'inscrire sur présentation de leurs documents d'identité délivrés par les autorités turques et à s'enregistrer en tant qu'étudiants invités en attendant l'obtention d'un justificatif de leur niveau d'étude acquis antérieurement. Le Conseil a également exonéré les étudiants syriens des universités publiques des droits de scolarité et a élargi le programme de bourses existant afin d'y inclure les étudiants syriens résidant en Turquie. Depuis janvier 2016, les Syriens peuvent recevoir des permis de travail et un salaire minimum leur est garanti.

Avec 825 boursiers, la Turquie est le plus important pays d'accueil DAFI dans le monde. Le programme DAFI est mis en œuvre en partenariat avec la **Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés affiliées (YTB)** qui est chargée de mettre en œuvre le programme de bourses international du gouvernement turc, *Türkiye Burslari*. Les infrastructures de gestion des bourses existantes du YTB sont utilisées pour administrer le programme DAFI, suivre les progrès des étudiants et communiquer avec les boursiers. Le programme DAFI en Turquie prévoit également des cours de langue intensifs pendant un an afin de permettre aux étudiants d'acquérir les compétences linguistiques requises pour être admis dans les universités du pays.

Grâce au financement du Fonds européen Madad, 354 étudiants réfugiés supplémentaires ont été inclus dans le programme de bourses national turc de l'YTB afin qu'ils puissent suivre un cursus complet dans les universités du pays. Pour appuyer l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur et la possibilité pour les étudiants de bénéficier de l'exonération des droits de scolarité approuvée par le gouvernement turc, le HCR et l'YTB ont élaboré et mis en place des programmes de préparation à l'enseignement supérieur pour plus de 1 600 étudiants qui leur ont permis d'obtenir un certificat B2 ou C1 de langue turque. Les étudiants qui ont suivi ce programme peuvent s'inscrire directement dans une université ou présenter leur candidature pour le programme DAFI ou le programme *Türkiye Burslari*.

Les réfugiés originaires d'autres pays que la Syrie doivent cependant s'acquitter des droits de scolarité applicables aux étudiants étrangers dans les universités, ce qui constitue un poids financier important pour les familles.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MOAN)

Le plus grand groupe de bénéficiaires du programme dans la région MOAN était celui des étudiants syriens (970 étudiants), devant les étudiants somaliens (60 étudiants) et iraquiens (44 étudiants). Le **Liban** restait le pays ayant accueilli le plus grand nombre d'étudiants du programme DAFI dans la région (358 étudiants), devant l'**Égypte** (293 étudiants) et la **Jordanie** (287 étudiants). L'**Algérie** avait le coût moyen d'une bourse par étudiant le plus bas (707 USD), tandis que la Jordanie enregistrait le coût moyen le plus élevé. **Un nouveau programme a été mis en place au Kurdistan irakien et a bénéficié à 118 étudiants.**



« Je suis l'aînée d'une fratrie de sept enfants. J'ai donc la responsabilité d'être un modèle pour eux, de leur montrer comment ils peuvent réussir dans la vie. Après tout ce qu'a traversé notre famille, je veux leur donner de l'espoir. Je ne veux pas être vue ni cataloguée comme une réfugiée, mais comme une battante. Je veux aussi prouver que les réfugiés ont plein de compétences et de ressources. Ils peuvent apporter énormément. »

Asmaa, 21 ans, est arrivée de Syrie en 2012 avec ses parents et ses six frères et sœurs. Elle est étudiante en littérature arabe à l'Université de Zarka grâce à une bourse DAFI.

Photo : © UNHCR/Antoine Tardy

La participation des femmes dans la région, s'élevant à 53 %, est supérieure à la moyenne mondiale. Au Kurdistan irakien, par exemple, plus de la moitié des bourses ont été attribuées à de jeunes réfugiées. Un tel résultat s'explique par le fait que 47 % des 1 200 candidats pour les 120 bourses offertes au Kurdistan irakien étaient des jeunes femmes. Cette situation est semblable à celle observée dans d'autres pays accueillant des réfugiés syriens (tels que la Jordanie, le Liban, la Turquie et l'Irak) : parmi les candidatures et les candidats sélectionnés, il y avait autant de femmes que d'hommes, ce qui a permis d'équilibrer l'attribution des bourses. Les jeunes réfugiés syriens ont des diplômes d'études secondaires et font tout leur possible pour maintenir leur haut niveau d'études pour accéder à des formations supplémentaires. Les Syriens valorisent la qualité de l'éducation de la même manière pour les garçons que pour les filles.

Tableau 9 : le programme DAFI dans la région MOAN en 2016

	Pays	Femmes	Hommes	Total	Budget (USD)	Coût moyen d'une bourse (USD)
1.	Algérie	23	12	35	24 736	707
2.	Égypte	148	145	293	622 918	2 126
3.	Kurdistan irakien	71	47	118	653 069	5 534
4.	Jordanie	166	121	287	1 932 868	6 735
5.	Liban	180	178	358	670 650	1 873
6.	Mauritanie	3	10	13	29 710	2 285
7.	Yémen	24	35	59	178 970	3 033
Total		615	548	1 163	4 112 921	3 536



« J'ai grandi à Kakuma. Pendant les vacances universitaires, je rentre là-bas et je retrouve ma communauté. Je donne des cours à des jeunes et je les accompagne en tant que tutrice volontaire par l'intermédiaire de Windle Trust. J'essaie aussi de mobiliser les jeunes qui restent à la maison et ne vont pas à l'école, notamment les filles. Je veux leur donner de l'espoir. Certains réfugiés passent leur temps dans les camps, ils ne savent pas ce qui va se passer après. La seule chose qu'ils savent, c'est que le HCR les aide, qu'ils reçoivent des rations alimentaires et un bon enseignement primaire. Mais après ? Ils sont désœuvrés. Je parle avec eux et leur explique comment j'ai réussi à m'en sortir. »

Tabitha, 23 ans, est originaire du Soudan du Sud. Elle est arrivée à Kakuma, dans le nord du Kenya, début 2001. Elle est actuellement étudiante en troisième année d'économie et statistiques à l'Université Kenyatta de Nairobi grâce à une bourse DAFI.

Photos : © UNHCR/Antoine Tardy



4. LE SOUTIEN APPORTÉ AUX ÉTUDIANTS ET LEURS RÉSULTATS

4.1 L'ÉGALITÉ D'ACCÈS

Le HCR vise à garantir que toutes les personnes relevant de sa compétence jouissent de leurs droits de manière égale et qu'elles puissent participer pleinement aux processus de prise de décision qui concernent leur famille et leur communauté, indépendamment de leur âge, de leur sexe ou de leur origine ethnique. À travers la mise en œuvre systématique de sa **Politique sur l'âge, le genre et la diversité**,¹³ le HCR reconnaît que chaque personne est unique et que les différences entre les personnes, qu'elles soient réelles ou perçues, peuvent jouer un rôle central dans la détermination des possibilités, des capacités, des besoins et des vulnérabilités d'une personne. Grâce à l'analyse des critères d'âge, de sexe et de diversité, le HCR est capable de mieux comprendre les risques multiples liés à la protection, les besoins d'assistance et les capacités existantes des différentes communautés. Cette approche constitue la base de la promotion de l'égalité des chances du HCR ainsi que des mesures ciblées pour lutter contre les inégalités et la discrimination.

Les jeunes femmes et hommes réfugiés peuvent apporter des perspectives et des solutions nouvelles aux problèmes qu'eux-mêmes et leurs communautés rencontrent. En répondant à leurs besoins en matière d'éducation et à leurs aspirations professionnelles, le programme DAFI facilite l'autonomisation et le développement des jeunes. Il est particulièrement transformateur pour les jeunes femmes : il ouvre des opportunités qu'elles n'auraient pas sans le programme. Soutenir les jeunes réfugiés pour qu'ils puissent étudier et développer les compétences nécessaires dans la société du XXI^e siècle permet de jeter des bases solides pour leur avenir. Pour pouvoir bénéficier du programme DAFI, les jeunes hommes et femmes doivent avoir la possibilité de terminer le degré supérieur de l'enseignement secondaire dans leur pays d'origine ou dans le pays d'accueil. La continuité d'un enseignement supérieur de qualité dans des environnements sûrs aux côtés des étudiants du pays d'accueil est essentiel pour sensibiliser à l'égalité des sexes, à la diversité, aux structures démocratiques, au respect et à la tolérance.

La politique et les principes directeurs du programme DAFI intègrent l'approche sur l'âge, le genre et la diversité du HCR et prévoient des mesures clés pour garantir l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur pour les femmes et les hommes réfugiés. Les jeunes femmes représentent 44 % des boursiers DAFI. La parité des sexes chez les étudiants DAFI connaît des améliorations, avec une hausse de 2 % depuis 2015. La carte présentée dans les pages suivantes illustre la situation dans chaque pays participant au programme. Dans 13 des 37 pays du programme DAFI, le pourcentage d'étudiantes est de 50 % ou plus. Les pays accueillant les réfugiés syriens (p. ex. **Liban, Jordanie ou Irak**) figurent parmi ceux enregistrant les pourcentages d'étudiantes les plus élevés (jusqu'à 60 %). Au **Zimbabwe**, au **Kenya**, au **Cameroun**, en **Éthiopie**, au **Tchad**, en **Mauritanie**, au **Soudan du Sud** et au **Pakistan**, moins d'un tiers des étudiants boursiers sont des jeunes femmes.

Les raisons pour lesquelles les jeunes femmes réfugiées ont des difficultés à présenter leur candidature ou à remplir les conditions requises pour accéder à l'enseignement supérieur sont multiples. Elles ont souvent moins d'opportunités et de ressources, un statut socio-économique inférieur, moins de pouvoir et d'influence sur leur environnement direct et peuvent être victimes de différents types de discriminations, y compris pour terminer le cycle d'enseignement élémentaire, à savoir l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire du premier degré. Dans les contextes de déplacement, les infrastructures scolaires, la sécurité et la qualité de l'enseignement peuvent limiter l'accès à l'enseignement primaire et secondaire à cause des coûts trop importants ou de la mauvaise qualité dans l'enseignement si bien que les parents décident qu'il ne vaut même pas la peine d'envoyer les enfants à l'école. Les enfants ne sont donc

¹³ UNHCR (2011). Politique sur l'âge, le genre et la diversité, disponible à l'adresse : <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=50115e9c2>

Les pratiques mises en œuvre au niveau du pays qui appliquent l'approche fondée sur l'âge, le genre et la diversité du HCR au programme DAFI affichent des effets positifs :

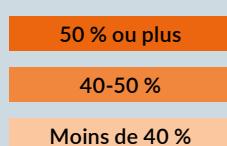
- **Au Cameroun**, à l'occasion de la Journée internationale de la fille, les étudiantes DAFI ont organisé des présentations et des débats éducatifs sur le thème « Le pouvoir des adolescentes : vision pour 2030 » auprès des parents et des filles de la communauté de réfugiés.
- **Au Ghana**, les étudiants DAFI ont fait don de 5 % du premier versement de leur bourse pour aider les jeunes filles réfugiées à aller au lycée. Depuis le lancement de cette initiative par l'intermédiaire du Club DAFI, les deux premières jeunes filles ont terminé le lycée et ont commencé des études d'infirmières et aides-soignantes grâce à une bourse DAFI.
- **En Jordanie**, les étudiants DAFI ont collaboré en tant que volontaires avec TIGER Girls (These Inspiring Girls Enjoy Reading) afin d'encourager les jeunes adolescentes à ne pas interrompre leurs études. TIGER Girls a recours aux nouvelles technologies pour améliorer la qualité de l'éducation dans le camp de Zaatari et motiver les adolescentes en leur offrant un enseignement de qualité. Au total, plus de 120 filles ont bénéficié du programme. Une enquête indique que les filles avaient plus de chances de poursuivre leur scolarité et qu'elles avaient l'impression d'avoir davantage le pouvoir de changer leur vie et celle des autres en participant à TIGER Girls.
- **Au Pakistan**, des rencontres ont été organisées dans des établissements secondaires afin de promouvoir le programme DAFI et d'encourager l'éducation des filles. De jeunes femmes au profil prometteur ont été identifiées et invitées à participer à la sélection des nouveaux bénéficiaires en 2017.
- **Au Zimbabwe**, des campagnes de sensibilisation ont permis d'augmenter le nombre d'étudiantes bénéficiaires du programme DAFI qui est passé de 27 % en 2015 à 45 % en 2016.

**PROGRÈS VERS UNE
ÉGALITÉ DES SEXES**

2016



Étudiantes par pays





souvent pas scolarisés ou abandonnent prématulement. Ajoutés aux frais élevés induits par les études du cycle secondaire, notamment du second degré, ces facteurs peuvent aider à expliquer le faible taux d'inscription des adolescents réfugiés dans l'enseignement secondaire (23 %). Dans un tel contexte, les chances pour les jeunes filles réfugiées de terminer le degré supérieur de l'enseignement secondaire et d'accéder à l'enseignement supérieur sont extrêmement faibles. Par ailleurs, les déplacements exposent les filles à de nombreux risques liés à la protection tels que le mariage des enfants et les grossesses précoces, l'esclavage domestique ou l'exploitation sexuelle, ce qui les empêche d'aller à l'école. Même lorsqu'elles terminent entièrement leurs études dans l'enseignement secondaire, les jeunes femmes peuvent être confrontées à d'autres difficultés les empêchant de suivre des études supérieures, comme les traditions et les attentes sociales, les mariages précoces et la priorité de la vie familiale sur les études ainsi que les rôles préétablis par les familles et les communautés, notamment les inquiétudes liées au fait d'aller vivre loin de leur famille pour étudier.

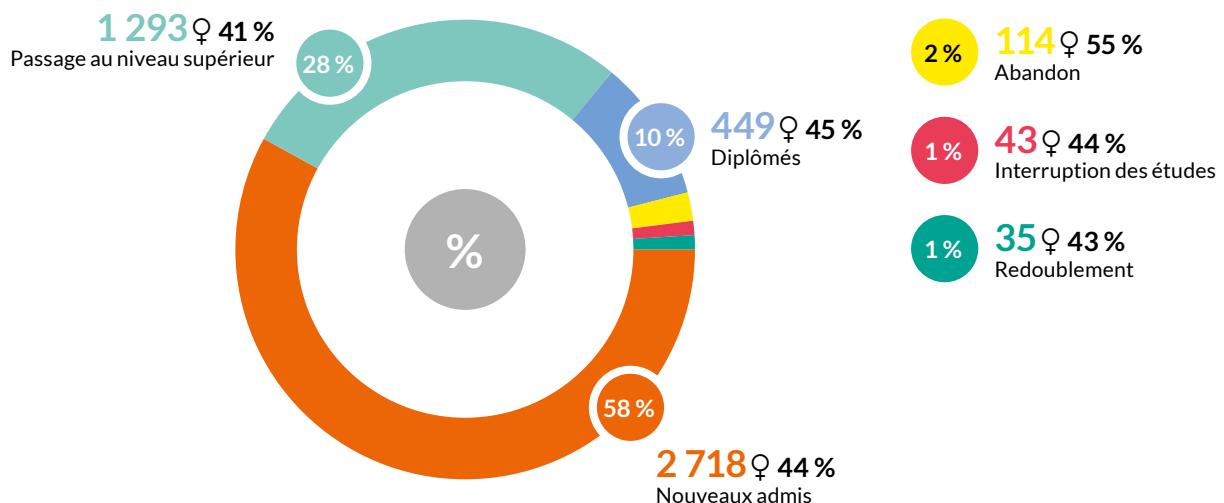
Pour réagir au faible nombre de filles ayant accès à l'enseignement secondaire etachevant le cycle complet, le HCR travaille de concert avec des partenaires opérationnels et de plaidoyer au niveau des pays afin de remédier aux difficultés mentionnées. Le HCR, les organisations partenaires et les étudiants DAFI mènent des efforts de sensibilisation sur les conséquences négatives en termes de protection, d'enseignement supérieur et de perspectives d'emploi causées par les lacunes dans l'éducation des filles au niveau secondaire.

Pour répondre aux difficultés rencontrées par les jeunes femmes pour accéder à l'enseignement supérieur, le programme DAFI contribue aux approches communautaires ciblées sur l'égalité des sexes des pays dans le cadre plus général de l'action du HCR et de ses partenaires. Cela inclut la sensibilisation des communautés de réfugiés à l'importance de l'égalité d'accès à tous les niveaux d'éducation, à l'égalité des sexes à travers différentes méthodes de communication et à la discrimination positive depuis le processus de sélection jusqu'au soutien individuel des étudiants inscrits. Les bourses DAFI, par exemple, permettent de garantir aux étudiantes des conditions de transport et de vie sûres. Par ailleurs, le HCR et ses partenaires sont allés directement à la rencontre des familles et des jeunes femmes afin de les informer du programme DAFI et de les encourager à présenter leur candidature.

4.2 LES RÉSULTATS ET LE SOUTIEN UNIVERSITAIRE

La réussite universitaire demeurerait déterminante pour les étudiants bénéficiaires d'une bourse DAFI. En 2016, 2 718 bourses d'études (2 331 nouvelles bourses et 387 remplacements) ont été attribuées à de nouveaux étudiants réfugiés en se fondant sur leurs bons résultats universitaires, leur engagement personnel, leur engagement dans la communauté et l'impossibilité de suivre des études supérieures sans soutien. Le HCR travaille avec un comité réunissant

Résultats des étudiants



* De nouveaux étudiants sont admis dans le programme pour remplacer les étudiants qui ont obtenu leur diplôme ou interrompu leurs études pour diverses raisons. Les remplacements ne sont pas automatiques, les programmes doivent d'abord obtenir une autorisation du siège au regard du budget disponible et de la capacité du programme.



« Cette bourse m'a beaucoup aidée, car ce que j'ai appris, je peux maintenant le partager avec ma communauté. Je fais des études dans la résolution des conflits et l'aide humanitaire. Plus tard, je veux aider les veuves et les orphelins. J'ai le sentiment que je devrais toujours être à leur côté pour les aider. J'ai toujours rêvé d'ouvrir un orphelinat. Peu importe où. Mon deuxième rêve est de construire un hôpital et une école. »

Chelia, 26 ans, est originaire du Soudan du Sud. Elle vit dans le camp de réfugiés de Kakuma, dans le nord du Kenya, depuis 2002. Elle est en licence de gestion des catastrophes, résolution des conflits et aide humanitaire à l'Université Masinde Muliro, au campus de Kakuma, grâce à une bourse DAFI.

Photo : © UNHCR/Antoine Tardy

de multiples partenaires pour sélectionner les bénéficiaires du programme DAFI. Selon le pays participant au programme, des entretiens et des tests complètent le processus de sélection finale.

Les résultats et les taux de réussite des étudiants étaient encourageants en 2016, ce qui démontre la détermination des étudiants ainsi que les effets positifs d'une sélection bien organisée, du soutien et du suivi des étudiants DAFI par le HCR et ses organisations partenaires. En 2016, 4 652 étudiants ont commencé, poursuivi et terminé des études universitaires du premier cycle. 58 %¹⁴ étaient de nouveaux étudiants admis, 28 % sont passés au niveau supérieur et 10 % ont obtenu un diplôme. Parmi les 4 % restants, 2 % des étudiants ont volontairement quitté le programme pour des raisons personnelles, telles que la réinstallation de la famille ou des problèmes médicaux, et 1 % ont été exclus par l'établissement à cause d'échecs répétés ou du non-respect du code de conduite de l'établissement. 1 % des étudiants ont conclu un accord avec le HCR et l'université pour redoubler une année après avoir échoué en 2016.

Les jeunes réfugiés aspirent à améliorer leur situation personnelle et celle de leur famille. Les étudiants réfugiés sont très attachés à leur famille et à leurs proches. Les bourses DAFI constituent une opportunité exceptionnelle pour acquérir des compétences en vue d'obtenir un emploi et par conséquent trouver des solutions durables pour eux-mêmes et leur famille à moyen et long terme. Des exemples en Jordanie, au Ghana et au Yémen montrent que les étudiants DAFI ont obtenu des résultats excellents et qu'ils se trouvaient parmi les meilleurs étudiants dans ces pays. Compte tenu des conditions difficiles auxquelles les étudiants réfugiés sont confrontés, ces résultats sont remarquables.

Le HCR et ses partenaires continuent d'apporter des conseils aux étudiants pour les aider à réussir et à aller jusqu'au bout de leurs études. Des structures de soutien comme des services de conseil disponibles régulièrement pour les

¹⁴ De nouveaux étudiants sont admis dans le programme pour remplacer les étudiants qui ont obtenu leur diplôme ou interrompu leurs études pour diverses raisons. Les remplacements ne sont pas automatiques, les programmes doivent d'abord obtenir une autorisation du siège au regard du budget disponible et de la capacité du programme.

étudiants réfugiés ou des visites régulières dans les établissements d'enseignement supérieur et des échanges avec les professeurs sont en place dans tous les pays. Une communication régulière avec les établissements d'enseignement supérieur associée à un contact étroit avec chaque étudiant permet au HCR et à ses partenaires d'intervenir et de soutenir un étudiant en cas de problème. Un soutien psychosocial, un dispositif de tutorat ou des cours théoriques, de langue ou de TIC peuvent être mis en place dans certains cas particuliers afin d'aider un étudiant à obtenir son diplôme.

4.3 LES DOMAINES D'ÉTUDES

Le programme DAFI renforce les capacités et le leadership des jeunes réfugiés talentueux afin qu'ils contribuent au développement durable de leur communauté. Dans le cadre du programme DAFI, le choix du domaine d'études est orienté par (a) les possibilités d'emploi actuelles d'un secteur donné et (b) les compétences et les capacités potentiellement nécessaires pour aider à reconstruire les communautés et les sociétés au lendemain d'un conflit. Dans tous les pays, les comités de sélection DAFI ont continué à attribuer des bourses aux candidats ayant choisi un domaine d'études offrant de bonnes perspectives d'emploi ou ont fourni des conseils aux étudiants admissibles afin de garantir que leur domaine d'études est compatible avec les objectifs du programme DAFI.

Le tableau 10 montre les domaines d'études choisis par les étudiants DAFI en 2016. La médecine et le secteur de la santé étaient les domaines d'études les plus populaires (18 %) et ont enregistré le taux de participation des femmes le plus élevé (56 %). L'ingénierie était le deuxième domaine le plus populaire (17 %), suivi de la gestion commerciale et des affaires (17 %). Outre la médecine et le secteur de la santé, les femmes prédominent également dans les domaines de l'artisanat et industrie (64 %), les sciences de l'éducation et la formation des enseignants (55 %) et les sciences naturelles (51 %).

Tableau 10 : taux d'inscription aux programmes d'études dans les 37 pays en 2016

	Domaines d'études	Femmes		Hommes		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1.	Médecine et secteur de la santé	472	56 %	373	44 %	845	18,2 %
2.	Ingénierie	235	29 %	572	71 %	807	17,3 %
3.	Gestion commerciale et des affaires	345	43 %	455	57 %	800	17,2 %
4.	Sciences sociales et du comportement	181	40 %	267	60 %	448	9,6 %
5.	Sciences humaines	160	50 %	157	50 %	317	6,8 %
6.	Sciences de l'éducation et formation des enseignants	172	55 %	138	45 %	310	6,7 %
7.	Mathématiques et informatique	95	31 %	211	69 %	306	6,6 %
8.	Sciences naturelles	93	51 %	90	49 %	183	3,9 %
9.	Autres filières	94	57 %	72	43 %	166	3,6 %
10.	Droit	73	45 %	88	55 %	161	3,5 %
11.	Agriculture, foresterie et pêche	29	31 %	65	69 %	94	2 %
12.	Communication de masse et documentation	29	38 %	48	62 %	77	1,7 %
13.	Architecture et aménagement urbain	28	45 %	34	55 %	62	1,3 %
14.	Beaux-arts et arts appliqués	11	48 %	12	52 %	23	0,5 %
15.	Transport et communication	2	9 %	20	91 %	22	0,5 %
16.	Économie domestique (arts ménagers)	6	30 %	14	70 %	20	0,4 %
17.	Artisanat et industrie	7	64 %	4	36 %	11	0,2 %
	Total	2 032	44 %	2 620	56 %	4 652	100 %

L'obtention d'un diplôme d'enseignement supérieur permet aux jeunes réfugiés d'être en bonne position sur le marché du travail, de créer leur propre entreprise ou de poursuivre des études de troisième cycle. Afin de mieux préparer les étudiants DAFI à leur vie après leurs études, le HCR a collaboré plus étroitement avec des collègues ou des partenaires qui œuvrent pour l'insertion économique des réfugiés dans les pays d'accueil, lorsque cela était possible. Certaines initiatives nées à l'issue de ces échanges et qui seront élargies dans les années à venir incluent entre autres une orientation professionnelle ciblée et des formations sur la gestion d'entreprise et le renforcement des compétences générales. Au

Mozambique, par exemple, le HCR a intégré le programme DAFI à sa nouvelle stratégie de subsistance quinquennale visant à renforcer l'insertion économique et l'autonomie des réfugiés.

En 2016, plusieurs ateliers ont été organisés pour les étudiants DAFI dans tous les pays ; ils portaient sur divers sujets tels que la gestion du temps, la gestion financière, les cours de langue, la recherche d'emploi et les clés d'une bonne candidature, ainsi que les compétences de leadership et de gestion. En **Égypte**, par exemple, les étudiants DAFI ont bénéficié d'une formation sur le développement des compétences générales incluant les compétences de communication, l'intelligence émotionnelle et la conscience de soi. Au **Burundi**, dix étudiants DAFI ont reçu l'habilitation de formateur en éducation financière. Au **Pakistan**, des experts ont animé des stages de formation sur le développement du leadership et de la personnalité, sur la sécurité routière et sur la sensibilisation et la préparation aux catastrophes. Au **Sénégal**, un atelier de deux jours a été organisé par le HCR, ses partenaires et le Club DAFI pour les étudiants en fin et en cours de cursus afin d'apprendre à rédiger un CV et une lettre de motivation et s'entraîner à passer des entretiens d'embauche. D'autres exemples de mesures de soutien aux étudiants sont présentés dans les fiches d'information par pays.

Soutenir le passage des étudiants DAFI au marché du travail est devenu une priorité dans tous les pays. Le HCR et ses partenaires facilitent de plus en plus l'accès des étudiants à des stages afin d'améliorer leurs perspectives d'emploi. Le programme DAFI a renforcé ses collaborations avec les employeurs locaux afin de les inciter à accueillir des stagiaires et d'offrir des possibilités de stage aux étudiants DAFI. Si possible, chaque étudiant devra réaliser un stage pendant la durée de ses études. Pour certains étudiants, un stage est parfois obligatoire dans le cadre de leur cursus et ils peuvent avoir la possibilité de recevoir une aide de l'université ou de la faculté. Toutefois, les pays participant au programme signalent des difficultés pour trouver des stages aux étudiants. Premièrement, en raison de la concurrence accrue pour les stages offerts, particulièrement dans les domaines d'études les plus populaires ; deuxièmement, parce que les étudiants réfugiés n'ont pas toujours de réseau, de contacts ou de connaissances pour trouver un stage approprié. Dans ce cas, le HCR et ses partenaires s'impliquent activement pour aider les étudiants lorsque cela est possible.

La priorité sera l'amélioration de la promotion des offres de stage pour les étudiants DAFI. L'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre les pays participant au programme sera renforcé par le HCR en 2017. Par ailleurs, des données seront recueillies de façon plus systématique dans les pays participant au programme en vue de mieux comprendre les difficultés que les jeunes étudiants réfugiés rencontrent pour trouver un stage.

4.4 L'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE ET LES CLUBS DAFI

Les étudiants DAFI sont fortement encouragés à participer aux activités communautaires et à servir de référence au sein de leur communauté. Dans la majorité des pays, nombre d'entre eux collaborent régulièrement en tant que volontaires dans leur communauté. Voici quelques exemples : au **Cameroun**, les étudiants DAFI se chargent du soutien scolaire des enfants réfugiés ayant des difficultés d'apprentissage dans l'enseignement primaire et secondaire. Au **Botswana**, les diplômés DAFI ont participé à de nombreux projets dans le camp de Dukwi où vivent des réfugiés du Burundi, du Cameroun, d'Éthiopie, du Kenya et d'autres pays. Ils ont accompagné les élèves du secondaire en organisant des activités créatives dans le camp et participé au plaidoyer en faveur d'un environnement d'asile décent. Au **Tchad**, les étudiants DAFI ont collaboré en tant que volontaires et organisé des cours de soutien pendant les vacances d'été pour les élèves du secondaire originaires principalement d'Afrique centrale et du Soudan. En **Éthiopie**, ils ont également organisé des cours de soutien dans certaines matières telles que les mathématiques, les sciences et l'anglais pour les élèves du secondaire. Au **Liban**, 16 étudiants DAFI volontaires ont donné des cours d'alphabétisation à des mères. En **Jordanie** et au **Liban**, le nombre d'étudiants DAFI volontaires a augmenté, principalement grâce à l'intervention systématique des partenaires du HCR. D'autres exemples sont présentés dans les fiches d'information par pays et dans les présentations des étudiants.

La participation active des étudiants DAFI est par ailleurs encouragée à travers les Clubs ou réseaux DAFI constitués d'anciens et actuels étudiants boursiers. Les clubs sont créés soit par les étudiants soit par le HCR et ses partenaires et sont organisés différemment dans chaque pays en fonction, par exemple, de la répartition géographique des étudiants. Les Clubs DAFI ont pu conclure des termes de référence et élire un président qui sert de porte-parole (p. ex. au Sénégal) ou bien constituer une association (p. ex. au Libéria). Les étudiants DAFI peuvent aussi se réunir de manière informelle, utiliser des groupes sur les réseaux sociaux pour échanger ou organiser des réunions avec tous les anciens et actuels étudiants boursiers.

Les Clubs DAFI ont le potentiel de faciliter la constitution de réseaux et le partage d'informations et de fournir une plateforme organisationnelle pour les ateliers, l'engagement communautaire et les événements. En 2017, le HCR fournira un soutien plus ciblé aux pays participant au programme afin de mieux tirer parti du potentiel des Clubs DAFI et d'établir et entretenir un contact avec les anciens étudiants DAFI, comme c'est le cas au Ghana et au Sénégal. Les étudiants boursiers jouent un rôle important dans le plaidoyer pour améliorer l'accès des réfugiés à l'enseignement supérieur et à l'éducation en général. Le programme DAFI soutient la participation active des étudiants dans les communautés d'accueil et les communautés de réfugiés à travers les Clubs DAFI, en leur donnant la possibilité d'exprimer leurs points de vue et leurs préoccupations concernant leur avenir. Au **Soudan**, par exemple, les étudiants DAFI ont échangé sur les droits des réfugiés et l'accès à l'emploi, y compris sur les restrictions de déplacement, avec le Commissaire du gouvernement soudanais pour les réfugiés et les représentants des services pour l'emploi.

4.5 LES PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES

L'objectif du programme DAFI est de permettre aux jeunes réfugiés de construire un avenir sûr et de faire des choix de vie informés. Un diplôme universitaire de premier cycle constitue une base solide pour se construire. Chaque étudiant DAFI a des aspirations et des objectifs différents. Le programme DAFI est un outil pour les aider à atteindre leurs objectifs propres en accord avec leur motivation et leurs efforts personnels. Selon le pays d'accueil et la situation personnelle de chaque étudiant, un diplôme universitaire de premier cycle ouvre au moins quatre possibilités intéressantes : (i) postuler à un emploi régulier sur le marché du travail lorsque c'est légalement possible, (ii) présenter une nouvelle demande de bourse ou utiliser des fonds privés pour poursuivre leurs études jusqu'au troisième cycle, (iii) créer une entreprise ou (iv) trouver un emploi auprès d'une organisation dans un camp de réfugiés. Ces possibilités peuvent être envisagées dans le pays d'accueil actuel, dans le pays d'origine ou dans un pays tiers.

Les possibilités d'accès des étudiants réfugiés à un emploi dépendent en grande partie du cadre juridique du pays d'accueil. Des pays tels que la Turquie, le Burundi, le Tchad et l'Afrique du Sud autorisent les réfugiés à travailler, de même que les pays qui ont mis en œuvre le Cadre d'action global pour les réfugiés : Djibouti, l'Éthiopie, l'Ouganda, la République unie de Tanzanie, le Kenya, le Belize et le Honduras.¹⁵ Plusieurs gouvernements ont amélioré le statut juridique des réfugiés concernant l'accès au marché du travail dans le cadre des engagements mondiaux en faveur d'une meilleure autonomie des réfugiés. Les dirigeants ayant participé au *Sommet des dirigeants sur la crise mondiale des réfugiés* de 2016 tenu lors de l'Assemblée générale des Nations unies ont pris des engagements importants pour améliorer l'autonomie et l'intégration des réfugiés à travers l'accès à l'éducation et au travail légal.¹⁶

Les perspectives d'emploi sont un facteur de motivation important pour inciter les étudiants à terminer leurs études secondaires et supérieures. Pour de nombreux réfugiés, l'intégration dépend considérablement de l'accès au marché du travail. Toutefois, les restrictions juridiques ne sont pas les seuls obstacles à l'accès au marché du travail. Dans des pays tels que l'**Afrique du Sud**, le taux de chômage atteignant parfois 40 % rend l'accès des réfugiés diplômés à un emploi ou à un stage extrêmement difficile. Depuis 1997, le programme DAFI en **Ouganda** est venu en aide à plus de 750 étudiants. 83 % des anciens bénéficiaires ont trouvé un emploi correspondant à leurs études universitaires dans les six mois qui ont suivi l'obtention de leur diplôme. Un diplômé DAFI sud-soudanais en Ouganda a par exemple cofondé l'African Youth Action Network, une initiative dirigée par de jeunes réfugiés qui encourage une cohabitation pacifique entre les différentes communautés du Soudan du Sud ainsi qu'entre les communautés d'accueil et les communautés de réfugiés. Au **Burundi**, un étudiant DAFI de la Faculté de gestion informatique est à l'origine d'une société de communication appelée Club Media spécialisée dans la promotion des talents artistiques des jeunes, et un étudiant en droit a formé une association appelée PAXED (Action pour la Paix, l'Environnement et le Développement durable) au sein de sa communauté de réfugiés dans le camp de Bwagiriza. L'association compte actuellement 50 membres. De nombreux autres exemples sont présentés dans les fiches d'information par pays au [chapitre 7](#).

Au **Cameroun**, le HCR et son partenaire Plan international ont organisé un atelier avec différentes parties prenantes nationales, comme le Fonds national pour l'emploi, le ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique ou le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle ainsi qu'avec des entreprises de recrutement afin de réfléchir à une stratégie

¹⁵ CRRF Global Digital Portal, disponible à l'adresse : <http://crrf.unhcr.org/fr/>

¹⁶ UNHCR (2016). Summary of the Leaders' Summit on Refugees, disponible à l'adresse : <https://bit.ly/2ufX7B3>

« Je travaille en tant que sage-femme avec ADES, responsable des activités de santé. Depuis que je suis arrivée au Tchad en 2003, je travaille en tant qu'agent de santé communautaire, je fais de la sensibilisation et j'oriente les patients vers les services appropriés. Je travaille en tant que sage-femme, j'aide les femmes à accoucher. J'ai été pharmacienne au centre de santé de Beureuh. C'est ce qui m'a motivée pour reprendre mes études. Depuis que j'avais terminé le collège et le lycée en République centrafricaine, je me disais que je ne pouvais pas continuer à être simplement un agent auxiliaire, que je pouvais faire plus d'études. C'était en 2012. J'ai décidé d'aller m'installer dans la capitale où, avec le soutien du HCR, j'ai étudié pendant quatre ans et maintenant je suis une sage-femme réfugiée "diplômée d'État". »

Amina, 37 ans, mère de deux enfants et diplômée DAFI, a rejoint ses parents dans un camp de réfugiés dans le sud du Tchad après le meurtre de son mari pendant la guerre en République centrafricaine. Elle travaille en tant que sage-femme dans le dispensaire du village tchadien de Beureuh, au service des réfugiés et des Tchadiens.

Photo : © UNHCR/Ibrahima Diane



d'accompagnement des diplômés DAFI tout au long du troisième cycle. Cet exemple illustre très bien la façon dont les partenariats sont établis et fonctionnent à travers le programme DAFI pour créer un environnement favorable aux jeunes réfugiés diplômés.

Il est relativement difficile de maintenir le contact avec les diplômés DAFI et d'enquêter régulièrement sur leur situation professionnelle. Ils bougent beaucoup et peuvent envisager différentes options dans le pays d'accueil, dans leur pays d'origine ou dans un pays tiers. Une fois qu'ils quittent le programme DAFI, les jeunes diplômés n'ont pas ou peu d'intérêt à rester engagés. D'autres programmes éducatifs axés sur l'accès à l'emploi ont connu les mêmes difficultés pour mesurer leur impact au-delà du nombre de diplômés. Au cours des trois années à venir, le programme DAFI placera le recueil systématique de données comme une priorité afin de mieux comprendre l'impact de l'attribution des bourses dans les différents pays en consolidant ses outils de suivi, mais aussi en renforçant les Clubs et réseaux DAFI afin qu'ils deviennent des plateformes actives permettant de garder le contact.

Encadré 2 : Projet de recherche au Rwanda

En 2016, le HCR a évalué au **Rwanda** les impacts à long terme du programme DAFI sur l'emploi, l'intégration locale et l'autonomie. Le projet de recherche visait à informer la programmation de l'initiative DAFI et à orienter les interventions futures dans le domaine de l'enseignement supérieur. 17 anciens boursiers DAFI congolais et burundais ont été interrogés dans le cadre de la recherche. Tous avaient obtenu leur diplôme entre 2010 et 2013. Au moment de l'entretien, 13 d'entre eux avaient trouvé un emploi. Sauf pour une personne, toutes considéraient que le programme DAFI avait joué un rôle déterminant pour trouver un emploi. Les réseaux et les stages réalisés les ont particulièrement aidés. 69 % des réfugiés interrogés ont affirmé que leurs études leur avaient permis d'acquérir des compétences pour renforcer leur soutien à leur communauté de réfugiés, par exemple en collaborant davantage avec les dirigeants communautaires et les décideurs. 82 % considéraient que leurs études supérieures leur avaient permis d'acquérir des compétences qui leur seront utiles pour contribuer au développement de leur pays et de leur communauté d'origine une fois qu'un retour volontaire et sans danger sera possible. La majorité des étudiants interrogés estimaient que leurs études supérieures et particulièrement le programme DAFI avaient amélioré tant leur intégration que leurs relations avec la communauté d'accueil, principalement en leur permettant de quitter le camp et de devenir indépendants. Pour les personnes interrogées, l'intégration consiste principalement à trouver un emploi, établir des relations avec les citoyens locaux, obtenir un diplôme et des compétences linguistiques.

4.6 L'INNOVATION POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les efforts du HCR pour permettre un meilleur accès à un enseignement supérieur de qualité consistent entre autres à envisager des approches innovantes, ce qui a en partie motivé la co-fondation du Connected Learning in Crisis Consortium (CLCC). Codirigé par le HCR et l'Université de Genève (InZone), le CLCC¹⁷ a été fondé en 2016 dans le but de promouvoir, coordonner et soutenir l'accès à un enseignement supérieur de qualité dans les situations de conflit, de crise et de déplacement, à travers une approche d'apprentissage combinant un enseignement présentiel et en ligne. Il permet aux étudiants qui vivent dans des endroits isolés d'avoir accès aux meilleures universités et d'échanger leurs connaissances avec des étudiants du monde entier. Depuis 2010, plus de 6 500 étudiants réfugiés dans 11 pays ont participé aux programmes Connected Learning.

Le consortium, qui a débuté avec neuf membres, ne cesse de grandir et met en relation les acteurs humanitaires et universitaires. En 2016, il a participé à plusieurs événements de partage d'expériences à l'occasion desquels il a pu promouvoir son approche et réfléchir à la complexité de la mise en œuvre efficace de ces programmes. Le consortium a également préparé le terrain pour mettre en place une communauté de pratique dynamique et a renforcé la mise en réseau des programmes. Par ailleurs, des principes directeurs pour informer les programmations futures ont été élaborés et diffusés sur le site Internet du consortium.

¹⁷ Pour plus d'informations, veuillez consulter le site : <http://www.connectedlearning4refugees.org/>



5. PARTENARIAT ET GESTION

5.1 LA GESTION ET LA MISE EN ŒUVRE

La mise en œuvre du programme DAFI au niveau mondial est coordonnée par deux membres de l’unité Éducation au siège du HCR de Copenhague : un responsable et un collaborateur de l’équipe chargée de l’enseignement supérieur. Ces personnes travaillent sous la supervision du chef de l’unité Éducation de la Division de la Protection Internationale.

Le programme est mis en œuvre et géré conformément à la **Politique et aux Principes directeurs DAFI**, lesquels prévoient les priorités stratégiques du programme et décrivent les dispositifs de mise en œuvre concernant le processus de sélection, les conditions d’attribution des bourses, le suivi des résultats des étudiants, les obligations en matière de rapports et la collaboration entre les bureaux nationaux du HCR et l’équipe responsable de l’éducation au siège.

L’équipe responsable de l’éducation au siège du HCR est chargée de la gestion et de la coordination générales du programme à travers les 37 pays proposant des bourses DAFI. Cette mission inclut la supervision stratégique, la coordination des politiques et le soutien technique ciblé apporté aux bureaux de pays du HCR. L’équipe assure la programmation, à savoir (i) l’évaluation et la planification opérationnelles ; (ii) l’allocation budgétaire annuelle détaillée et l’attribution des nouvelles bourses aux différents pays et groupes de population ; (iii) le suivi opérationnel et financier et (iv) la réalisation d’un examen à mi-année et l’élaboration des rapports annuels.

Au niveau des pays, les bureaux du HCR désignent un coordinateur DAFI chargé de la gestion du programme, généralement un membre de l’équipe en charge de l’éducation, de la protection ou des services communautaires. Les coordinateurs DAFI, également appelés *points focaux*, jouent un rôle important en ce qui concerne la communication, la collaboration et la coordination avec les collègues des bureaux du HCR, les gouvernements, les parties prenantes de l’éducation nationale, les établissements d’enseignement supérieur et la communauté des réfugiés. Ils accomplissent toutes ces tâches parallèlement à leurs autres domaines de travail. Les bureaux du HCR qui mettent en œuvre le programme DAFI décident de faire participer ou non une organisation partenaire à la mise en œuvre du programme DAFI en fonction du nombre de bourses et de la taille des opérations.

Le développement et l’ajustement constant du programme ne serait possible sans l’engagement fort et continu de 22 organisations partenaires sur le terrain (voir le tableau 11). Les partenaires du HCR gèrent la sélection des étudiants DAFI et le soutien qui leur est apporté, le suivi et l’élaboration des rapports, l’établissement et l’entretien des relations avec les universités, les écoles et les entités du secteur privé, ou bien contribuent de manière significative à l’ensemble des activités mentionnées. Ils organisent des formations et offrent des services de conseil aux étudiants boursiers DAFI. Les services de conseil constituent un élément particulièrement essentiel, car ils contribuent au faible taux d’abandon, à l’excellence des résultats universitaires et à un meilleur accès à l’emploi. En tant qu’organisations nationales, les partenaires disposent d’un réseau et de relations solides avec les autorités et d’autres organisations et ont une bonne connaissance des politiques et des systèmes d’éducation nationaux ainsi que des dynamiques du pays.



- Lors d'une visite officielle en Turquie, le Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a rencontré 10 étudiants DAFI à Ankara.

Les partenaires apportent au programme DAFI une grande diversité de savoir-faire.

- Au **Burundi**, **RET International**, une organisation spécialisée dans le renforcement de la résilience à travers l'éducation dans les situations de fragilité ou d'urgence, a signé un accord de partenariat avec Burundi Business Incubator (BBIN) afin d'assurer une formation et un encadrement sur l'entrepreneuriat pour 26 étudiants DAFI qui devraient terminer leurs études en 2017. Au **Tchad**, l'organisation a renforcé son réseau afin d'aider tous les jeunes diplômés DAFI qui retournent dans leur communauté de réfugiés à se faire engager dans les ONG locales intervenant dans les domaines de l'éducation ou de la santé, en tant qu'éducateurs, documentalistes ou infirmiers.
- Au **Liban**, **Terre des hommes Italie** a renforcé l'autonomie des étudiants DAFI en organisant des formations juridiques et des activités de service à la communauté.
- Au **Sénégal**, l'*Office africain pour le développement et la coopération* (OFADEC) gère le programme DAFI depuis plus de 20 ans. L'organisation a été fondée en 1976 dans le but de contribuer à la protection et à l'assistance des réfugiés. L'OFADEC dispose d'un bon réseau dans tout le pays ; il travaille avec les communautés de réfugiés dans les zones urbaines et rurales et met œuvre des programmes de formation professionnelle et d'enseignement primaire et secondaire. La position et l'expertise de l'OFADEC ont permis au HCR de gérer le programme DAFI avec succès et de maintenir le contact avec les anciens étudiants boursiers.
- Au **Yémen**, **INTERSOS Italie** a géré le programme DAFI sans interruption malgré un environnement extrêmement hostile. Cela a été possible grâce à l'expérience solide de l'organisation dans l'assistance aux personnes en danger, à savoir les victimes de catastrophes naturelles ou de conflits armés.

Tableau 11 : mise en œuvre du programme DAFI par pays en 2016 (directement par le HCR ou par l'intermédiaire d'une organisation partenaire)

Pays	Partenaires
Algérie	Association des Femmes Algériennes pour le Développement (AFAD) (avec le HCR)
Azerbaïdjan	HCR
Botswana	HCR
Burundi	Refugee Education Trust International (RET)
Cameroun	Plan International Cameroun
Tchad	Refugee Education Trust International (RET)
Équateur	Hebrew Immigrant Aid Society (HIAS)
Égypte	Catholic Relief Services (CRS) Egypt
Éthiopie	Association of Ethiopians Educated in Germany (AEEG)
Ghana	Christian Council of Ghana (CCG)
Inde	Bosco Organization for Social Concern and Operation (BOSCO)
Iran	HCR
Kurdistan irakien	Darya Organization for Developing Women and Community (avec le HCR)
Jordanie	Jubilee Centre for Excellence in Education (JCEE)
Kenya	Windle Trust International (WTI)
Kirghizstan	HCR
Liban	Terre des hommes Italie (TdH)
Libéria	Special Emergency Activity to Restore Children's Hope (SEARCH)
Mauritanie	ACTIONS Mauritanie
Mozambique	HCR
Namibie	HCR
Nigéria	HCR
Pakistan	Inspire Pakistan
Fédération de Russie	HCR
Rwanda	Adventist Development and Relief Agency (ADRA)
Sénégal	Office africain pour le développement et la coopération (OFADEC)
Afrique du Sud	StudieTrust
Soudan du Sud	HCR
Soudan	Windle Trust International (WTI)
Tadjikistan	Refugees, Children & Vulnerable Citizens
Tanzanie	Relief to Development Society (REDESCO)
Turquie	Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés affiliées – Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı (YTB)
Ouganda	Windle Trust Uganda
Ukraine	HCR
Yémen	INTERSOS Italie
Zambie	HCR
Zimbabwe	HCR

En Afrique occidentale, à l'issue de consultations, le programme DAFI a été décentralisé pendant l'année 2016. Avant cette année, les étudiants DAFI originaires de neuf pays d'asile devaient se rendre au Sénégal pour faire leurs études, ce qui causait des problèmes de protection, réduisait les avantages pour la communauté et augmentait les coûts logistiques. Afin d'améliorer cette situation, le HCR a mis en place le programme DAFI au Niger, au Burkina Faso et au Mali. Le Bénin, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, le Togo et la Côte d'Ivoire suivront en 2017. Le processus de décentralisation permet aux étudiants DAFI de poursuivre leurs études dans leur premier pays d'asile et de bénéficier du soutien et des réseaux familiaux et communautaires existants. Des répercussions positives sont attendues pour les étudiantes, dans la mesure où elles auront la possibilité d'étudier dans une université dans le pays où vivent leur famille et leur communauté.



« Jusqu'à l'année dernière, je ne faisais pas du tout d'études. C'était une situation très dure. J'étais très stressé. Un jour, j'ai ouvert Facebook et j'ai vu une publicité pour le programme DAFI. J'approchais de l'âge limite. C'était ma dernière chance. Ça m'a sauvé, pour ainsi dire. »

Mohammad, 27 ans, fait des études de gestion des affaires à l'Université Amman Arab grâce à une bourse DAFI. Originaire de Damas, en Syrie, il est réfugié en Jordanie depuis 2012.

Photos : © UNHCR/Antoine Tardy

5.2 LES PARTENARIATS ET LE FINANCEMENT

Le programme DAFI joue un rôle de précurseur dans la mise en place de solutions durables en faveur des réfugiés à travers un accès à l'enseignement supérieur fondé sur une approche multi-partenaire. Durant ces 24 dernières années, le programme DAFI a développé son réseau de partenaires locaux, régionaux et internationaux contribuant à son succès à différents niveaux. Les principaux partenaires incluent des ambassades allemandes, des centres culturels allemands, des universités, des ministères de l'Éducation, des ONG et d'autres agences des Nations Unies telles que l'UNESCO ou l'UNICEF. Au niveau mondial, ces partenariats renforcent un plaidoyer commun en faveur de l'inclusion des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux et favorisent un environnement stable et protecteur.

En mai 2016, l'UNESCO et le HCR ont publié un document de référence conjoint intitulé « [Plus d'excuses : il faut assurer l'éducation de toutes les personnes déplacées de force](#) ». Ce document, publié avant la tenue du Sommet mondial sur l'action humanitaire, pointe l'indifférence générale à l'égard du droit à l'éducation des personnes déplacées de force. Il appelle les États et leurs partenaires humanitaires et de développement à prendre les mesures nécessaires pour inclure les enfants et adolescents déplacés à l'intérieur de leur propre pays, demandeurs d'asile ou réfugiés dans les programmes d'éducation nationaux. Par ailleurs, ils se sont engagés à collecter des données de meilleure qualité afin de suivre l'évolution de leur situation.

Le programme DAFI constitue un bon exemple d'approche multi-partenaire coordonnée. Le HCR donne par ailleurs des conseils à d'autres organisations en matière de bourses d'études supérieures pour les réfugiés, plus spécifiquement sur les questions de protection, la sensibilisation et les critères de sélection. Il a pris l'initiative de mettre en place des mécanismes de coordination efficaces aux niveaux régional et national afin d'assurer l'harmonisation des programmes de bourses d'études supérieures pour les réfugiés et l'optimisation de l'utilisation des ressources disponibles. Par exemple, un protocole d'accord a été signé entre le HCR et le **German Academic Exchange Service (DAAD)** en 2016. Depuis, les deux organisations ont coordonné ensemble la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'élaboration des rapports des programmes DAFI et HOPES à travers des mécanismes de coordination nationaux et régionaux. Elles mènent également un plaidoyer commun en faveur de l'inclusion des réfugiés dans les établissements d'enseignement supérieur nationaux, par exemple en participant à des conférences régionales de haut niveau sur l'enseignement supérieur.

En 2016, le programme DAFI a continué de recevoir de généreuses contributions de la part du gouvernement allemand et de donateurs privés.

- Le gouvernement allemand a contribué au programme à hauteur de 88 % par l'intermédiaire de son **ministère des Affaires étrangères** (9 906 218 USD).

- La Fondation Saïd a financé des centaines de bourses DAFI au Liban et en Jordanie depuis 2014. En 2016, sa contribution venant en aide aux réfugiés syriens représentait 10 % du budget total du programme (1 077 661 USD).
- En mai 2016, le président de la Fondation Saïd, M. Wafic Said, et le président de la Fondation Asfari, M. Ayman Asfari, ont accueilli un dîner de gala **Hands Up for Syria** afin de collecter des fonds pour l'éducation des réfugiés syriens. L'évènement a permis de recueillir plus de 8 millions de livres sterling, incluant le cofinancement par les deux présidents. Les fonds ont été distribués à parts égales entre le HCR, International Rescue Committee et Save the Children et ont été utilisés pour soutenir deux nouveaux groupes d'étudiants dans le cadre du programme DAFI en Jordanie et au Liban, conformément au partenariat établi avec la Fondation Saïd. En 2016, les fonds de l'appel Hands Up for Syria ont représenté 2 % du budget total du programme DAFI (214 805 USD).

Encadré 3 : Les principaux partenaires de financement en 2016

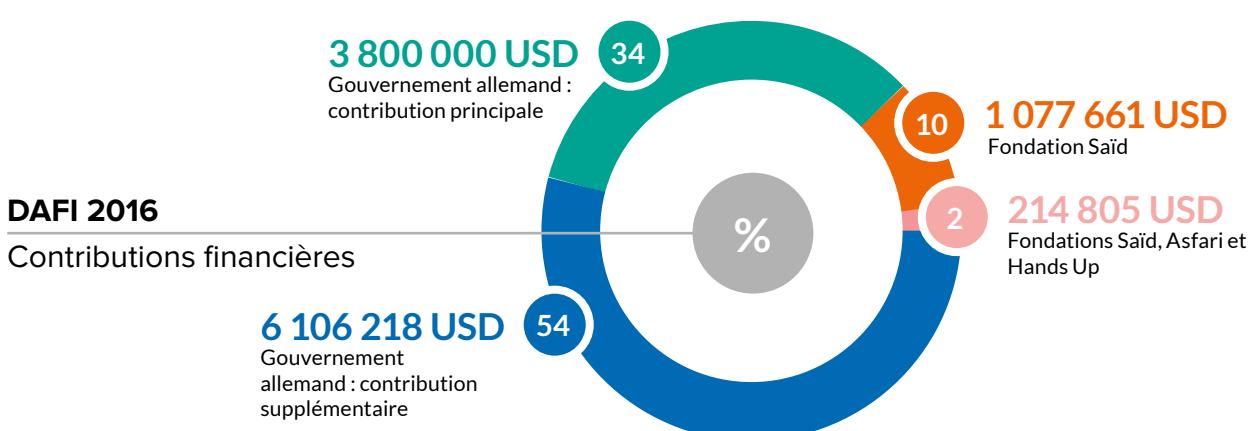
[Le ministère des Affaires étrangères allemand](#) : le ministère des Affaires étrangères a mis en place le programme DAFI en 1992 ; il est le partenaire principal du HCR. Il encourage les échanges internationaux et offre protection et assistance aux ressortissants allemands à l'étranger. Fort d'un réseau d'environ 230 missions à l'étranger, le ministère des Affaires étrangères allemand est en relation avec d'autres pays ainsi qu'avec des organisations internationales et supranationales. Dans ce domaine, il œuvre étroitement avec des partenaires de la société civile, notamment des associations d'entreprises, des organisations syndicales et des organisations humanitaires et de défense des droits humains.

[La Fondation Saïd](#) : fondée en 1982, elle aspire à améliorer la vie des enfants et des jeunes en leur offrant la possibilité de recevoir une éducation et des soins décents, notamment en Syrie, en Palestine, au Liban, en Jordanie et au Royaume-Uni. La fondation vise à créer un patrimoine durable en permettant aux jeunes de s'épanouir pleinement, soit en obtenant des positions de leadership dans leurs futurs domaines professionnels soit en surmontant des handicaps tels qu'une invalidité, à travers l'accès à l'apprentissage, le développement des compétences et la prise en charge communautaire qui auront des effets bénéfiques sur leurs propres vies et sur la communauté en général.

[La Fondation Asfari](#) : fondée par Ayman et Sawsan Asfari, sa mission est de préparer et soutenir les jeunes originaires de Syrie, de Palestine, du Liban et du Royaume-Uni, ainsi que les organisations qui travaillent à leurs côtés, afin de les aider à devenir des citoyens instruits, productifs et engagés œuvrant pour le bien commun de leur communauté et de leur pays. Le travail de la fondation vise à aider les jeunes à acquérir une formation solide et à réussir le passage vers une vie adulte productive et engagée, à encourager le développement de sociétés civiles fortes et résilientes qui œuvrent pour le bien commun et à soutenir les jeunes touchés par des situations d'urgence, principalement par la crise syrienne.

[La Fondation Hands Up](#) : il s'agit d'une œuvre de bienfaisance jeune et innovante. L'idée derrière tout ce qu'elle fait est simple et positive : rassembler les personnes, leur rappeler la richesse de la culture syrienne et faire de bonnes actions. Hands Up collecte des fonds pour des projets mis en œuvre sur le terrain par des organisations partenaires. Ces projets sont dans la mesure du possible développés en Syrie et gérés par des Syriens.

[UNO-Flüchtlingshilfe](#) : cette ONG établie en Allemagne a été fondée en 1980 et vise à protéger les réfugiés, à préserver leur dignité et à faciliter leur autonomie. UNO-Flüchtlingshilfe finance des projets en faveur des réfugiés en Allemagne et à l'étranger et organise des campagnes de sensibilisation auprès du grand public.



Pour répondre à la crise syrienne, plusieurs nouveaux programmes et initiatives ont été mis en place pour faciliter l'accès des jeunes réfugiés syriens à l'enseignement supérieur. Par exemple, les fondations Saïd, Asfari et Hands Up ont uni leurs efforts pour améliorer l'éducation des enfants et des jeunes réfugiés syriens dans la région MOAN. Elles ont contribué au développement du programme DAFI en Jordanie et au Liban à travers des événements caritatifs et l'appel international « Hands Up for Syria ».

Encadré 4 : Des partenariats pour les étudiants réfugiés syriens

Dans la région MOAN, de très nombreux Syriens et Syriennes en âge de faire des études universitaires (18-24 ans) ont été déplacés à l'intérieur de leur propre pays ou se sont réfugiés dans les pays voisins, principalement en Turquie, au Liban et en Jordanie. Selon l'Institut de statistique de l'UNESCO, 26 % de la population syrienne suivait des études supérieures en 2011, avant le début des déplacements. Le **Plan régional pour les réfugiés et la résilience 2015-2016** du HCR mis en œuvre pour répondre à la crise syrienne a évalué à 455 millions de dollars US les besoins en matière d'éducation, incluant les besoins de l'enseignement supérieur pour plus de 11 000 réfugiés.

Dans les pays touchés par la crise syrienne, 1 988 étudiants ont reçu une bourse DAFI, dont 1 790 étudiants syriens.

Toutefois, la demande excède largement le nombre de bourses disponibles. C'est pourquoi le HCR accueille favorablement les programmes mis en place par le German Academic Exchange Service (DAAD) et SPARK. Le DAAD et ses partenaires gèrent conjointement un programme de bourses d'études destiné aux étudiants syriens diplômés du premier cycle universitaire intitulé **Higher and Further Education Opportunities and Perspectives for Syrians (HOPES)**, financé par le fonds européen Madad. Dans des pays tels que la **Turquie**, le **Liban** ou le **Kurdistan irakien**, le HCR a mis en place des mécanismes de coopération étroite avec le programme HOPES, notamment des processus communs de sensibilisation, de demande de bourse et de sélection ainsi que des efforts de plaidoyer harmonisés. Le programme SPARK offre des bourses d'études pour le premier et le deuxième cycle universitaire aux étudiants réfugiés syriens dans la région MOAN. De nombreux diplômés du deuxième cycle universitaire ayant bénéficié du programme DAFI veulent aller plus loin et essaient d'intégrer les programmes de troisième cycle soutenus par DAAD ou SPARK.

Afin de garantir une approche globale de l'offre d'enseignement supérieur pour les étudiants réfugiés dans la région, le HCR préside plusieurs groupes de coordination de l'enseignement supérieur et de bourses d'études dans les différents pays, par exemple le « Groupe de travail technique pour les bourses » en Turquie. Par ailleurs, les nouveaux programmes sont conseillés sur demande par le HCR, fort des expériences acquises pendant 25 ans de réussite dans la mise en œuvre du programme DAFI.

D'autres partenariats encouragent des **voies complémentaires** pour trouver des solutions durables à travers des bourses offertes par des pays tiers. Lorsque l'installation permanente n'est pas envisageable, des voies complémentaires pour soutenir l'emploi, les études et le regroupement familial peuvent faciliter l'acquisition et le maintien de compétences susceptibles d'aider les réfugiés à chercher une solution durable pour leur avenir. Une réunion de haut niveau tenue le 30 mars 2016 a réfléchi au partage des responsabilités au plan mondial des voies d'admission des réfugiés syriens et a affirmé l'engagement international à l'égard de l'importance de voies d'admission sûres qui garantissent la protection et donnent lieu à des solutions durables. Si elles tiennent compte des besoins de protection et qu'elles respectent pleinement le principe de non-refoulement, les bourses d'études proposées par des pays tiers sont d'intéressantes alternatives aux programmes existants dans les premiers pays d'asile.

L'**« Initiative japonaise pour l'avenir des réfugiés syriens »** qui offre pendant 5 ans à 100 étudiants syriens la possibilité de faire des études de master au Japon est un exemple de programme de bourses de pays tiers. Le programme a été lancé en 2017. Le gouvernement japonais garantit la protection de ces étudiants conformément au droit international jusqu'à ce qu'ils trouvent un emploi ou que d'autres possibilités d'études s'offrent à eux au Japon ou ailleurs. La famille directe a la possibilité d'accompagner les étudiants et les frais de scolarité et les dépenses courantes seront pris en charge par l'Agence japonaise pour la coopération internationale. Le HCR contribuera à la promotion du programme et à la sélection des candidats.

Fin 2016, le HCR a pu destiner une partie des ressources financières non allouées à des aides uniques en espèces pour des étudiants non bénéficiaires du programme DAFI en Turquie, en Jordanie et au Ghana. Les étudiants ont été sélectionnés à l'aide du cadre d'évaluation des vulnérabilités du HCR existant en Turquie, en Jordanie et au Ghana sur la base d'une communication entre le HCR et les universités, les communautés de réfugiés et les étudiants.

L'aide unique en espèces était soumise à certaines conditions. Les étudiants sélectionnés devaient fournir la preuve de leur inscription dans un établissement d'enseignement supérieur, toutefois l'utilisation de l'argent n'était pour sa part soumise à aucune condition. Cette aide a permis à des étudiants non bénéficiaires du programme DAFI de poursuivre leurs études. Elle a permis de réduire les risques de protection susceptibles de survenir lorsque les étudiants à se procurer de l'argent et de diminuer les risques d'abandon. Dans une perspective « ne pas nuire », cette aide supplémentaire a contribué à maintenir la cohésion sociale entre les communautés de réfugiés et à réduire les mécanismes d'adaptation préjudiciables des jeunes étudiants réfugiés.

Les étudiants sélectionnés sont enregistrés par le HCR, de même que les modalités de transfert de fonds. En Jordanie, en Turquie et au Ghana, des systèmes solides sont en place pour assurer une mise en œuvre efficace des interventions monétaires. Le calcul de l'aide individuelle était fondé sur le montant semestriel de la bourse DAFI de chaque pays. L'aide a été versée aux étudiants directement.

En Jordanie et en Turquie, les réfugiés non originaires de Syrie ont très peu de chances d'accéder à des bourses, principalement en raison de l'affectation des fonds aux étudiants syriens. Certains étudiants qui s'étaient inscrits à l'université sans aide étaient confrontés à des difficultés financières. En Turquie, un total de 150 étudiants réfugiés (non-bénéficiaires du programme DAFI et non Syriens) ont reçu une aide en espèces, et 35 en Jordanie. Au Ghana, 16 étudiants réfugiés vulnérables (non-bénéficiaires du programme DAFI) de différentes nationalités ont reçu une aide unique en espèces.

5.3 LE SUIVI ET LES RAPPORTS

Le responsable et le collaborateur de l'équipe chargée de l'enseignement supérieur organisent des missions régulières dans les pays participant au programme DAFI afin de s'assurer que les objectifs stratégiques du programme sont réalisés. Ces missions permettent également d'échanger des connaissances et de recenser les bonnes pratiques dans les pays participants au programme DAFI. En 2016, l'équipe du siège du HCR chargée de l'éducation a organisé des missions dans quatre pays du programme et a pris part à des activités supplémentaires de sensibilisation et de diffusion des bonnes pratiques. Les pays visités en 2016 étaient la Turquie, le Kurdistan irakien, le Liban, le Tchad et la Jordanie.

- Une mission a été organisée au **Tchad** en février dans le but de formuler des recommandations concernant l'orientation stratégique du programme DAFI dans le pays, d'examiner les liens avec d'autres programmes d'enseignement supérieur au Tchad et d'identifier les possibilités de renforcer le passage de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur et de l'université à la vie active. Les recommandations incluaient : le recueil de données sur les réfugiés admissibles dans l'enseignement supérieur, la gestion des attentes au sein des communautés de réfugiés concernant les possibilités d'accès à l'enseignement supérieur et la systématisation de l'approche axée sur la communauté du programme DAFI au Tchad. Le Tchad accueille des réfugiés originaires de trois pays (Nigéria, Soudan et République centrafricaine), ce qui élève la population totale de réfugiés à plus de 420 000.
- En mai, une mission dans le **Kurdistan irakien** a été organisée en vue de suivre et de soutenir le lancement du programme DAFI en Iraq. La mission incluait une rencontre avec les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, les universités, le DAAD et le British Council au sujet des programmes de bourses DAFI et HOPES. Un comité technique chargé de coordonner la préparation des deux programmes a été créé.
- En collaboration avec la Fondation Saïd, une mission a été organisée au **Liban** afin d'assurer le suivi de l'élargissement du programme à plus grande échelle.
- En octobre 2016, une **rencontre régionale** sur l'enseignement supérieur dans la région MOAN s'est tenue à Amman, en Jordanie. Le nombre accru de bourses attribuées à des réfugiés syriens a été abordé et le recours potentiel à des voies complémentaires a été envisagé.
- En octobre 2016, des représentants du HCR ont participé à la conférence « **Offrir un accès à l'enseignement supérieur aux réfugiés** » organisée par Al-Fanar Media, le British Council, SPARK et Luminous Education à Amman, en Jordanie. La conférence portait sur l'apprentissage numérique, la lutte contre l'abandon des études et l'échange à partir des expériences des programmes de bourses existants pour les réfugiés dans la région. À cet effet, des ateliers collectifs avec d'autres fournisseurs de bourses ont été organisés dans le but d'élaborer une stratégie de lutte contre l'abandon des études, de renforcer la coordination et faire avancer la recherche sur le rôle de la langue dans les systèmes éducatifs dans le contexte du déplacement.

- En novembre 2016, le HCR a participé à une conférence organisée par le ministère de la Coopération et du Développement économiques allemand (BMZ/GIZ) et le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) sur l'« **Éducation pour un meilleur avenir : créer des perspectives pour les populations déplacées** » à Berlin, en Allemagne. La conférence incluait une réunion du Connected Learning in Crisis Consortium (CLCC) pour décider des prochaines étapes. Il s'agissait en l'occurrence notamment du lancement d'une stratégie et d'un manuel d'apprentissage en ligne pour documenter les bonnes pratiques et faciliter la mise en œuvre de l'apprentissage connecté pour les réfugiés.

L'équipe du siège du HCR chargée de l'éducation a suivi de très près le programme de chaque pays afin de veiller au respect de la Politique et des Principes directeurs DAFI et d'améliorer la qualité des rapports de pays. Les rapports des programmes de pays incluent des descriptions, des statistiques et des informations financières pertinentes et sont présentés chaque semestre. L'équipe a donné des instructions aux nouveaux membres du personnel qui travaillent sur le programme DAFI et leur a fourni un appui personnel lorsque cela était nécessaire.

À l'avenir, l'équipe du siège chargée de l'éducation veillera à l'harmonisation des rapports et du suivi entre les différents pays afin de renforcer son appui technique auprès des coordinateurs DAFI et des organisations partenaires au niveau des pays. L'apprentissage mutuel entre les pays sera amélioré.

5.4 LA REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES

Dans sa [Politique et ses Principes directeurs](#), le programme DAFI définit les priorités, les principes, les processus et les normes applicables à tous les pays. Les principes directeurs prévoient des approches tenant compte de la protection et de la [Politique sur l'âge, le genre et la diversité](#) du HCR (voir plus haut le chapitre 4.1 « L'égalité d'accès »). Ils définissent les rôles et les responsabilités de toutes les parties prenantes impliquées et prévoient des normes et des critères pour la sélection des pays DAFI, des partenaires et des étudiants admissibles, concernant les procédures de demande de bourse et de sélection ainsi que d'attribution des bourses. La Politique et les Principes directeurs DAFI sont disponibles en ligne afin d'informer tous les acteurs impliqués (étudiants, bureaux de pays du HCR, partenaires, ministères) et de garantir la plus grande transparence. Pour s'assurer que les étudiants sont bien informés sur le programme avant de présenter leur candidature, [les questions fréquemment posées](#) ont été recueillies et partagées sur le [site Internet du programme DAFI](#). Les principes directeurs et les questions les plus fréquemment posées seront actualisés en 2017.

La section des questions fréquemment posées inclut l'adresse électronique de l'équipe du siège du HCR chargée de l'éducation, ce qui permet aux étudiants ou à d'autres personnes de poser des questions ou de faire part de leurs préoccupations sur le programme DAFI directement. En moyenne, l'équipe reçoit deux courriers électroniques par semaine et répond en quelques jours. Les demandes spécifiques au pays sont clarifiées par le coordinateur dans le pays concerné. La [page Facebook du programme DAFI](#) est une autre canal de communication directe qui est fréquemment utilisé par les étudiants réfugiés intéressés par le programme DAFI.

Lors des entretiens de sélection avec les étudiants, la redevabilité est garantie grâce à la participation de plusieurs parties prenantes, à savoir l'ambassade d'Allemagne, des ONG ou organisations offrant des bourses, des établissements universitaires ou des ministères du pays. Si les candidats remarquent des irrégularités durant leur évaluation, ils sont encouragés à les signaler à l'équipe du siège du HCR chargée de l'éducation par courrier électronique.

Les étudiants font l'objet d'un suivi rapproché par les bureaux de pays du HCR ou ses partenaires à travers des discussions, visites et ateliers réguliers, en se concentrant non seulement sur leurs résultats universitaires, mais aussi sur leur bien-être psychosocial. Par ailleurs, les établissements universitaires qui accueillent des étudiants DAFI font l'objet de visites. Un suivi rapproché permet au HCR d'identifier les difficultés et d'aider les étudiants DAFI. Les programmes de pays DAFI font l'objet d'un suivi par l'équipe du siège du HCR chargée de l'éducation dans le cadre de missions et de réunions avec tous les acteurs (ministères, partenaires, personnel du HCR, établissements universitaires, étudiants DAFI). Les personnes responsables de la gestion du programme DAFI dans les bureaux de pays ou les organisations partenaires sont formées aux procédures du programme afin de garantir que les normes de qualité sont observées. Le programme DAFI applique la politique du HCR sur la [Protection des données des personnes relevant de la compétence du HCR](#) (2015).



6. PERSPECTIVES POUR 2017

Célébration du 25^e anniversaire du programme DAFI

En 2017, le programme DAFI fêtera son 25^e anniversaire. Une exposition photos intitulée *#TheOtherOnePercent* retraçant 25 années consacrées à soutenir l'accès des réfugiés à l'enseignement supérieur fera le tour des différents pays participant au programme. Des portraits d'étudiants DAFI présenteront leur parcours professionnel afin d'encourager d'autres jeunes et d'augmenter le soutien apporté aux réfugiés pour accéder à l'enseignement supérieur dans le monde. Les partenaires et les étudiants DAFI célébreront et présenteront au public les réussites du programme à l'occasion d'évènements spéciaux.

Élargissement du programme DAFI

Pour répondre à la demande croissante de solutions durables, y compris concernant l'accès des réfugiés à l'enseignement supérieur, en 2017, le programme DAFI s'élargira pour être présent dans 50 pays au total (contre 37 en 2016) et atteindra plus de 6 700 étudiants. Cet élargissement est en partie dû au processus de décentralisation déjà amorcé en **Afrique occidentale**. À partir de 2017, chaque bureau de pays du HCR de cette région (à l'exception du Sierra Leone) gèrera le programme DAFI de manière autonome. Le bureau régional du Sénégal fournira un appui si besoin est. Par ailleurs, le programme DAFI va démarrer en **Syrie**, au **Maroc**, en **Érythrée** et au **Bangladesh**, soit dans des pays offrant peu de possibilités d'études aux diplômés de l'enseignement secondaire. Enfin, le programme s'efforcera de répondre aux nouvelles situations de déplacement et aux déplacements prolongés en Afrique orientale. En 2017, 11 des 13 nouveaux pays participants au programme seront des pays africains.

Maintien de la priorité à la région MOAN

En entrant dans la 6^e année de conflit en **République arabe syrienne**, la région **Moyen-Orient et Afrique du Nord** restera une priorité du programme DAFI. 790 bourses d'études seront attribuées dans la région. Les mécanismes de partenariat et de coordination seront renforcés et de nouvelles solutions innovantes seront développées et mises en place.

Renforcement de l'accès au programme Connected Learning

Le consortium **Connected Learning in Crisis** s'appuiera sur l'élan de 2016 pour consolider une programmation efficace qui tient compte des besoins de protection dans l'enseignement supérieur à travers un apprentissage numérique et connecté et pour renforcer la base de données des pédagogies progressistes. Une université d'été rassemblant de jeunes étudiants du monde entier sera organisée en juillet 2017 à Genève afin qu'ils puissent partager leurs réflexions sur l'enseignement supérieur en situation d'urgence. Les étudiants DAFI participeront également à la **Semaine de l'apprentissage mobile**, l'évènement phare de l'UNESCO en matière de technologies lors de la conférence sur l'éducation qui se tiendra en mars 2017 à Paris. Cet évènement sera axé sur l'éducation en situation d'urgence et de crise et sur l'accès des personnes déplacées à l'enseignement.



Des étudiants DAFI à la faculté de sciences et technologies de l'Université Masinde Muliro, campus universitaire de Kakuma. De gauche à droite : Chelia, 26 ans ; Chagodi, 28 ans ; Mvuyekure, 29 ans ; Martin, 25 ans ; et Omar, 27 ans.
© UNHCR/Antoine Tardy

Renforcement de la priorité à l'accès à l'emploi et au suivi des résultats

En 2017, le HCR révisera la **Politique et les Principes directeurs DAFI**, dont la dernière mise à jour date de 2009. La révision évaluera les besoins de soutien technique et les enseignements tirés dans les différents pays afin de fournir de meilleures orientations et de garantir que les normes de mise en œuvre sont observées dans tous les pays. La mise à jour inclura davantage d'orientations concernant l'accès à l'emploi, le suivi des résultats et les Clubs et réseaux DAFI. Des activités annuelles telles que des ateliers sur l'évolution de carrière et l'accès à l'emploi deviendront une composante standard des programmes DAFI nationaux. Plusieurs ateliers régionaux seront organisés pour le personnel du HCR et ses partenaires en 2017. Ils permettront d'améliorer encore la gestion et le suivi du programme de manière générale et incluront des activités visant à augmenter la part de femmes participantes et à améliorer l'accès à l'emploi et les compétences en matière d'entrepreneuriat de chaque étudiant.

Envisager des voies complémentaires en matière de protection et de solutions

Le HCR vise à soutenir la mise en place et l'élargissement des programmes de bourses des pays tiers et à faciliter les demandes et la participation des réfugiés syriens ou originaires d'autres pays car il considère cela comme une voie complémentaire essentielle. En s'appuyant sur le dossier concernant les « Réflexions sur l'enseignement supérieur pour les réfugiés dans les pays touchés par les crises en Syrie et en Iraq »¹⁸, le HCR souhaite élaborer un guide opérationnel sur les bourses offertes par les pays tiers pour les réfugiés syriens et autres dans la région MOAN. En tant que partenaire chargé de la coordination du Réseau européen sur la réinstallation, le HCR étudie la possibilité de développer des modèles de programmes de bourses d'enseignement supérieur en collaboration avec la Commission catholique internationale pour les migrations (CICM) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Des efforts concluants en matière de bourses offertes par les pays tiers ont été menés par l'Initiative japonaise pour l'avenir des réfugiés syriens, l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) et l'Union européenne à travers son programme Erasmus+.

¹⁸ UNHCR (2016). Education Brief, disponible à l'adresse : <http://goo.gl/2f6P9u>



7. FICHES D'INFORMATION PAR PAYS

GLOSSAIRE – PAYS D'ORIGINE

AFG	Afghanistan
AGO	Angola
ARM	Arménie
AZE	Azerbaïdjan
BDI	Burundi
CAF	République centrafricaine
TCD	Tchad
COG	Congo
CIV	Côte d'Ivoire
COK	Îles Cook
COL	Colombie
RDC	République démocratique du Congo
EGY	Égypte
ERI	Érythrée
ETH	Éthiopie
GEO	Géorgie
IRN	République islamique d'Iran
IRQ	Kurdistan irakien
KEN	Kenya
LBR	Libéria
MLI	Mali
MRT	Mauritanie
MMR	Myanmar
NAM	Namibie
NPL	Népal
NER	Niger
PER	Pérou
RUS	Fédération de Russie
RWA	Rwanda
SLE	Sierra Leone
SOM	Somalie
SSD	Soudan du Sud
SDN	Soudan
SYR	République arabe syrienne
TGO	Togo
TUR	Turquie
UGA	Ouganda
ESH	Sahara occidental
ZWE	Zimbabwe

Algérie	46
Azerbaïdjan	47
Botswana	48
Burundi	49
Cameroun	50
Tchad	51
Équateur	52
Égypte	53
Éthiopie	54
Ghana	55
Inde	56
République islamique d'Iran	57
Jordanie	58
Kenya	59
Kurdistan irakien	60
Kirghizstan	61
Liban	62
Libéria	63
Mauritanie	64
Mozambique	65
Namibie	66
Nigéria	67
Pakistan	68
Fédération de Russie	69
Rwanda	70
Sénégal	71
(y compris le Burkina Faso, le Mali et le Niger)	71
Afrique du Sud	72
Soudan du Sud	73
Soudan	74
Tadjikistan	75
Tanzanie	76
Turquie	77
Ouganda	78
Ukraine	79
Yémen	80
Zambie	81
Zimbabwe	82

Algérie

Contexte de la protection

- L'Algérie a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967.
- En 2016, l'Algérie accueillait 94 232 réfugiés et 5 712 demandeurs d'asile.
- Des réfugiés originaires du Sahara occidental vivent dans des camps dans le sud-ouest de l'Algérie depuis 1975. Le manque de moyens financiers a sévèrement perturbé l'aide d'urgence pour sauver les vies de ces réfugiés principalement d'origine sahraouie.
- Le gouvernement algérien fournit aux étudiants réfugiés une aide pour faciliter leur accès à l'enseignement secondaire et supérieur en dehors des camps. Les barrières de la langue et le nombre très limité de bourses pour l'enseignement supérieur entravent l'intégration des étudiants réfugiés sahraouis dans le système éducatif algérien et cause des frustrations.
- Environ 5 à 10 % des étudiants réfugiés sahraouis étudiant dans des établissements publics algériens abandonnent leur scolarité, car ils n'ont pas les moyens de couvrir les coûts de la scolarité et de la vie quotidienne.

Points forts des opérations

- En 2016, au total 35 réfugiés provenant de tous les camps du pays ont pu accéder à un enseignement supérieur à travers le programme DAFI ; la plupart étaient des femmes (68 %)
- Sur les 1 000 demandes de bourses DAFI, 10 ont été sélectionnées pour l'année 2016.

Réussites

- Un jeune diplômé a trouvé un emploi en tant que médecin à l'hôpital de Smara.
- Une jeune diplômée a trouvé un emploi en tant qu'assistante sociale dans le centre d'accueil des personnes handicapées du camp de Smara.
- Une jeune diplômée a eu la possibilité de se spécialiser en gynécologie à Alger.

Soutien apporté aux étudiants

- Tous les étudiants bénéficiaires du programme DAFI ont reçu une aide supplémentaire pour améliorer leur niveau de français.
- Des discussions en groupes ciblés ont été organisées pour sensibiliser les jeunes à l'importance de l'enseignement supérieur.
- Des visites et des réunions ont été organisées pour suivre les résultats des étudiants et soutenir les réseaux.

35 étudiants



23 femmes | 0 diplômé | 11 nouveaux admis

Budget **24 736 USD**

13 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

Association des Femmes Algériennes pour le Développement (AFAD), de sept. à déc. 2016

Pays d'origine

35 ESH

Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Sciences naturelles	7	2	9
Médecine et secteur de la santé	4	2	6
Architecture et aménagement urbain	3	2	5
Gestion commerciale et des affaires	4	1	5
Droit	1	2	3
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	2	0	2
Mathématiques et informatique	0	2	2
Ingénierie	0	1	1
Sciences humaines	1	0	1
Transport et communication	1	0	1
Total	23	12	35

Azerbaïdjan

Contexte de la protection

- L'Azerbaïdjan a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967.
- En 2016, l'Azerbaïdjan accueillait 1 193 réfugiés et 230 demandeurs d'asile.
- Les demandeurs d'asile et les réfugiés originaires de la République tchétchène et de la Fédération de Russie ne sont toujours pas admis dans les procédures d'asile nationales ; toutefois, le gouvernement les autorise à rester sur son territoire.
- En 2016, le HCR a poursuivi ses efforts avec le Service national des migrations en faveur d'une modification de la législation nationale relative aux réfugiés et aux demandeurs d'asile afin d'établir une protection complémentaire pour les personnes ne relevant pas du statut de réfugié tel que défini par la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et le Protocole de 1967, mais qui ont toutefois besoin d'une protection internationale.
- En raison des droits de scolarité annuels et des coûts indirects des études inabordables, l'accès à l'enseignement supérieur est très limité pour la plupart des réfugiés.

Points forts des opérations

- Le HCR a engagé des négociations avec le ministère de l'Éducation afin d'étudier la possibilité d'exonérer au moins les réfugiés reconnus par le gouvernement des droits de scolarité dans les universités publiques.
- Le HCR a obtenu un premier soutien de la part du Service national des migrations pour mettre en place des mesures conjointes afin de sensibiliser les potentiels employeurs aux droits du travail pour les réfugiés.

Réussites

- Mi-2016, deux étudiants bénéficiaires du programme DAFI ont obtenu leur diplôme. L'un d'entre eux a été engagé en tant que volontaire au Centre d'accueil des femmes et des jeunes réfugiés du HCR.

Soutien apporté aux étudiants

- Des visites dans les universités accueillant des étudiants DAFI ont été menées afin d'assurer un suivi concernant la discipline et les résultats universitaires des étudiants et de promouvoir la participation active des étudiants à la vie universitaire.
- Les étudiants DAFI ont bénéficié de cours complémentaires afin d'améliorer leurs résultats. Un cours d'anglais général a été organisé.

6 étudiants



3 femmes | 2 diplômés | 2 nouveaux admis

Budget 20 229 USD

6 établissements d'enseignement supérieur

Pays d'origine

3	RUS
2	AFG
1	IRN

Nombre d'étudiants

6	2016
9	2015
9	2014
12	2013
11	2012
7	2011
11	2010
11	2009

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Ingénierie	1	1	2
Gestion commerciale et des affaires	0	1	1
Beaux-arts et arts appliqués	1	0	1
Mathématiques et informatique	0	1	1
Sciences sociales et du comportement	1	0	1
Total	3	3	6

Botswana

Contexte de la protection

- Le Botswana a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967.
- Le gouvernement botswanais a émis sept réserves à l'égard de la Convention. Les réfugiés ne peuvent pas exercer une activité lucrative et leur déplacement est limité aux camps. Toutefois, les permis de séjour accordés aux étudiants leur permettent de circuler librement dans le pays.
- En 2016, le Botswana accueillait 2 845 réfugiés et demandeurs d'asile.
- Au Botswana, les réfugiés sont pleinement intégrés au système éducatif national.
- Il existe un sentiment général de découragement chez les jeunes réfugiés, car ils ne voient aucune perspective professionnelle pour leur avenir.

Points forts des opérations

- Le HCR est dans un processus de retrait progressif de ce pays. En 2016, le processus d'attribution des bourses du programme DAFI a décidé de n'attribuer aucune nouvelle bourse au Botswana.

Réussites

- Les diplômés du programme DAFI ont soutenu plusieurs projets dans le camp de Dukwi en accompagnant les étudiants du secondaire, en organisant des activités récréatives dans le camp et en participant au plaidoyer pour un environnement d'asile favorable.

Soutien apporté aux étudiants

- L'unité de la protection du HCR soutient les étudiants DAFI en les conseillant dans les démarches pour obtenir des papiers, comme les permis de séjour. Ils ont également accès aux services sociaux fournis par la Croix-Rouge botswanaise pour recevoir un soutien psychosocial.

8 étudiants



4 femmes | 0 diplômé | 0 nouvel admis

Budget 114 015 USD

1 établissements d'enseignement supérieur

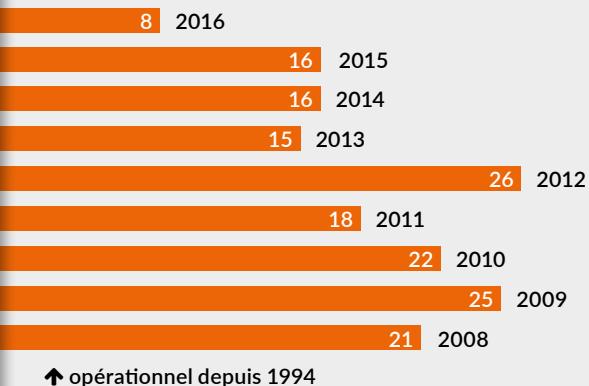
Pays d'origine

6 ZWE

1 RDC

1 RWA

Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Beaux-arts et arts appliqués	0	3	3
Gestion commerciale et des affaires	2	0	2
Sciences naturelles	1	1	2
Médecine et secteur de la santé	1	0	1
Total	4	4	8

Burundi

Contexte de la protection

- Le Burundi a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967.
- En 2016, le Burundi accueillait 57 469 réfugiés et 3 613 demandeurs d'asile.
- Les étudiants réfugiés doivent être titulaires d'un diplôme national pour accéder aux universités du pays.
- Les réfugiés ont le droit de travailler.
- Le conflit civil perdure dans le pays. En 2016, 121 700 nouveaux réfugiés burundais ont été reconnus.

Points forts des opérations

- Le calendrier universitaire n'a pas été respecté en 2016 en raison des violences qui ont éclaté en 2015.
- RET International, le partenaire du HCR, a signé un accord de partenariat avec Burundi Business Incubator (BBIN) pour former à la création d'entreprise et encadrer 26 étudiants réfugiés qui devraient terminer leurs études en 2017.
- Les rapatriés burundais bénéficient également du programme DAFI au Burundi.

Réussites

- Trois étudiants DAFI ont participé au Youth Globe Forum sur le thème « Éducation et entrepreneuriat ».
- Un étudiant DAFI de la faculté de gestion informatique a créé une société de communication appelée Club Media spécialisée dans la promotion des talents artistiques des jeunes.
- Un étudiant en droit a créé une association appelée PAXED (Action pour la Paix, l'Environnement et le Développement durable) au sein de sa communauté de réfugiés dans le camp de Bwagiriza. L'association compte actuellement 50 adhérents.

Soutien apporté aux étudiants

- RET a proposé une grande diversité de cours complémentaires destinés aux étudiants DAFI afin de faciliter leur passage vers le marché du travail. Dix étudiants ont reçu l'habilitation de formateur en éducation financière.
- Des cours de français ont été proposés aux étudiants.

40 étudiants



12 femmes | 0 diplômé | 10 nouveaux admis

Budget 103 781 USD

2 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

RET International

Pays d'origine

31 RDC

9 BDI

Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Mathématiques et informatique	3	7	10
Médecine et secteur de la santé	4	5	9
Sciences sociales et du comportement	0	9	9
Gestion commerciale et des affaires	1	3	4
Droit	1	3	4
Ingénierie	1	1	2
Communication de masse et documentation	2	0	2
Total	12	28	40

Cameroon

Contexte de la protection

- Le Cameroun a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967.
- En 2016, le Cameroun accueillait 348 672 réfugiés et 3 251 demandeurs d'asile.
- Depuis 2011, les réfugiés ont accès à l'enseignement dans les mêmes conditions que les étudiants camerounais.

Points forts des opérations

- En 2016, 304 demandes ont été reçues pour les 30 nouvelles bourses DAFI.
- Un programme de parrainage a été mis en place pour permettre aux étudiants DAFI de fournir un soutien scolaire aux élèves réfugiés du primaire et du secondaire en difficulté.

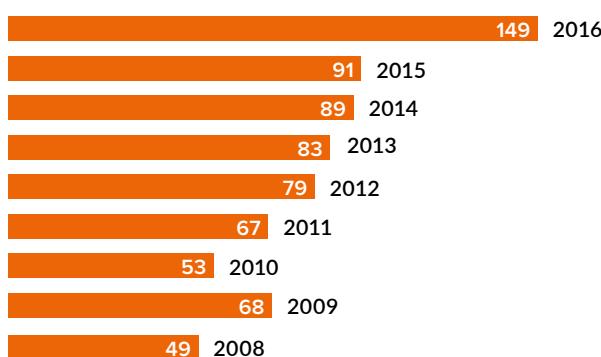
Réussites

- À l'occasion de la Journée internationale de la fille, les étudiantes DAFI ont organisé un débat éducatif à Yaoundé et une présentation à Douala auprès des parents et des filles de la communauté de réfugiés. Ces événements avaient pour thème « Le pouvoir des adolescentes : vision pour 2030 ».

Soutien apporté aux étudiants

- Certaines universités ont organisé des événements culturels pour favoriser l'intégration sociale des étudiants DAFI dans les communautés étudiantes locales. Les étudiants DAFI ont présenté leur milieu culturel aux étudiants camerounais.
- Un atelier sur l'élaboration d'une stratégie d'accompagnement post-universitaire des diplômés DAFI a été organisé avec la participation d'acteurs tels que le Fonds national pour l'emploi, le ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique, le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle ainsi que des entreprises de recrutement.

Nombre d'étudiants



↑ depuis 1992

149 étudiants



44 femmes | 21 diplômés | 56 nouveaux admis

Budget 271 181 USD

43 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

Plan International Cameroun

Pays d'origine

89 CAF

23	NGR
18	TCD
12	RWA
4	COG
2	BDI
1	RDC

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Gestion commerciale et des affaires	16	28	44
Ingénierie	4	12	16
Médecine et secteur de la santé	9	7	16
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	1	13	14
Sciences naturelles	4	5	9
Sciences sociales et du comportement	2	7	9
Sciences humaines	2	6	8
Communication de masse et documentation	3	5	8
Transport et communication	0	8	8
Mathématiques et informatique	1	6	7
Autres filières	0	4	4
Beaux-arts et arts appliqués	1	1	2
Droit	1	1	2
Agriculture, foresterie et pêche	0	1	1
Architecture et aménagement urbain	0	1	1
Total	44	105	149

Tchad

Contexte de la protection

- Le Tchad a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967.
- En 2016, le Tchad accueillait 391 251 réfugiés et 1 909 demandeurs d'asile.
- Les réfugiés ont le droit de travailler s'ils sont en mesure de fournir les documents requis.

Points forts des opérations

- Le programme DAFI a été interrompu en raison de la grève générale dans les universités publiques de septembre à décembre 2016. Les examens finaux ont par conséquent été reportés.
- En 2016, 246 demandes ont été reçues pour 56 bourses.

Réussites

- La hausse importante du taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire dans les camps de l'est du Tchad (94 % en 2016 contre seulement 28 % en 2014) a entraîné une augmentation des demandes pour l'enseignement supérieur.
- Tous les jeunes diplômés DAFI qui sont retournés dans leur communauté de réfugiés se sont impliqués dans les activités des ONG locales et ont participé aux services d'éducation ou de santé en tant qu'éducateurs, documentalistes ou infirmiers.

Soutien apporté aux étudiants

- RET International a notamment encouragé le recrutement d'enseignants et de documentalistes afin d'améliorer l'accès à l'emploi et d'augmenter les apports pour la communauté.

97 étudiants



26 femmes | 10 diplômés | 56 nouveaux admis

Budget 258 110 USD

14 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

RET International

Pays d'origine

50 SDN

46 CAF

1 COG

Nombre d'étudiants

97 2016

55 2015

49 2014

51 2013

21 2012

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Médecine et secteur de la santé	6	15	21
Gestion commerciale et des affaires	7	11	18
Agriculture, foresterie et pêche	5	8	13
Sciences humaines	6	6	12
Droit	0	11	11
Sciences sociales et du comportement	2	9	11
Communication de masse et documentation	0	5	5
Mathématiques et informatique	0	4	4
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	0	1	1
Transport et communication	0	1	1
Total	26	71	97

Équateur

Contexte de la protection

- L'Équateur a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967.
- En 2016, l'Équateur accueillait 60 524 réfugiés et 24 542 demandeurs d'asile.
- Les réfugiés ont accès à l'éducation dans les mêmes conditions que les étudiants locaux et le droit du travail est le même que pour les citoyens équatoriens.
- L'accès aux universités équatoriennes est soumis à des examens d'entrée nationaux. Cette sélection supplémentaire rend l'accès des étudiants réfugiés aux universités équatoriennes plus difficile.
- D'autres facteurs limitent l'accès des réfugiés aux études universitaires. Il s'agit par exemple de l'absence d'universités publiques dans les régions frontalières, du coût élevé des universités privées et du coût de renoncement élevé impliqué par les études.

Points forts des opérations

- En 2016, 2 étudiants DAFI sur 13 ont terminé leurs études.

Réussites

- Les étudiants DAFI se sont impliqués dans des activités destinées aux populations de réfugiés organisées par les bureaux locaux du HCR et la Société d'aide aux immigrants juifs (HIAS) telles que des salons, des dispositifs de prise en charge psychosociale de jour, des ateliers sur la nutrition et la santé sexuelle et reproductive.
- Un diplômé DAFI a été engagé comme technicien en santé et sécurité par l'agence équatorienne d'assurance qualité de l'agriculture.

Soutien apporté aux étudiants

- Deux étudiants DAFI ont rejoint un dispositif de soutien global visant à accompagner les familles pour sortir de l'extrême pauvreté.
- Chaque boursier DAFI est accompagné par un psychologue professionnel de sa communauté locale. Ce soutien individuel joue un rôle important dans la motivation des étudiants à l'égard de leurs projets d'études.
- Dans le cadre de la réunion annuelle des boursiers DAFI, l'HIAS a organisé un atelier sur les moyens de subsistance axé sur les dynamiques actuelles du marché du travail et les objectifs futurs de chaque étudiant orientés vers l'accès à l'emploi ou l'entrepreneuriat. Les boursiers ont également reçu un entraînement au développement des compétences personnelles et aux techniques de travail en équipe ainsi que des formations sur la santé sexuelle et reproductive.

13 étudiants



9 femmes | 2 diplômés | 1 nouveau admis

Budget 23 902 USD

12 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

Hebrew Immigrant Aid Society (HIAS)

Pays d'origine

13 COL

Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Gestion commerciale et des affaires	3	1	4
Beaux-arts et arts appliqués	0	2	2
Médecine et secteur de la santé	2	0	2
Agriculture, foresterie et pêche	1	0	1
Architecture et aménagement urbain	0	1	1
Sciences humaines	1	0	1
Mathématiques et informatique	1	0	1
Sciences sociales et du comportement	1	0	1
Total	9	4	13

Égypte

Contexte de la protection

- L'Égypte a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967.
- Le gouvernement égyptien a émis des réserves à l'égard de cinq articles, incluant notamment l'accès à l'éducation. Toutefois, en 1992, les enfants réfugiés ont été autorisés à être scolarisés dans les établissements publics.
- En 2016, l'Égypte accueillait 213 530 réfugiés et 48 877 demandeurs d'asile.
- Le ministère de l'Enseignement supérieur a adopté un décret qui réglemente les droits de scolarité que les Syriens doivent payer pour accéder à l'enseignement supérieur, selon s'ils ont obtenu leur diplôme d'enseignement secondaire en Égypte, en Syrie ou dans un pays tiers.
- Les réfugiés peuvent travailler à condition de détenir un permis de travail, qui est généralement difficile à obtenir.

Points forts des opérations

- En 2016, 877 demandes pour 220 bourses DAFI en Égypte ont été reçues.
- La plupart des étudiants DAFI (151) font des études de sciences sociales.

Réussites

- Cinq étudiants ont obtenu leur diplôme en 2016.
- Un diplômé DAFI travaille en tant que formateur en relations publiques et développement des ressources humaines pour Resala, une ONG égyptienne.

Soutien apporté aux étudiants

- Catholic Relief Services (CRS) Egypt a organisé des cours d'anglais technique pendant l'été pour permettre à 24 étudiants d'améliorer leur maîtrise de la langue.
- Tout au long de l'année, plusieurs événements d'information et événements sociaux ont été organisés pour favoriser la mise en réseau des étudiants DAFI. Ils ont également participé à des formations sur le développement des compétences générales incluant, entre autres, les compétences de communication, l'intelligence émotionnelle et la conscience de soi.

Nombre d'étudiants



293 étudiants



148 femmes | 5 diplômés | 220 nouveaux admis

Budget 622 918 USD

31 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

Catholic Relief Services (CRS) Egypt

Pays d'origine

211 SYR

39 IRQ

17 SDN

16 YEM

7 SSD

3 SOM

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Médecine et secteur de la santé	47	45	92
Gestion commerciale et des affaires	37	48	85
Autres filières	20	13	33
Ingénierie	5	18	23
Droit	13	4	17
Communication de masse et documentation	7	4	11
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	10	0	10
Mathématiques et informatique	0	9	9
Agriculture, foresterie et pêche	2	3	5
Sciences sociales et du comportement	5	0	5
Beaux-arts et arts appliqués	2	1	3
Total	148	145	293

Éthiopie

Contexte de la protection

- L'Éthiopie a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967.
- En 2016, l'Éthiopie accueillait 791 631 réfugiés et 1 964 demandeurs d'asile.
- Sur le plan socio-économique, l'Éthiopie est sévèrement touchée par les effets d'El Nino et du dipôle de l'océan Indien et a connu en 2015/2016 l'une des plus grandes sécheresses de ces dernières décennies. Selon les estimations, 83 % des camps de réfugiés sont situés dans les zones touchées par la sécheresse et environ 50 % des personnes relevant de la compétence du HCR vivent dans les zones les plus touchées.
- Le gouvernement éthiopien, qui a coorganisé le Sommet des dirigeants sur la crise mondiale des réfugiés le 20 septembre 2016 en marge de la 71^e Assemblée Générale des Nations Unies, a pris des engagements importants pour améliorer l'autonomie et l'inclusion des réfugiés à travers l'accès à l'éducation et à l'emploi.
- En Éthiopie, les réfugiés ont accès à l'enseignement supérieur dans les 34 universités du pays.

Points forts des opérations

- Le gouvernement éthiopien contribue au programme de manière considérable en finançant 75 % du coût de l'enseignement supérieur des réfugiés. Des négociations avec les autorités fiscales et douanières éthiopiennes ont permis de réduire les droits d'inscription.
- 236 nouveaux étudiants DAFI se sont inscrits dans les universités éthiopiennes en 2016. La parité entre les hommes et les femmes bénéficiaires de bourses demeure un défi important lors du processus de sélection.

Réussites

- En 2016, plus de 70 étudiants DAFI ont obtenu leur diplôme. Les élèves les plus brillants ont été récompensés à l'occasion d'un atelier DAFI.
- Les étudiants DAFI ont organisé en tant que volontaires des cours de soutien notamment de mathématiques, de sciences et d'anglais pour les élèves du secondaire.

Soutien apporté aux étudiants

- Des ateliers DAFI, organisés deux fois par an, réunissent d'anciens étudiants et des étudiants DAFI actuels, des représentants des comités de gestion de l'éducation, le Comité central des réfugiés, les associations de parents et d'enseignants, des élèves du secondaire et d'autres parties prenantes afin de discuter de l'accès des étudiants DAFI à l'enseignement supérieur, des moyens pour lutter contre l'abandon des études et de l'engagement des étudiants DAFI dans l'enseignement supérieur.
- Les étudiants DAFI sont accompagnés dans leur recherche de stage.

512 étudiants



145 femmes | 54 diplômés | 236 nouveaux admis

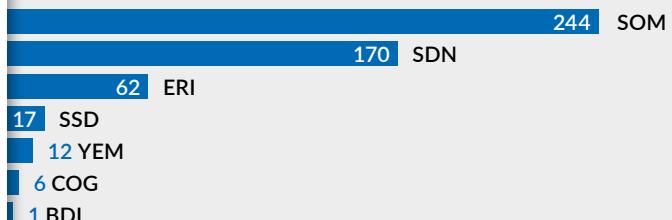
Budget de **283 530 USD**

28 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

Association of Ethiopians Educated in Germany

Pays d'origine



Nombre d'étudiants



↑ opérationnel depuis 1993

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Médecine et secteur de la santé	72	59	131
Gestion commerciale et des affaires	6	86	92
Sciences sociales et du comportement	2	61	63
Ingénierie	7	50	57
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	47	6	53
Sciences naturelles	4	20	24
Agriculture, foresterie et pêche	0	20	20
Mathématiques et informatique	2	16	18
Sciences humaines	2	13	15
Communication de masse et documentation	2	12	14
Économie domestique (arts ménagers)	0	8	8
Droit	1	7	8
Transport et communication	0	7	7
Autres filières	0	2	2
Total	145	367	512

Ghana

Contexte de la protection

- Le Ghana a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967.
- En 2016, le Ghana accueillait 11 865 réfugiés et 1 371 demandeurs d'asile.
- Grâce au soutien du Ghana Refugee Board, 75 % des boursiers nouvellement admis ont pu bénéficier des mêmes conditions que les étudiants originaires du pays. En général, cependant, les étudiants réfugiés sont considérés comme des étudiants étrangers.
- Les réfugiés ont le droit de travailler.

Points forts des opérations

- Le pourcentage d'étudiantes est passé de 30 % en 2012 à 47 % en 2016.
- Grâce au soutien d'un ancien bénéficiaire du programme DAFI, 75 % des étudiants DAFI inscrits à l'université paient les frais de scolarité réservés aux citoyens du pays.

Réussites

- Les étudiants DAFI ont fait don de 5 % du premier versement de leur bourse pour aider des filles à aller au lycée. Les deux premières jeunes filles ont terminé le lycée et ont commencé des études d'infirmières et aides-soignantes grâce à une bourse DAFI.
- Un boursier DAFI est devenu le meilleur étudiant en interprétation portugais-anglais/français, sortant majeur de sa promotion.
- Une ancienne boursière DAFI qui a terminé son master d'administration et planification de l'éducation a été embauchée par les services d'éducation du Ghana afin de gérer une école maternelle publique dans un camp de réfugiés. En un an, elle a augmenté les taux d'inscription et de fréquentation de 7 à 22 enfants.
- Un autre ancien bénéficiaire DAFI enseigne maintenant dans une université publique au Ghana.

Soutien apporté aux étudiants

- 76 étudiants ont participé au séminaire DAFI annuel qui avait pour thème « Leadership, démocratie et entrepreneuriat ».
- Les étudiants DAFI de dernière année ont participé à un atelier sur la recherche universitaire et les compétences rédactionnelles.
- Une plateforme de médias sociaux a été mise en place afin de favoriser la mise en réseau des étudiants et diplômés DAFI et de partager des opportunités d'emploi.

66 étudiants



31 femmes | 14 diplômés | 23 nouveaux admis

Budget de **262 600 USD**

15 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

Christian Council of Ghana

Pays d'origine

51 CIV

10 TGO

2 CAF

1 LBR

1 SLE

1 SOM

Nombre d'étudiants

66 2016

76 2015

71 2014

91 2013

89 2012

↑ opérationnel depuis 1993

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Gestion commerciale et des affaires	14	12	26
Sciences humaines	5	4	9
Médecine et secteur de la santé	4	2	6
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	0	4	4
Beaux-arts et arts appliqués	2	2	4
Communication de masse et documentation	1	3	4
Mathématiques et informatique	0	4	4
Sciences sociales et du comportement	2	2	4
Sciences naturelles	1	1	2
Agriculture, foresterie et pêche	1	0	1
Ingénierie	0	1	1
Droit	1	0	1
Total	31	35	66

Inde

Contexte de la protection

- L'Inde n'a pas ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ni le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- En 2016, l'Inde accueillait 197 851 réfugiés et 9 219 demandeurs d'asile.
- En 2016, les réfugiés et les demandeurs d'asile avaient toujours accès aux services publics, y compris à la santé et à l'éducation. Cependant, des difficultés sont apparues pour les réfugiés qui ne détenaient pas de document national d'identité, qui constitue une nouvelle exigence pour l'accès aux services publics.

Points forts des opérations

- Les étudiants réfugiés titulaires d'un diplôme d'études secondaires étranger sont encore confrontés à des difficultés lorsqu'ils tentent d'intégrer des établissements d'enseignement supérieur. On leur demande souvent de s'acquitter des droits prévus pour les étudiants étrangers.

Réussites

- Les étudiants DAFI ont participé à une campagne d'éducation encourageant la communauté des réfugiés à inscrire les enfants dans les écoles et les informant de l'existence des bourses DAFI.
- Les étudiants DAFI ont participé activement à diverses campagnes et événements de sensibilisation (Journée mondiale des réfugiés, rencontre de jeunes, rencontre sportive...).

Soutien apporté aux étudiants

- Dans le cadre d'une visite éducative, les étudiants DAFI se sont rendus au Damdama Adventure Camp, où un atelier sur le harcèlement sexuel au travail était organisé. Un autre atelier avait pour thème la planification de la carrière et visait à orienter les boursiers sur le chemin de l'emploi.
- Les besoins individuels des étudiants DAFI ont été évalués à travers une combinaison d'ateliers, de réunions et de visites à domicile. Ils ont reçu des conseils ainsi que des encouragements pour les motiver à travailler à l'obtention de leur diplôme.
- Des réunions mensuelles et des stages interactifs ont couvert des sujets tels que les sept habitudes des personnes hautement efficaces, la santé reproductive, ou encore la violence sexuelle et sexiste.

47 étudiants



22 femmes | 10 diplômés | 27 nouveaux admis

Budget de **55 395 USD**

21 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

Bosco Organization for Social Concern and Operation (BOSCO)

Pays d'origine

29 AFG

17 MMR

1 SUD

Nombre d'étudiants

47 2016

32 2015

49 2014

52 2013

39 2012

21 2011

21 2010

32 2009

42 2008

46 2007

37 2006

34 2005

30 2004

24 2003

13 2002

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Sciences humaines	12	12	24
Gestion commerciale et des affaires	6	8	14
Sciences naturelles	2	3	5
Droit	2	0	2
Mathématiques et informatique	0	2	2
Total	22	25	47

République islamique d'Iran

Contexte de la protection

- L'Iran a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- L'Iran est resté le quatrième pays d'accueil des réfugiés du monde en 2016, accueillant 979 435 réfugiés et 91 demandeurs d'asile.
- Les réfugiés ont accès à l'éducation dans les mêmes conditions que les étudiants originaires du pays.
- L'admission aux programmes d'enseignement supérieur est très concurrentielle et les étudiants sont tenus de réussir l'examen d'entrée national, en plus de présenter leur diplôme d'études secondaires. Certaines universités imposent des restrictions et des contraintes aux étudiants réfugiés.
- Les étudiants réfugiés admis à l'université doivent demander un visa d'études. Ils deviennent détenteurs d'un passeport, mais perdent leur carte d'enregistrement de réfugié (Amayesh).

Points forts des opérations

- En 2016, 534 demandes ont été reçues.
- 272 étudiants ont commencé le programme DAFI en 2016 (98 hommes et 174 femmes), dont 86 en première année universitaire.
- Des réunions mensuelles de coordination en matière d'éducation avec le HCR, l'UNICEF, l'UNESCO, le Conseil norvégien pour les réfugiés, le Conseil danois pour les réfugiés et Relief International ont permis d'assurer l'adoption de mesures bien coordonnées et une allocation efficace des ressources.

Réussites

- Un diplômé DAFI travaille à HELP NGO en tant que responsable des médias et de la culture.
- Un diplômé DAFI travaille au bureau du deuxième directeur général adjoint en tant que conseiller scientifique et technique.
- Les étudiants DAFI en dentisterie fournissent des formations sur l'hygiène dentaire dans les écoles à titre bénévole.

Soutien apporté aux étudiants

- Le HCR de Téhéran a sensibilisé les étudiants DAFI aux différentes compétences requises pour leur passage au marché du travail, en mettant l'accent sur les besoins actuels du marché du travail en Afghanistan, leur pays d'origine.
- Des ateliers ont été organisés sur des sujets tels que le développement personnel et la création de réseaux professionnels.

428 étudiants



269 femmes | 67 diplômés | 272 nouveaux admis

Budget de **263 720 USD**

81 établissements d'enseignement supérieur

Pays d'origine

423 AFG

5 IRQ

Nombre d'étudiants

428 2016

232 2015

282 2014

282 2013

252 2012

149 2011

210 2010

↑ opérationnel depuis 1995

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Ingénierie	70	71	141
Médecine et secteur de la santé	57	28	85
Gestion commerciale et des affaires	31	15	46
Sciences naturelles	28	6	34
Sciences sociales et du comportement	23	10	33
Droit	16	8	24
Mathématiques et informatique	15	8	23
Agriculture, foresterie et pêche	14	3	17
Sciences humaines	12	5	17
Architecture et aménagement urbain	1	4	5
Beaux-arts et arts appliqués	1	1	2
Communication de masse et documentation	1	0	1
Total	269	159	428

Jordanie

Contexte de la protection

- La Jordanie n'a pas ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ni le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- La Jordanie accueillait 685 197 réfugiés et 35 615 demandeurs d'asile en 2016, dont la majorité originaires de Syrie.
- En vertu de l'accord de Londres, le gouvernement jordanien autorise désormais les réfugiés à obtenir un permis de travail dans quatre secteurs : la construction, l'agriculture, l'industrie manufacturière et l'hôtellerie.
- Le statut juridique d'une famille dépend du statut d'un des membres de la famille, à savoir le père dans la majorité des cas. Par conséquent, des étudiants ont été expulsés avec leurs familles en Syrie dans des cas de perte de statut par le père.

Points forts des opérations

- 1 600 demandes ont été reçues pour 220 bourses DAFI.
- Le programme en Jordanie a été en mesure d'offrir un nombre considérablement plus élevé de bourses que dans les années précédentes. Par conséquent, sept universités supplémentaires sont venues s'ajouter aux dix partenaires existants.

Réussites

- En 2016, les premiers étudiants DAFI du camp de Zaatari ont obtenu leur diplôme. L'un d'eux, le deuxième meilleur élève de sa promotion, a obtenu un diplôme d'enseignant.
- Les étudiants DAFI ont participé à un atelier sur la « Consultation et le dialogue sur la paix et la sécurité des jeunes » et à la « Cinquième conférence du réseau arabe pour l'innovation ».
- Des étudiants DAFI se sont portés volontaires pour participer au projet TIGER Girls visant à lutter contre l'abandon scolaire des adolescentes.
- Au camp de Zaatari, des étudiants DAFI ont accompagné des jeunes de dernière année pour les motiver et pour identifier les lacunes et les besoins, et se sont adressés aux jeunes conjointement avec la communauté.

Soutien apporté aux étudiants

- Des voyages éducatifs au « Ranger Adventure Camp » et au château d'Ajloun ont été organisés pour améliorer le réseautage, les compétences en leadership et l'esprit d'équipe parmi les étudiants.
- 29 étudiants DAFI étudiant à l'Université de Jadara ont participé à un cours d'anglais dispensé par le Delmon Centre Irbid.

287 étudiants



166 femmes | 8 diplômés | 215 nouveaux admis

Budget de **1 932 868 USD**

17 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

Jubilee Centre for Excellence in Education (JCEE)

Pays d'origine

281 SYR

5 IRQ

1 SOM

Nombre d'étudiants

287 2016

70 2015

71 2014

51 2013

37 2012

39 2011

42 2010

51 2009

51 2008

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Médecine et secteur de la santé	71	32	103
Autres filières	56	26	82
Ingénierie	17	41	58
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	10	8	18
Mathématiques et informatique	4	7	11
Droit	1	3	4
Sciences naturelles	3	1	4
Architecture et aménagement urbain	0	2	2
Sciences humaines	2	0	2
Gestion commerciale et des affaires	1	0	1
Communication de masse et documentation	1	0	1
Transport et communication	0	1	1
Total	166	121	287

Kenya

Contexte de la protection

- Le Kenya a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- Le Kenya accueillait 451 099 réfugiés et 43 764 demandeurs d'asile en 2016.
- En mai 2016, le gouvernement kényan a publié une directive pour reloger les réfugiés somaliens résidant dans les camps de réfugiés de Dadaab. Ce déplacement a accru la perspective d'un retour des réfugiés somaliens dans leur pays d'origine.
- Au Kenya, les réfugiés n'ont pas le droit de travailler.

Points forts des opérations

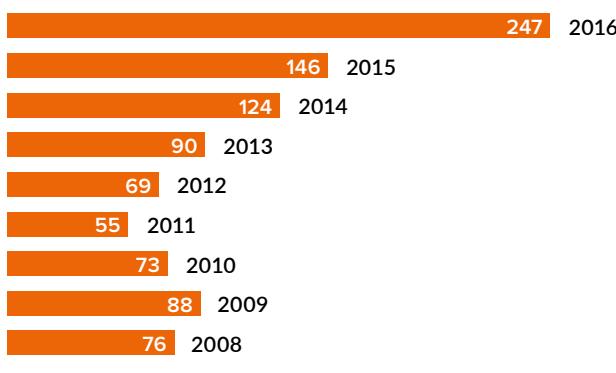
- Le projet a connu un léger contretemps dû au fait que plusieurs boursiers avaient abandonné leurs études pour des raisons de réinstallation ou à cause de difficultés de nature domestique dans le cas des filles. Cinq étudiantes ont abandonné leurs études en raison de problèmes familiaux et médicaux et deux étudiants ont abandonné leurs études pour des raisons inconnues.
- Neuf étudiants DAFI ont été réinstallés.

Réussites

- En 2016, 22 boursiers (7 femmes, 15 hommes) ont terminé leurs études.
- 107 étudiants DAFI ont entrepris des recherches universitaires, des projets de systèmes d'information ou un travail bénévole au sein de leurs communautés à Dadaab, à Kakuma et à Nairobi.
- Les étudiants DAFI servent de modèles aux étudiants réfugiés, les encourageant à poursuivre leurs études, en particulier les étudiantes DAFI qui font la promotion de l'éducation des filles.

Soutien apporté aux étudiants

- Afin de réduire le risque de problèmes de nature domestique pour les filles, l'organisation Windle Charitable Trust (WCT) a fait appel à des groupes de pairs étudiants et au personnel sur le campus pour soutenir et conseiller les filles concernées.
- WCT a organisé une semaine des carrières au camp de réfugiés de Kakuma ainsi qu'une conférence annuelle à laquelle ont participé des étudiants DAFI.



- WCT a collaboré avec différentes organisations et parties prenantes pour soutenir les étudiants DAFI en apprentissage ou en stage et en ce qui concerne les questions juridiques.

247 étudiants



80 femmes | 22 diplômés | 120 nouveaux admis

Budget de **596 739 USD**

11 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

Windle Charitable Trust (WCT)

Pays d'origine

115	SOM
62	SSD
28	SDN
17	ETH
11	RWA
7	RDC
3	UGA
2	BDI
2	ERI

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Gestion commerciale et des affaires	33	30	63
Mathématiques et informatique	9	37	46
Sciences sociales et du comportement	17	24	41
Médecine et secteur de la santé	7	24	31
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	4	23	27
Autres filières	3	7	10
Droit	2	5	7
Ingénierie	0	6	6
Économie domestique (arts ménagers)	2	4	6
Communication de masse et documentation	3	3	6
Sciences naturelles	0	2	2
Agriculture, foresterie et pêche	0	1	1
Artisanat et industrie	0	1	1
Total	80	167	247

Kurdistan irakien

Contexte de la protection

- L'Irak n'a pas ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ni le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- En 2016, l'Irak accueillait 261 888 réfugiés et 11 458 demandeurs d'asile.
- Les étudiants réfugiés ne jouissent pas d'un égal accès aux universités et paient actuellement les droits imposés aux étudiants étrangers.

Points forts des opérations

- Le programme DAFI a été lancé au Kurdistan irakien en 2016. Les difficultés et les retards initiaux liés au lancement du programme ont été réglés et les étudiants DAFI devraient pouvoir commencer leurs études universitaires en janvier 2017.
- Environ 1 200 demandes ont été reçues pour 120 bourses.

Réussites

- La coordination avec d'autres fournisseurs de bourses, le ministère de l'Éducation et des partenaires permet d'adopter une approche globale.

Soutien apporté aux étudiants

- Les étudiants DAFI ont été soutenus et conseillés par le biais d'un réseau téléphonique.

118 étudiants



71 femmes | 0 diplômé | 118 nouveaux admis

Budget de **653 069 USD**

6 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

Darya

Pays d'origine

118 SYR

Nombre d'étudiants

118 2016

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Gestion commerciale et des affaires	19	14	33
Ingénierie	8	13	21
Sciences humaines	9	8	17
Droit	8	6	14
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	9	2	11
Mathématiques et informatique	5	3	8
Médecine et secteur de la santé	7	0	7
Sciences sociales et du comportement	2	1	3
Sciences naturelles	2	0	2
Agriculture, foresterie et pêche	1	0	1
Beaux-arts et arts appliqués	1	0	1
Total	71	47	118

Kirghizstan

Contexte de la protection

- Le Kirghizstan a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- En 2016, le Kirghizstan accueillait 339 réfugiés et 120 demandeurs d'asile.
- Tous les réfugiés ont accès à l'enseignement supérieur public et privé au Kirghizistan. Cependant, les droits de scolarité varient en fonction de la politique interne des établissements d'enseignement supérieur. Les réfugiés inscrits dans les universités publiques doivent quant à eux s'acquitter des droits de scolarité destinés aux étudiants étrangers.
- Les réfugiés reconnus en vertu de la Convention de 1951 sur le statut des réfugiés ont le droit de travailler au Kirghizistan alors que les réfugiés relevant de la compétence plus large du HCR n'ont pas accès à un emploi légal.

Points forts des opérations

- Le programme DAFI est le seul programme qui offre un soutien ciblé aux réfugiés souhaitant suivre un enseignement supérieur au Kirghizistan et constitue la seule opportunité qui se présente aux réfugiés vulnérables désirant accéder à l'enseignement supérieur.

Réussites

- En juillet, une étudiante réfugiée a été transférée à la faculté de médecine pour augmenter ses chances d'emploi.

Soutien apporté aux étudiants

- Des bourses d'enseignement et de formation professionnelle ont été accordées pour stimuler l'acquisition de compétences linguistiques et professionnelles chez les jeunes et les adultes.

4 étudiants



2 femmes | 0 diplômé | 0 nouvel admis

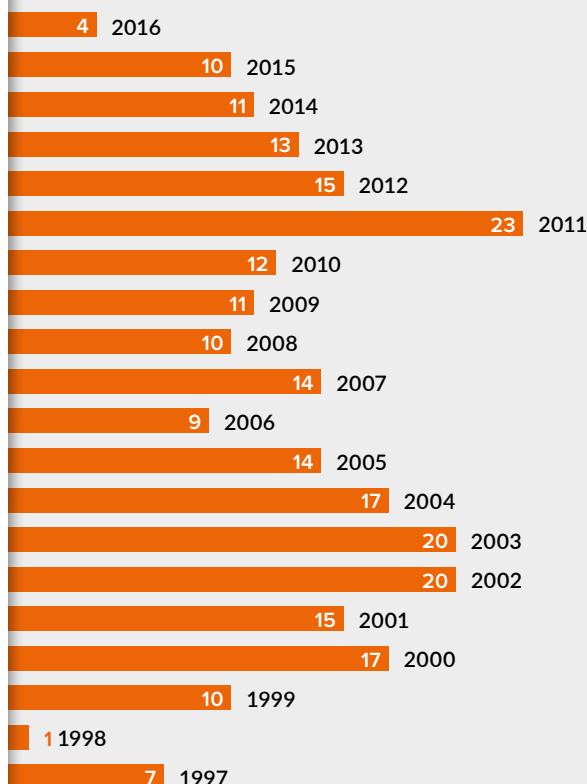
Budget de **6 031 USD**

4 établissements d'enseignement supérieur

Pays d'origine

4 AFG

Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Médecine et secteur de la santé	2	0	2
Droit	0	1	1
Sciences naturelles	0	1	1
Total	2	2	4

Liban

Contexte de la protection

- Le Liban n'a pas ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ni le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- Le Liban accueillait 1 012 969 réfugiés et 13 745 demandeurs d'asile en 2016. Cependant, étant donné que le HCR a suspendu l'enregistrement de nouveaux réfugiés en mai 2015, le nombre de réfugiés dans le pays pourrait en réalité être plus élevé.
- Pour étudier au Liban, les étudiants étrangers, y compris les étudiants réfugiés, doivent obtenir un permis de séjour pour les étudiants. Les étudiants réfugiés étant considérés comme des étudiants étrangers, ils doivent s'acquitter des droits prévus pour les étudiants étrangers.
- La langue reste un obstacle en raison du système éducatif bilingue (arabe, anglais ou français).

Points forts des opérations

- Le nombre de demandes est passé de 377 en 2015 à 1600 en 2016.
- Les partenariats avec d'autres fournisseurs de bourses (par exemple HOPES) ont été renforcés.

Réussites

- Un étudiant DAFI a remporté le Concours d'orthographe arabe organisé par l'Université libanaise qui comptait 180 participants.
- 16 étudiants DAFI se sont portés volontaires pour fournir des cours d'alphabétisation de base aux mères.

Soutien apporté aux étudiants

- Des dictionnaires anglais-arabe ont été distribués pour aider à résoudre les difficultés linguistiques.
- Un étudiant DAFI a créé un groupe WhatsApp anglophone proposant des tâches quotidiennes pour améliorer les compétences linguistiques des étudiants.
- 25 étudiants ont suivi une formation en développement des affaires. Ils ont été invités à concevoir un projet pour parachever la formation.
- Terre des Hommes Italie a organisé plusieurs ateliers d'orientation pour soutenir les étudiants, p. ex. sur les questions juridiques et liées à la protection.

358 étudiants



180 femmes | 19 diplômés | 27 nouveaux admis

Budget de **670 650 USD**

5 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

Terre des Hommes Italie

Pays d'origine

358 SYR

Nombre d'étudiants

358 2016

134 2015

58 2014

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Sciences humaines	87	77	164
Sciences sociales et du comportement	32	42	74
Sciences naturelles	29	19	48
Droit	18	23	41
Mathématiques et informatique	5	6	11
Ingénierie	5	3	8
Médecine et secteur de la santé	3	3	6
Gestion commerciale et des affaires	0	5	5
Communication de masse et documentation	1	0	1
Total	180	178	358

Libéria

Contexte de la protection

- Le Libéria a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- Le Libéria accueillait 18 990 réfugiés et 17 demandeurs d'asile en 2016.
- Les réfugiés ont le droit de travailler.

Points forts des opérations

- En janvier 2016, tous les établissements secondaires des camps de réfugiés ont été fermés en raison d'un manque de financement, mais ils ont rouvert en février 2016.
- Des négociations avec les établissements en vue d'un protocole d'accord sont en cours. Les réfugiés étant soumis à des droits plus élevés que les étudiants originaires du pays, une telle entente revêt une importance particulière.

Réussites

- Deux étudiants ont bénéficié d'un stage à l'école élémentaire Martha Tubman.
- Sept étudiants DAFI sont retournés dans les camps de réfugiés et ont assumé le rôle de tuteur dans les clubs d'études qui ont été mis en place lors de la fermeture des établissements secondaires.

Soutien apporté aux étudiants

- Trois réunions ont été organisées pour les diplômés DAFI afin de réactiver l'Association des anciens étudiants DAFI.
- Des cours d'anglais ont été offerts aux étudiants ne maîtrisant pas suffisamment la langue d'enseignement.
- Des conseils et une orientation professionnelle ont été offerts aux étudiants DAFI.

17 étudiants



8 femmes | 2 diplômés | 0 nouvel admis

Budget de **37 365 USD**

5 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

Special Emergency Activity to Restore Children's Hope (SEARCH)

Pays d'origine

16 CIV

1 RDC

Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Médecine et secteur de la santé	7	1	8
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	1	3	4
Autres filières	0	2	2
Agriculture, foresterie et pêche	0	1	1
Gestion commerciale et des affaires	0	1	1
Ingénierie	0	1	1
Total	8	9	17

Mauritanie

Contexte de la protection

- La Mauritanie a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- La Mauritanie accueillait 48 148 réfugiés et 587 demandeurs d'asile en 2016.
- Les réfugiés ont du mal à accéder aux écoles et aux universités et comptent sur le soutien du HCR et de ses partenaires.

Points forts des opérations

- Pendant les vacances scolaires, les étudiants ont participé à différentes activités au sein de leurs communautés, par exemple à des séances de tutorat pour les élèves du primaire et du secondaire et à des campagnes de sensibilisation sur le mariage forcé et la violence sexuelle et sexiste.

Réussites

- Cinq diplômés ont terminé leur stage. Trois ont reçu une formation au ministère de l'Éducation et deux ont été nommés enseignants du secondaire.
- Les anciens étudiants DAFI ont facilité l'intégration scolaire des étudiants nouvellement inscrits au club DAFI.

Soutien apporté aux étudiants

- Les étudiants DAFI reçoivent une aide pour obtenir des stages et répondre à des offres d'emploi.
- Les étudiants DAFI reçoivent des conseils sur leur orientation universitaire pendant leur formation et après l'obtention de leur diplôme.
- Des formations sur le VIH/SIDA et sur la violence sexiste sont proposées.

13 étudiants



3 femmes | 0 diplômé | 9 nouveaux admis

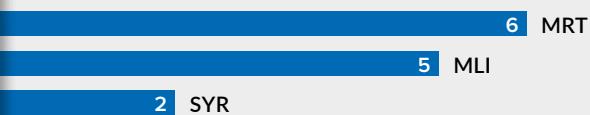
Budget de 29 710 USD

1 établissements d'enseignement supérieur

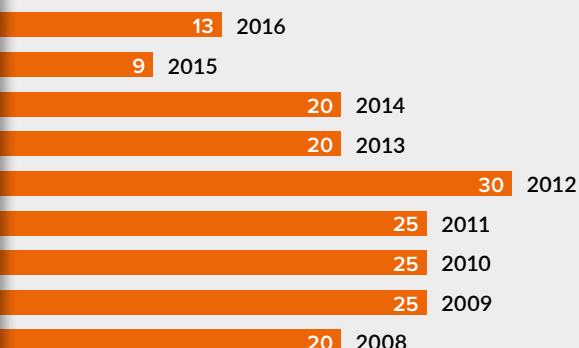
Partenaire

ACTIONS Mauritanie

Pays d'origine



Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Autres filières	3	10	13
Total	3	10	13

Mozambique

Contexte de la protection

- Le Mozambique a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- En 2016, le Mozambique accueillait plus de 4 600 réfugiés et 12 980 demandeurs d'asile, dont près de la moitié dans le camp de Maratane.
- Les réfugiés jouissent de la liberté de circulation et ont accès à l'éducation, y compris à l'enseignement supérieur, au même titre que les étudiants originaires du pays.
- Les réfugiés ont le droit de travailler.

Points forts des opérations

- Une stratégie quinquennale sur les moyens de subsistance a été lancée, elle comprend la formation professionnelle, l'éducation et le programme DAFI.

Réussites

- Une étudiante diplômée à la fin de l'année 2016 apportera son soutien au HCR pour accompagner les étudiants de Nampula à partir de 2017. Elle dirigera des séances sur son expérience en tant que boursière DAFI.

Soutien apporté aux étudiants

- Chaque étudiant a un coordinateur au HCR pour assurer un plan de suivi adapté à son sexe.
- Plusieurs séances de conseil individuelles, réunions de groupe et séances de tutorat ont été organisées et une communication régulière a été maintenue par téléphone et par courrier électronique.

14 étudiants

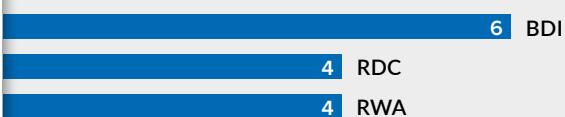


6 femmes | 1 diplômé | 0 nouvel admis

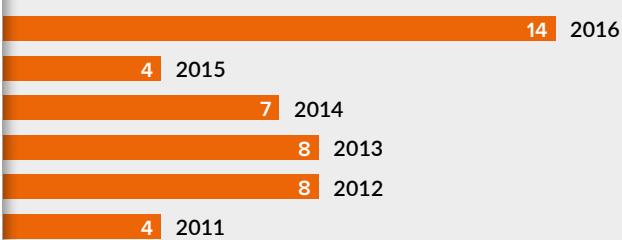
Budget de **33 040 USD**

8 établissements d'enseignement supérieur

Pays d'origine



Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Médecine et secteur de la santé	3	3	6
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	0	2	2
Ingénierie	1	1	2
Autres filières	2	0	2
Mathématiques et informatique	0	1	1
Sciences sociales et du comportement	0	1	1
Total	6	8	14

Namibie

Contexte de la protection

- La Namibie a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- La Namibie accueillait 1 757 réfugiés et 1 675 demandeurs d'asile en 2016.
- La population de réfugiés en Namibie ayant diminué, tous les bureaux du HCR ont fermé fin 2015. Les efforts déployés actuellement visent l'adoption de solutions durables et mettent l'accent sur les possibilités de subsistance et de développement à long terme s'offrant à la population restée sur place.
- Le gouvernement namibien a mis en place un mécanisme de coordination pour harmoniser l'agenda de tous les ministères impliqués dans le processus de prise en charge de l'assistance aux réfugiés.

Points forts des opérations

- La gestion et la mise en œuvre du programme DAFI en Namibie ont été entièrement transférées au Bureau régional de Pretoria, en Afrique du Sud, après la fermeture de tous les bureaux du HCR en Namibie fin 2015.
- Officiellement, la Namibie n'autorise pas l'intégration locale des réfugiés, cependant, on rapporte des cas où des personnes ont réussi à décrocher un emploi dans des domaines recherchés, et des occasions de s'intégrer au niveau local s'offrent aux diplômés DAFI.
- En 2016, aucune nouvelle demande ou procédure de sélection n'a été initiée pour les bourses DAFI.

Réussites

- Deux étudiants ont rapporté avoir obtenu des stages post-diplôme, y compris un étudiant en médecine qui a été accepté dans un hôpital public en Namibie.

Soutien apporté aux étudiants

- Malgré la fermeture du bureau du HCR, le contact est maintenu avec tous les étudiants DAFI qui donnent de leurs nouvelles, aussi bien avec les étudiants qui poursuivent leurs études que ceux qui ont obtenu leur diplôme et décroché des emplois ou des stages.

11 étudiants

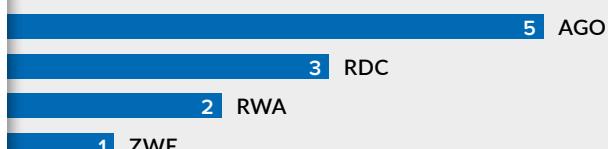


6 femmes | 0 diplômé | 0 nouvel admis

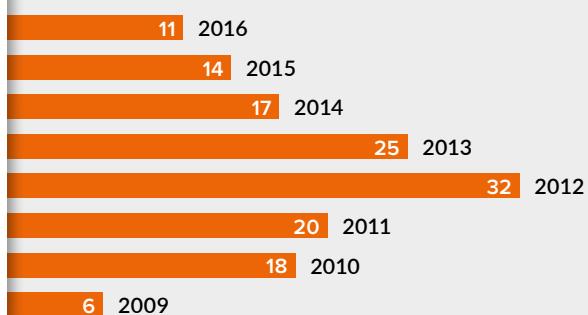
Budget de 66 691 USD

2 établissements d'enseignement supérieur

Pays d'origine



Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Gestion commerciale et des affaires	3	0	3
Ingénierie	0	3	3
Communication de masse et documentation	1	0	1
Mathématiques et informatique	0	1	1
Médecine et secteur de la santé	0	1	1
Sciences sociales et du comportement	1	0	1
Artisanat et industrie	1	0	1
Total	6	5	11

Nigéria

Contexte de la protection

- Le Nigéria a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- Le Nigéria accueillait 1 367 réfugiés et 467 demandeurs d'asile en 2016.
- Les réfugiés ont accès à l'enseignement supérieur dans les mêmes conditions que les étudiants originaires du pays.
- Les réfugiés ont le droit de travailler.

Points forts des opérations

- Le HCR fournit aux enfants réfugiés du secondaire des allocations en espèces leur permettant de régler les droits de scolarité et les dépenses liées aux uniformes, aux livres et au transport afin de lutter contre l'abandon des études.
- Le retrait progressif du programme DAFI est en cours.

Réussites

- Un étudiant DAFI a décroché un stage dans un hôpital.

Soutien apporté aux étudiants

- Un suivi du bien-être et des progrès des boursiers a été mené périodiquement par téléphone et par des visites dans les établissements.

3 étudiants



2 femmes | 2 diplômés | 0 nouvel admis

Budget de 3 471 USD

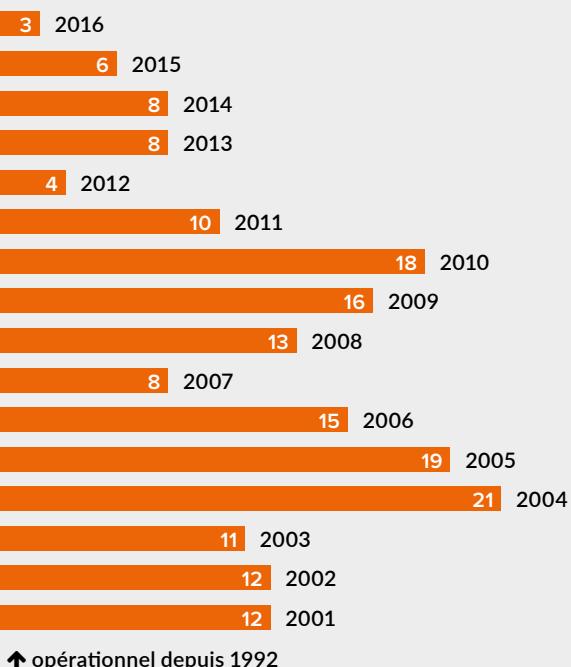
2 établissements d'enseignement supérieur

Pays d'origine

2 RDC

1 SLE

Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	1	1	2
Médecine et secteur de la santé	1	0	1
Total	2	1	3

Pakistan

Contexte de la protection

- Le Pakistan n'a pas ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ni le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- En 2016, le Pakistan accueillait plus de 1,3 million de réfugiés et 4 856 demandeurs d'asile. Plus de 370 000 réfugiés afghans enregistrés sont rentrés chez eux en 2016.
- Le Pakistan compte le deuxième plus grand nombre d'enfants non scolarisés dans le monde et n'a pas été en mesure d'atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement de 2015 consistant à fournir un enseignement primaire à sa propre population.
- Le gouvernement pakistanaise a élaboré un plan d'action national pour le rapatriement des réfugiés en Afghanistan. Cela a contraint de nombreux établissements d'enseignement à modifier les critères d'admission dans le cadre des procédures d'inscription et d'enregistrement des réfugiés afghans. Par conséquent, les étudiants souhaitant être admis rencontrent de nombreuses difficultés.

Points forts des opérations

- 167 nouvelles bourses DAFI ont été offertes au lieu des 87 prévues.
- 450 demandes ont été reçues.
- Inspire Pakistan a organisé des rencontres dans des établissements secondaires afin de promouvoir le programme DAFI et d'encourager l'éducation des filles. Lors de ces rencontres, des étudiantes DAFI potentielles ont été repérées et invitées à postuler en 2017.

Réussites

- Les étudiants DAFI de Quetta ont travaillé comme bénévoles pour diffuser des informations au niveau de la communauté.
- Les étudiants DAFI ont reçu une formation sur la motivation, l'esprit d'équipe, la communication et la gestion d'événements et ont appliqué ces compétences lors de l'organisation d'un événement lié à l'éducation des enfants orphelins à Islamabad.
- Plusieurs étudiants DAFI ont obtenu des occasions de stage à l'Institut de formation à la gestion de l'eau (Water management training institute – WMTI) de Lahore, à Engro Foods Limited Sahiwal et au Centre national de recherche agricole (National Agricultural Research Centre – NARC) d'Islamabad.

Soutien apporté aux étudiants

- En 2016, un accent particulier a été mis sur le renforcement des compétences et sur les stages des étudiants. À cet égard, 52 séances de conseil et 3 formations de renforcement des capacités à l'intention des étudiants ont été organisées.
- Des formateurs experts ont animé des stages de formation sur le développement du leadership et de la personnalité, sur la sécurité routière et sur la sensibilisation et la préparation aux catastrophes.

227 étudiants



45 femmes | 48 diplômés | 113 nouveaux admis

Budget de **197 101 USD**

59 établissements d'enseignement supérieur

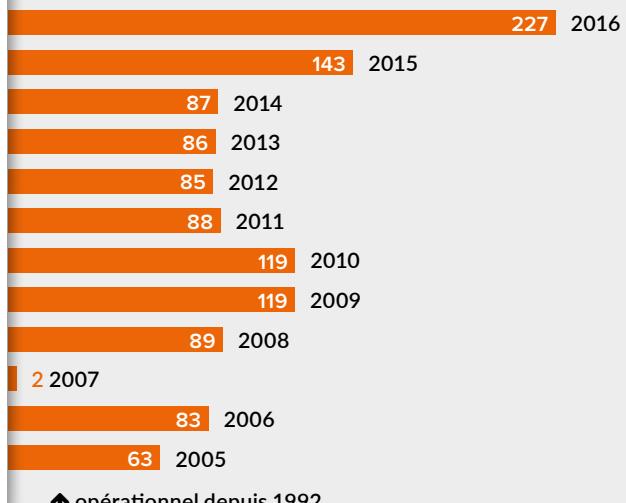
Partenaire

Inspire Pakistan

Pays d'origine

227 AFG

Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Gestion commerciale et des affaires	12	36	48
Sciences sociales et du comportement	13	33	46
Mathématiques et informatique	6	37	43
Médecine et secteur de la santé	9	23	32
Ingénierie	0	20	20
Sciences naturelles	4	15	19
Agriculture, foresterie et pêche	0	15	15
Architecture et aménagement urbain	0	2	2
Sciences humaines	1	0	1
Communication de masse et documentation	0	1	1
Total	45	182	227

Fédération de Russie

Contexte de la protection

- La Fédération de Russie a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- En 2016, la Fédération de Russie accueillait 228 990 réfugiés et 3 039 demandeurs d'asile.
- Les réfugiés bénéficient d'un enseignement supérieur gratuit sur une base concurrentielle. Le nombre de places gratuites dans les universités d'État a considérablement diminué au fil des années.
- Les étudiants demandeurs d'asile sans statut juridique régularisé ont le droit de postuler pour des études dans les universités en tant qu'étudiants étrangers. Ils doivent réussir les examens d'entrée et payer des droits de scolarité qui sont souvent plus élevés que les droits payés par les étudiants de la Fédération de Russie.

Points forts des opérations

- En 2016, deux nouveaux étudiants ont reçu des bourses DAFI pour lesquelles 16 demandes avaient été déposées. Sur les six étudiants qui ont poursuivi leurs études en 2016, quatre (67 %) étaient des femmes.
- La faculté de médecine de Moscou a fourni un soutien supplémentaire aux étudiants DAFI, y compris une allocation alimentaire et une carte sociale de Moscovite afin qu'ils puissent bénéficier d'une réduction dans les transports.

Réussites

- Deux étudiants (un homme et une femme) d'Afghanistan ont obtenu leur diplôme en janvier et en juin 2016.

Soutien apporté aux étudiants

- Au cours de l'année 2016, tous les étudiants DAFI ont reçu une orientation et des conseils individuels lors de visites à domicile et de réunions dans les établissements d'enseignement.
- Les étudiants DAFI ont participé activement à plusieurs événements organisés par le HCR, les partenaires et les autorités locales, tels que des tables rondes et des événements dans le cadre de la Journée mondiale des réfugiés.
- Les étudiants DAFI de Moscou ont participé à des activités d'intégration culturelle : ils ont visité les théâtres et les salles de concert de Moscou pendant l'année universitaire et les vacances d'été.

6 étudiants



4 femmes | 2 diplômés | 2 nouveaux admis

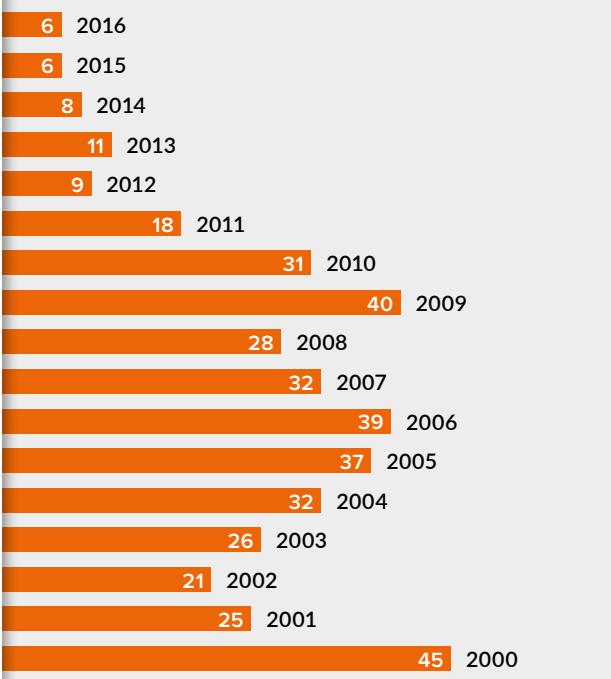
Budget de **6 710 USD**

6 établissements d'enseignement supérieur

Pays d'origine

6 AFG

Nombre d'étudiants



↑ opérationnel depuis 1994

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Médecine et secteur de la santé	3	0	3
Gestion commerciale et des affaires	0	1	1
Beaux-arts et arts appliqués	1	0	1
Mathématiques et informatique	0	1	1
Total	4	2	6

Rwanda

Contexte de la protection

- Le Rwanda a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- En 2016, le Rwanda accueillait 156 000 réfugiés, principalement originaires de la République démocratique du Congo et du Burundi, et 46 demandeurs d'asile.
- Les réfugiés sont confrontés à plusieurs défis, notamment au manque de soutien lorsqu'ils souhaitent poursuivre des études d'enseignement supérieur après le deuxième cycle du secondaire, et au chômage en raison de la forte concurrence sur le marché. En raison d'un manque de compétences professionnelles et d'abandons scolaires précoce, on trouve dans ce pays un nombre relativement élevé de jeunes réfugiés non qualifiés.
- Les réfugiés au Rwanda sont autorisés à travailler.

Points forts des opérations

- Il y a eu 263 demandes pour 48 nouvelles bourses en 2016.
- À la suite d'une campagne de plaidoyer incessante du HCR auprès des institutions gouvernementales, notamment du ministère de l'Éducation et des universités publiques accueillant des étudiants réfugiés DAFI, il a été convenu de réduire de 50 % les droits de scolarité imposés aux étudiants réfugiés.

Réussites

- Un sondage auprès des anciens étudiants DAFI a révélé que 37 (39 %) des 94 diplômés de DAFI ont trouvé un emploi au Rwanda.
- Les étudiants DAFI encadrent les élèves du secondaire pour des cours tels que les mathématiques et l'anglais et apportent un soutien à leur famille dans le cadre de différentes activités économiques après l'obtention de leur diplôme.
- Un diplômé DAFI a trouvé un emploi à l'ONG Safer Rwanda en tant qu'agent responsable du marketing et du commerce des produits.

Soutien apporté aux étudiants

- L'Adventist Development and Relief Agency (ADRA) du Rwanda a fourni un soutien psychosocial aux étudiants DAFI confrontés à des problèmes de nature domestique et à des effets traumatiques.
- D'autres événements se sont tenus en 2016 : une cérémonie de remise des diplômes, un événement d'orientation pour les nouveaux boursiers, des réunions individuelles avec les étudiants ainsi que des séances de sensibilisation à la gestion et à la résolution des conflits, à la violence sexuelle et sexiste et à la toxicomanie.

139 étudiants



57 femmes | 31 diplômés | 48 nouveaux admis

Budget de **268 560 USD**

14 établissements d'enseignement supérieur

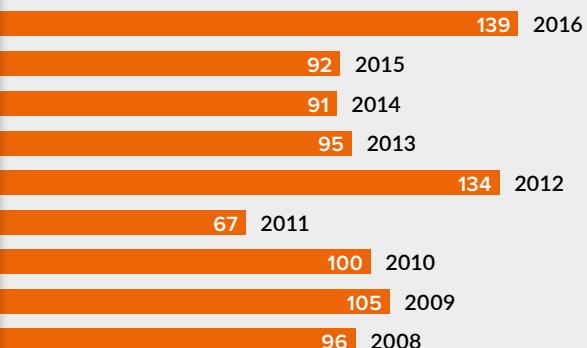
Partenaire

Adventist Development and Relief Agency (ADRA)

Pays d'origine

129 RDC
10 BDI

Nombre d'étudiants



↑ opérationnel depuis 1992

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Gestion commerciale et des affaires	29	37	66
Médecine et secteur de la santé	9	8	17
Sciences sociales et du comportement	8	7	15
Sciences naturelles	3	5	8
Agriculture, foresterie et pêche	4	3	7
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	3	4	7
Ingénierie	0	5	5
Communication de masse et documentation	0	5	5
Mathématiques et informatique	1	3	4
Sciences humaines	0	3	3
Économie domestique (arts ménagers)	0	1	1
Droit	0	1	1
Total	57	82	139

Sénégal (y compris le Burkina Faso, le Mali et le Niger)

Contexte de la protection

- Tous les pays relevant du Bureau régional du Sénégal, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ont ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- Le Sénégal accueillait 14 586 réfugiés et 3 219 demandeurs d'asile en 2016. Le Burkina Faso accueillait 32 552 réfugiés et 124 demandeurs d'asile en 2016. Le Mali accueillait 17 512 réfugiés et 301 demandeurs d'asile en 2016. Le Niger accueillait 166 093 réfugiés et 65 demandeurs d'asile en 2016.

Points forts des opérations

- Une nouvelle approche est en cours d'adoption en Afrique de l'Ouest. Jusqu'en 2015, les étudiants réfugiés titulaires d'une bourse DAFI en Afrique de l'Ouest (à l'exception du Libéria, du Ghana et du Nigéria) se rendaient au Sénégal pour poursuivre leurs études. À partir de 2016, les étudiants sélectionnés pourront rester dans leur premier pays d'asile et y faire leurs études dans le cadre du programme DAFI. Ce processus sera progressivement étendu à la Guinée, à la Gambie, à la Côte d'Ivoire, à la Guinée Bissau, au Bénin et au Togo en 2017.
- Les bureaux du HCR au Niger et au Burkina Faso ont déjà signé des accords avec les universités.

Réussites

- Au Sénégal, trois anciens étudiants DAFI ont obtenu un stage.

Soutien apporté aux étudiants

- Des réunions et un suivi auprès des étudiants sont régulièrement organisés dans tous les pays.
- Les partenaires ont organisé différents ateliers et réunions avec les étudiants DAFI et à l'intention de ces derniers. Au Sénégal, un atelier de deux jours a été organisé avec le Club DAFI et l'OFADEC, le partenaire de mise en œuvre, pour former les étudiants sur la rédaction d'un CV, les compétences pour les entretiens d'embauche et les compétences entrepreneuriales. Un stagiaire du HCR a offert des cours d'anglais hebdomadaires aux étudiants francophones.
- Au Niger, des ateliers consacrés aux droits des réfugiés et aux lois relatives à la protection des apatrides ont été organisés.
- Des visites d'entreprises et des cours de qualification supplémentaires ont été organisés pour les étudiants DAFI au Mali.

40 étudiants



17 femmes | 11 diplômés | 11 nouveaux admis

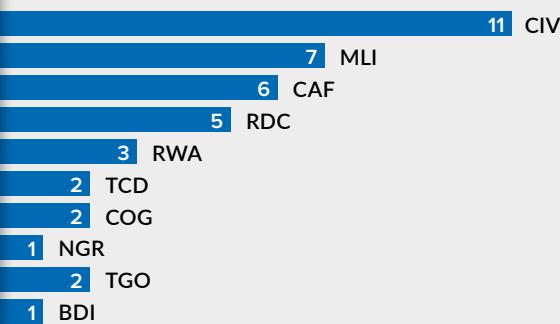
Budget de **169 412 USD**

18 établissements d'enseignement supérieur

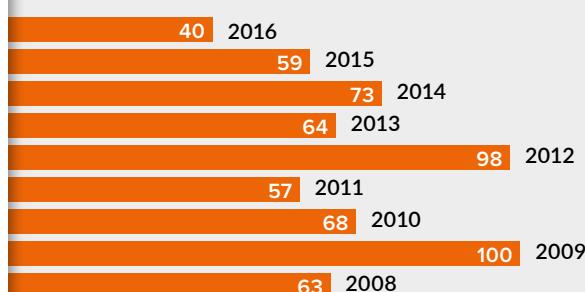
Partenaire

OFADEC (Office Africain pour le développement et la coopération)

Pays d'origine



Nombre d'étudiants



↑ opérationnel depuis 1992

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Gestion commerciale et des affaires	11	6	17
Droit	3	2	5
Mathématiques et informatique	2	3	5
Architecture et aménagement urbain	0	3	3
Agriculture, foresterie et pêche	0	2	2
Ingénierie	0	2	2
Transport et communication	0	2	2
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	0	1	1
Médecine et secteur de la santé	0	1	1
Sciences naturelles	1	0	1
Sciences sociales et du comportement	0	1	1
Total	17	23	40

Afrique du Sud

Contexte de la protection

- L'Afrique du Sud a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- En 2016, l'Afrique du Sud accueillait 91 043 réfugiés et 218 299 demandeurs d'asile.
- Le taux de chômage de 40 % complique l'accès des réfugiés diplômés à un emploi ou à un stage en Afrique du Sud.
- La politique d'autonomisation économique des Noirs d'Afrique du Sud n'inclut pas les réfugiés, ce qui limite leur accès aux possibilités de financement des études supérieures.

Points forts des opérations

- En 2016, 240 demandes de 15 nationalités ont été reçues pour 63 nouvelles bourses DAFI.
- En raison des protestations des étudiants contre les droits de scolarité, les examens ont été retardés. Certaines universités ont suspendu leur programme d'études pendant un certain temps ou ont eu recours à l'enseignement en ligne.

Réussites

- Au total, 16 étudiants DAFI ont été retenus pour poursuivre des études de troisième cycle dans divers établissements du pays.
- Cinq étudiants ont obtenu un stage.
- Une étudiante DAFI qui a terminé ses études en 2016 a suivi une formation en comptabilité qui lui permettra de devenir expert-comptable.

Soutien apporté aux étudiants

- La division sud-africaine des anciens étudiants du programme DAFI a offert un système de soutien à tous les étudiants DAFI en 2016.
- Pour la première fois, des ateliers d'orientation ont été organisés, y compris un programme de tutorat par les pairs.
- Un atelier sur les compétences collaboratives et le renforcement communautaire a été organisé pour permettre aux étudiants DAFI d'interagir avec d'autres bénéficiaires de StudieTrust.

95 étudiants



43 femmes | 8 diplômés | 0 nouvel admis

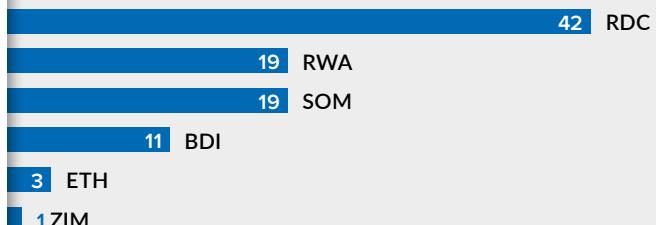
Budget de **451 269 USD**

19 établissements d'enseignement supérieur

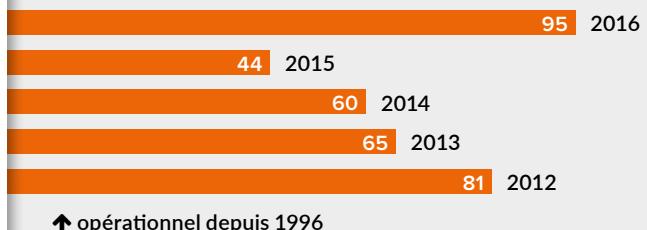
Partenaire

StudieTrust

Pays d'origine



Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Gestion commerciale et des affaires	15	11	26
Ingénierie	5	16	21
Médecine et secteur de la santé	8	6	14
Sciences naturelles	2	6	8
Droit	3	3	6
Sciences sociales et du comportement	4	2	6
Beaux-arts et arts appliqués	2	2	4
Communication de masse et documentation	1	3	4
Économie domestique (arts ménagers)	2	0	2
Transport et communication	1	1	2
Mathématiques et informatique	0	1	1
Artisanat et industrie	0	1	1
Total	43	52	95

Soudan du Sud

Contexte de la protection

- Le Soudan du Sud n'a pas ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ni le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- En 2016, le Soudan du Sud accueillait 262 560 réfugiés et 1 792 demandeurs d'asile.
- En juillet 2016, un conflit armé a de nouveau éclaté à Juba. Ce conflit a retardé le début des études des étudiants réfugiés dans leurs universités respectives.

Points forts des opérations

- Le programme DAFI a été lancé au Soudan du Sud en 2016.
- 350 demandes ont été présentées, dont celles de 23 femmes, pour 14 bourses DAFI.

Réussites

- Les étudiants DAFI ont établi des liens avec les établissements secondaires de Juba. Certains boursiers ont offert un tutorat aux élèves du secondaire pour les aider à préparer leur carrière.
- Grâce à un partenaire du HCR, les étudiants ont pu accéder à une bibliothèque en ligne et obtenir des instructions sur la manière d'utiliser la plateforme.

Soutien apporté aux étudiants

- En raison de l'insécurité régnant à Juba, les étudiants DAFI ont reçu une formation sur la sécurité à leur arrivée.
- Des réunions mensuelles entre les étudiants DAFI et l'administration de l'établissement ont été organisées.

14 étudiants



3 femmes | 0 diplômé | 14 nouveaux admis

Budget de **18 500 USD**

1 établissements d'enseignement supérieur

Pays d'origine

12 SDN

2 RDC

Nombre d'étudiants

14 2016

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	2	6	8
Sciences sociales et du comportement	1	5	6
Total	3	11	14

Soudan

Contexte de la protection

- Le Soudan a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- En 2016, le Soudan accueillait 421 466 réfugiés et 16 052 demandeurs d'asile.
- En septembre 2016, le HCR a signé un protocole d'accord avec le Commissaire du gouvernement soudanais pour les réfugiés clarifiant le statut des nouveaux arrivants venus du Soudan du Sud.

Points forts des opérations

- En 2016, 161 demandes de la part de réfugiés provenant de 4 pays ont été reçues, pour 40 nouvelles bourses.
- Le HCR a maintenu avec succès les accords conclus avec l'Université Ahfad pour les femmes visant à réduire les droits imposés aux étudiants DAFI et a signé un accord avec l'Université de Kassala aux mêmes fins.
- Six étudiants (9 %) ont abandonné le programme, la majorité d'entre eux (4) en raison d'une réinstallation ou d'un voyage dans un autre pays. Des discussions sont menées avec les étudiants sur la réinstallation officielle et la traite des êtres humains afin de souligner les risques, ces phénomènes ayant commencé à avoir une incidence sur le programme.
- Des contacts sont maintenus avec les diplômés pour suivre leurs réalisations professionnelles.

Réussites

- En 2016, 17 étudiants DAFI ont obtenu leur diplôme. Un boursier occupe un poste d'enseignant et trois autres effectuent un stage pour devenir enseignants.
- La majorité des boursiers (67 %) au Soudan sont des femmes.
- Deux des trois étudiants qui ont effectué un stage au Centre de rééducation psychologique Al Fanar ont ensuite été embauchés par ce dernier.

Soutien apporté aux étudiants

- Pendant un atelier de deux jours, les boursiers DAFI ont échangé sur les droits des réfugiés et sur l'accès à l'emploi, y compris sur les restrictions en matière de circulation, avec le Commissaire du gouvernement soudanais pour les réfugiés et les représentants des services pour l'emploi.
- En élaborant une constitution et en nommant un comité de direction, les boursiers ont créé un club DAFI soudanais.
- Un accord avec la Sudan Autism Organisation est en cours de discussion pour offrir deux ou trois places au sein de stages de formation aux diplômés DAFI en psychologie et études liées à la santé en 2017/18.
- Un accord a été signé avec le Goethe-Institut pour offrir à six diplômés la possibilité d'apprendre l'allemand et d'être formés pour devenir des enseignants d'allemand.

122 étudiants



81 femmes | 27 diplômés | 40 nouveaux admis

Budget de **273 747 USD**

21 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

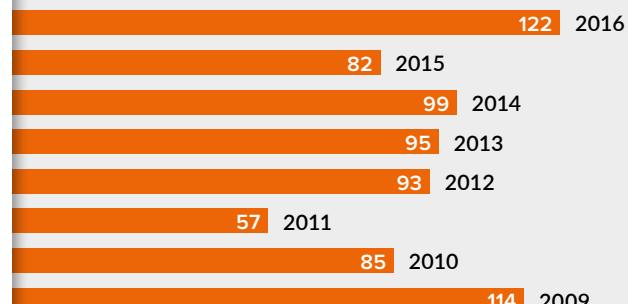
Windle Trust International

Pays d'origine

77 ERI

- 23 ETH
- 12 SSD
- 4 RCA
- 4 TCD
- 2 SOM

Nombre d'étudiants



↑ opérationnel depuis 1993

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Gestion commerciale et des affaires	23	15	38
Mathématiques et informatique	21	15	36
Médecine et secteur de la santé	20	4	24
Sciences sociales et du comportement	12	0	12
Sciences humaines	2	4	6
Autres filières	2	1	3
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	1	0	1
Ingénierie	0	1	1
Sciences naturelles	0	1	1
Total	81	41	122

Tadjikistan

Contexte de la protection

- Le Tadjikistan a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- Le Tadjikistan accueillait 17 002 réfugiés et 431 demandeurs d'asile venus du Pakistan, d'Iran et d'Afghanistan en 2016.
- Le gouvernement s'est efforcé de répondre aux besoins en matière de santé et d'éducation de la communauté des réfugiés, mais ses efforts se sont heurtés aux défis liés au développement et au manque de ressources et d'installations.
- Les étudiants réfugiés doivent payer des droits de scolarité plus élevés que les étudiants originaires du pays. Il s'agit d'un obstacle de taille pour les réfugiés.

Points forts des opérations

- Le programme DAFI au Tadjikistan a développé des liens étroits avec les établissements secondaires et d'autres programmes éducatifs. Les étudiants DAFI enseignent l'anglais aux enfants réfugiés et aux citoyens locaux et offrent des cours de rattrapage.
- Un Centre pour les enfants réfugiés et les citoyens vulnérables, où les étudiants DAFI peuvent passer leur temps libre, leur permet également d'accéder à Internet gratuitement ou de suivre des cours d'informatique, de conception de sites Web et d'anglais, ou simplement de passer le temps.

Réussites

- Un des diplômés de l'Université d'État tadjike travaille dans une entreprise privée en tant qu'employé de bureau. Un autre a commencé à travailler dans une entreprise de construction privée après l'obtention de son diplôme.
- Les étudiants DAFI ont contribué à la Journée mondiale des réfugiés, et ont offert des cours d'anglais et organisé des événements pour la communauté des réfugiés dans le cadre des 16 jours d'activisme contre la violence sexiste à Douchanbé.
- Les étudiants DAFI ont aidé à mettre sur pied divers clubs de jeunes à Douchanbé.
- Les étudiants DAFI ont organisé des événements éducatifs et sociaux en collaboration avec diverses organisations internationales telles que le Comité des jeunes pour le sport et le tourisme et « American Corner Help ».

Soutien apporté aux étudiants

- Le club DAFI permet aux étudiants DAFI d'apprendre à devenir des catalyseurs efficaces pour rendre la société meilleure. Ils se rencontrent et échangent régulièrement pensées et expériences en cherchant ensemble des solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés et en organisant des activités bénéfiques à la fois pour les réfugiés et pour la communauté locale.

19 étudiants



8 femmes | 2 diplômés | 5 nouveaux admis

Budget de **33 239 USD**

7 établissements d'enseignement supérieur

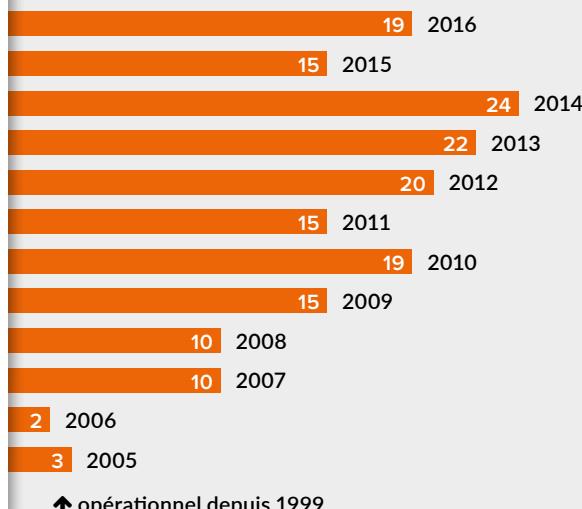
Partenaire

Refugees, Children & Vulnerable Citizens

Pays d'origine

19 AFG

Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Droit	1	5	6
Médecine et secteur de la santé	4	0	4
Ingénierie	0	2	2
Mathématiques et informatique	0	2	2
Architecture et aménagement urbain	0	1	1
Gestion commerciale et des affaires	0	1	1
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	1	0	1
Autres filières	1	0	1
Artisanat et industrie	1	0	1
Total	8	11	19

Tanzanie

Contexte de la protection

- La Tanzanie a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- La Tanzanie accueillait 281 498 réfugiés et 539 demandeurs d'asile en 2016.
- Le gouvernement de Tanzanie a mis en œuvre un processus de naturalisation grâce auquel les Burundais arrivés en Tanzanie en 1972 ont obtenu des certificats de naturalisation.
- Les réfugiés ont droit à l'éducation et paient les mêmes droits de scolarité que les étudiants originaires du pays.
- Les rapports indiquent que les jeunes Burundais éduqués sont exposés à des menaces considérables, car ils pourraient être soupçonnés d'être membres de l'opposition.

Points forts des opérations

- Le Conseil national des examens de Tanzanie a accepté de concevoir et de faire passer un examen approprié aux étudiants burundais, qui aboutira à un certificat accrédité. Ce dernier leur permettra de déposer une demande d'inscription dans les universités tanzaniennes.
- Les étudiants DAFI ont accès à un hébergement sur le campus principal dans les foyers pour étudiants pour des raisons de sécurité.

Réussites

- Les étudiants DAFI n'ont pas rencontré de difficultés dans le domaine des résultats universitaires ni dans celui de l'intégration sociale en 2016.
- 21 étudiants DAFI ont obtenu leur diplôme en 2016. Plusieurs d'entre eux sont devenus enseignants dans des établissements primaires et secondaires. Au total, 25 diplômés ont décroché un emploi.

Soutien apporté aux étudiants

- Des événements spéciaux ont eu lieu, tels que des réunions annuelles avec les étudiants dans leurs universités respectives, ainsi que des formations et séminaires sur les compétences générales ou destinés à apprendre aux étudiants à mener des propositions de recherche ou à se lancer dans l'entrepreneuriat.
- Les étudiants DAFI ont bénéficié d'un soutien et d'un suivi au moyen de réunions individuelles ou en groupe organisées avec des membres du personnel du HCR, du ministère de l'Intérieur et de la Relief to Development Society (REDESO).

58 étudiants



25 femmes | 21 diplômés | 10 nouveaux admis

Budget de **184 661 USD**

25 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

Relief to Development Society (REDESO)

Pays d'origine

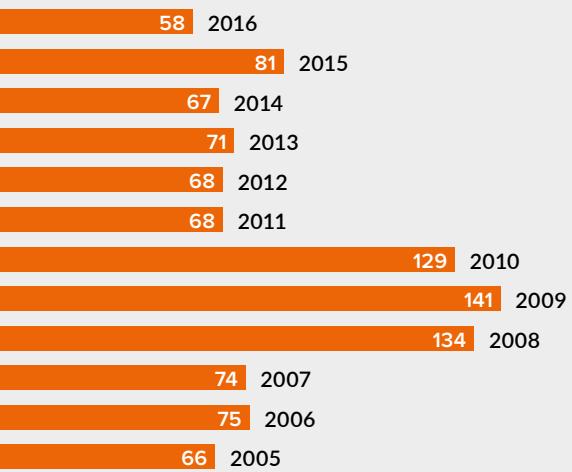
50 BDI

4 SOM

3 RDC

1 YEM

Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	7	21	28
Autres filières	7	4	11
Gestion commerciale et des affaires	5	1	6
Sciences sociales et du comportement	3	3	6
Médecine et secteur de la santé	2	3	5
Agriculture, foresterie et pêche	1	0	1
Droit	0	1	1
Total	25	33	58

Turquie

Contexte de la protection

- La Turquie a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- La Turquie accueillait 2 869 421 réfugiés et 245 955 demandeurs d'asile en 2016.
- Depuis janvier 2016, les Syriens peuvent recevoir des permis de travail et un salaire minimum leur est garanti.
- Le ministère de l'Éducation nationale a publié une feuille de route pour l'éducation des Syriens mettant davantage l'accent sur l'intégration des enfants syriens dans le système éducatif national.
- Les étudiants syriens participant à des programmes d'études à temps plein proposés par les universités d'État ont été exonérés des droits de scolarité afin de favoriser leur accès à l'enseignement supérieur.
- Peu de temps après l'échec de la tentative de coup d'État survenue le 15 juillet 2016, 15 universités ont été fermées et les étudiants ont été intégrés dans d'autres établissements.

Points forts des opérations

- En 2016, 6 593 demandes ont été reçues pour 750 nouvelles bourses DAFI.
- Un protocole d'accord a été signé avec le projet HOPES afin de faciliter la coopération au niveau régional et national et d'accroître l'efficacité de l'attribution des bourses.
- Le HCR a mis en place un groupe de travail technique pour assurer la coordination des fournisseurs de bourses et harmoniser leurs procédures.

Soutien apporté aux étudiants

- Un premier atelier DAFI s'est tenu en février 2016 et 60 étudiants y ont participé.
- Le HCR fournit un soutien linguistique supplémentaire pour permettre aux étudiants de satisfaire aux exigences linguistiques aux fins d'admission à l'université.

825 étudiants



355 femmes | 2 diplômés | 745 nouveaux admis

Budget de **1 557 227 USD**

76 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés affiliées – Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı (YTB)

Pays d'origine

820 SYR

2 AFG

2 SOM

1 EGY

Nombre d'étudiants

825 2016

75 2015

12 2014

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Ingénierie	105	276	381
Médecine et secteur de la santé	84	59	143
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	59	19	78
Gestion commerciale et des affaires	31	42	73
Architecture et aménagement urbain	22	17	39
Sciences sociales et du comportement	17	18	35
Sciences humaines	17	17	34
Mathématiques et informatique	14	17	31
Artisanat et industrie	4	1	5
Sciences naturelles	1	2	3
Agriculture, foresterie et pêche	0	2	2
Communication de masse et documentation	1	0	1
Total	355	470	825

Ouganda

Contexte de la protection

- L'Ouganda a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- En 2016, l'Ouganda accueillait 940 835 réfugiés et 41 880 demandeurs d'asile.
- Le cabinet du Premier ministre a délivré des autorisations de circuler pour permettre aux étudiants de quitter les camps de réfugiés. Il a également délivré des documents d'identité aux étudiants réfugiés afin de leur permettre de payer les mêmes droits d'inscription à l'université que les Ougandais.

Points forts des opérations

- En 2016, 825 demandes ont été reçues pour 88 nouvelles bourses.
- La majorité des étudiants ont été placés dans des universités privées. Cela s'explique par deux raisons : a) la période d'inscription dans les universités publiques a été interrompue, et b) seules trois universités ougandaises acceptent les certificats d'études secondaires de la République démocratique du Congo (RDC), dont l'Université privée de Bugema.
- Des grèves à l'Université de Makerere ont entraîné la fermeture de l'université pendant deux mois, touchant 22 étudiants DAFI.

Réussites

- Un étudiant qui a pris une année sabatique à la fin de l'année 2015 pour des raisons médicales a repris ses études une fois rétabli durant l'année universitaire 2016/17.
- Les étudiants DAFI ont plaidé en faveur de l'éducation par le biais de discours de motivation dans les camps et ont incité deux enseignants réfugiés à s'inscrire à l'université de Ndejje pour suivre des cours de formation à distance.
- Des membres des trois clubs DAFI ougandais ont visité des camps de réfugiés et plaidé en faveur de l'éducation dans les établissements primaires et secondaires. Ils ont surtout sensibilisé les filles et distribué du matériel d'apprentissage aux élèves les plus démunis ainsi que des ballons offerts par l'ambassade d'Allemagne.

Soutien apporté aux étudiants

- 10 étudiants ont bénéficié de cours d'anglais supplémentaires à l'Université de Bugema.
- 124 étudiants ont participé au séminaire annuel où tout un éventail de sujets a été abordé, tels que les droits des réfugiés et la Loi sur les réfugiés, la rédaction de CV et les techniques d'entretien.
- Un séminaire d'orientation a été organisé pour aider 88 nouveaux étudiants à prendre en charge leur avenir professionnel et personnel.

219 étudiants



81 femmes | 37 diplômés | 88 nouveaux admis

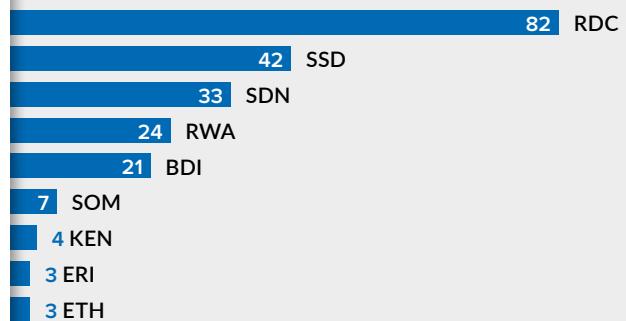
Budget de **359 332 USD**

15 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

Windle Trust Uganda

Pays d'origine



Nombre d'étudiants



↑ opérationnel depuis 1992

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Sciences sociales et du comportement	26	26	52
Gestion commerciale et des affaires	25	22	47
Médecine et secteur de la santé	11	23	34
Ingénierie	3	22	25
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	5	16	21
Mathématiques et informatique	3	15	18
Communication de masse et documentation	4	3	7
Agriculture, foresterie et pêche	0	5	5
Économie domestique (arts ménagers)	2	1	3
Architecture et aménagement urbain	1	1	2
Autres filières	0	2	2
Artisanat et industrie	1	1	2
Droit	0	1	1
Total	81	138	219

Ukraine

Contexte de la protection

- L'Ukraine a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- L'Ukraine accueillait 3 302 réfugiés et 6 573 demandeurs d'asile en 2016.
- Les possibilités offertes aux réfugiés reconnus désirant accéder à une éducation gratuite dans les établissements d'enseignement supérieur d'Ukraine se sont raréfiées à mesure que la situation économique se détériorait.
- L'accès à l'enseignement supérieur en Ukraine reste cher. Les réfugiés ont les mêmes droits à l'éducation supérieure que les citoyens ukrainiens, mais les bourses sont rares et le système d'admission à l'université est concurrentiel.

Points forts des opérations

- Un étudiant DAFI a réussi à s'inscrire à l'université sans payer de droits de scolarité en se faisant parrainer par le gouvernement sur la base de ses excellents résultats universitaires.
- Les étudiants DAFI sont bien intégrés dans la vie étudiante et participent à tous les événements aux côtés des étudiants ukrainiens et étrangers.

Réussites

- Les étudiants ont maintenu leurs résultats universitaires au-dessus de la moyenne.
- Une étudiante a terminé avec succès un stage dans un établissement d'enseignement pour enfants ayant des besoins spéciaux.

Soutien apporté aux étudiants

- Les diplômés du programme DAFI bénéficient de conseils sur l'emploi prodigués par des spécialistes de l'emploi du HCR. Ils bénéficient également du soutien des centres d'emploi de l'État, incluant l'orientation sur le marché du travail et la recherche de possibilités d'emploi.
- Des sondages téléphoniques auprès des universités ainsi que des visites et des discussions régulières permettent de suivre les résultats des étudiants et de s'assurer de leur bien-être.

2 étudiants



2 femmes | 0 diplômé | 0 nouvel admis

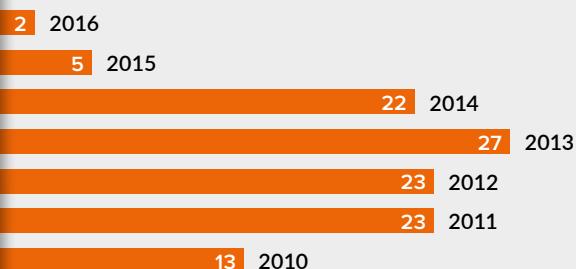
Budget de 4 120 USD

2 établissements d'enseignement supérieur

Pays d'origine

1	LBR
1	SLE

Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Médecine et secteur de la santé	2	0	2
Total	2	0	2

Yémen

Contexte de la protection

- Le Yémen a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- Le Yémen accueillait 269 783 réfugiés et 9 097 demandeurs d'asile en 2016 dont la majorité venait de Somalie, suivie par l'Éthiopie, l'Érythrée, l'Irak et la Syrie.
- Le Yémen a sombré dans un conflit armé généralisé, une instabilité politique et une crise socio-économique et financière. Le pays a été propulsé dans une grave crise humanitaire, de toute évidence ignorée du reste du monde.

Points forts des opérations

- Le partenaire du HCR, INTERSOS, entretient de bonnes relations avec les universités partenaires. Les universités partenaires accordent aux étudiants DAFI les mêmes conditions qu'aux étudiants originaires du pays. Deux universités (l'Université de Dar Al-Salam et l'Université internationale libanaise) ont accordé une réduction supplémentaire aux étudiants DAFI en 2016.
- INTERSOS a annoncé en février 2016 un stage de développement de site Web. En juin 2016, le site DAFI a été lancé et peut être consulté à l'adresse suivante : <http://dafi-yemen.org/>

Réussites

- Plusieurs étudiants DAFI se sont classés parmi les meilleurs de leur université en 2016.
- En mars 2016, les étudiants DAFI à Aden ont participé aux élections de l'Union des étudiants DAFI afin de choisir leur représentant pour l'année universitaire 2016/2017.
- Deux diplômés sur six ont trouvé un emploi, l'un chez Save the Children et l'autre comme travailleur social à l'école d'Al-Basateen.
- Les étudiants DAFI à Sanaa et à Aden ont célébré la Journée internationale des bénévoles à travers diverses activités.
- L'Union des étudiants DAFI a contribué à la campagne des 16 jours d'activisme en organisant un séminaire sur la violence et ses effets sur la communauté.

Soutien apporté aux étudiants

- Les diplômés DAFI ont pu bénéficier de différents cours : anglais, informatique et rédaction de propositions afin de les aider à se lancer sur le marché du travail.

59 étudiants



24 femmes | 12 diplômés | 17 nouveaux admis

Budget de 178 970 USD

6 établissements d'enseignement supérieur

Partenaire

INTERSOS Italie

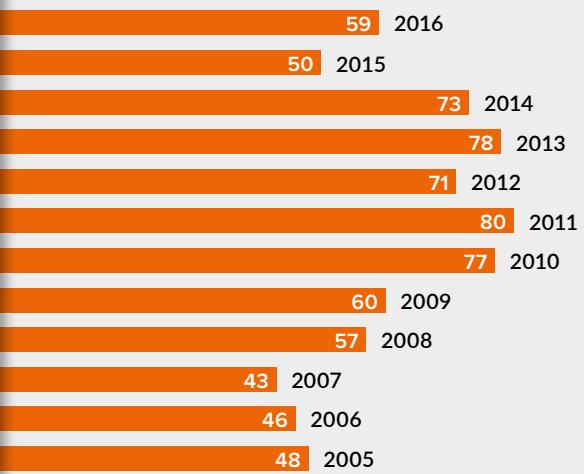
Pays d'origine

56 SOM

2 PAL

1 ERI

Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Gestion commerciale et des affaires	9	17	26
Sciences sociales et du comportement	5	6	11
Ingénierie	3	2	5
Communication de masse et documentation	1	4	5
Mathématiques et informatique	2	3	5
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	0	2	2
Droit	1	1	2
Médecine et secteur de la santé	2	0	2
Architecture et aménagement urbain	1	0	1
Total	24	35	59

Zambie

Contexte de la protection

- La Zambie a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- En 2016, la Zambie accueillait 29 350 réfugiés et 3 319 demandeurs d'asile.
- Les réfugiés ayant obtenu un permis de travail sont autorisés à travailler en Zambie, mais sont la cible de discrimination sur le marché du travail. En 2016, un nombre croissant d'incidents violents contre des réfugiés ont été signalés.
- La politique d'éducation nationale de la Zambie, intitulée « Éduquer notre avenir », souligne l'importance d'un meilleur accès à l'enseignement supérieur pour contribuer aux compétences et aux connaissances de haut niveau nécessaires au développement social et économique du pays.
- Bien que les réfugiés aient accès à l'enseignement supérieur dans les mêmes conditions que les étudiants nationaux une fois qu'ils ont obtenu un permis de séjour étudiant, ils ne sont pas admissibles à une bourse gouvernementale ou aux prêts étudiants.

Points forts des opérations

- À la suite des émeutes violentes survenues après les élections de 2016, certaines universités zambiennes ont fermé leurs portes, perturbant ainsi le calendrier universitaire. Parmi elles figurait l'Université de Zambie, où la majorité des étudiants DAFI sont inscrits.

Réussites

- Quatre étudiants DAFI ont participé à une réunion de dialogue sur les jeunes avec l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la jeunesse.

Soutien apporté aux étudiants

- En décembre 2016, des étudiants et des diplômés ont formé un club DAFI pour tisser des liens et organiser des activités au sein de leurs communautés.

49 étudiants



23 femmes | 8 diplômés | 17 nouveaux admis

Budget de **185 676 USD**

9 établissements d'enseignement supérieur

Pays d'origine

26 BDI

10 RDC

8 RWA

5 AGO

Nombre d'étudiants

49 2016

45 2015

44 2014

55 2013

51 2012

46 2011

50 2010

56 2009

↑ opérationnel depuis 1993

Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Médecine et secteur de la santé	11	17	28
Sciences de l'éducation et formation des enseignants	9	6	15
Ingénierie	0	1	1
Sciences humaines	0	1	1
Mathématiques et informatique	1	0	1
Sciences naturelles	1	0	1
Autres filières	0	1	1
Sciences sociales et du comportement	1	0	1
Total	23	26	49

Zimbabwe

Contexte de la protection

- Le Zimbabwe a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que le Protocole de 1967 sur les réfugiés.
- Le Zimbabwe accueillait 7 426 réfugiés et 952 demandeurs d'asile, principalement originaires de la région des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique.
- Le gouvernement zimbabwéen a mis en vigueur une politique de placement dans les camps qui exige que les personnes relevant de sa compétence résident au camp de réfugiés de Tongogara dans le district de Chipinge.
- La situation socio-économique du Zimbabwe est instable et les possibilités d'emploi pour les réfugiés et les demandeurs d'asile sont limitées. Par conséquent, la solution durable à privilégier au Zimbabwe est la réinstallation.

Points forts des opérations

- En 2016, 10 demandes ont été reçues pour 5 bourses disponibles.
- Grâce à des campagnes de sensibilisation, le nombre d'étudiantes inscrites au programme DAFI n'a cessé d'augmenter pour finalement atteindre 45 %.

Réussites

- Les étudiants et les diplômés DAFI ont organisé des conférences de motivation au sein de leurs communautés ainsi que dans les établissements primaires et secondaires du camp de réfugiés de Tongogara.

Soutien apporté aux étudiants

- Au début de l'année, les étudiants bénéficient d'un soutien au moyen d'un programme d'orientation avec le personnel responsable de la protection et du programme. À la fin de chaque semestre, les étudiants sont également invités à des séances de débriefing.

12 étudiants



4 femmes | 1 diplômé | 5 nouveaux admis

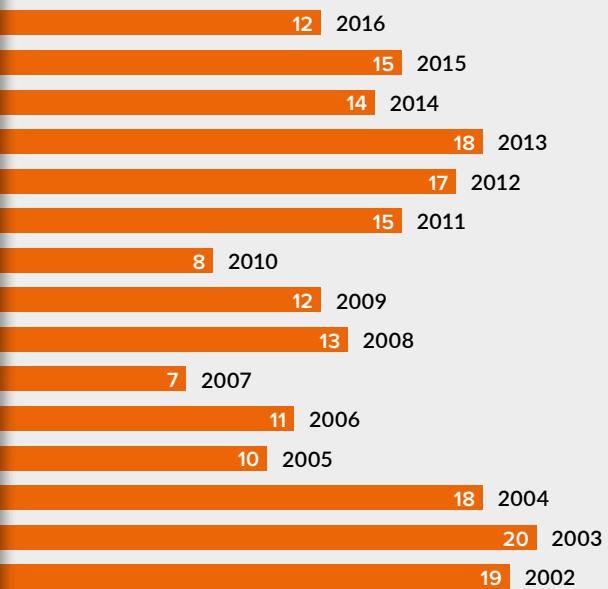
Budget de **31 986 USD**

5 établissements d'enseignement supérieur

Pays d'origine

10 RWA
2 RDC

Nombre d'étudiants



Domaine d'études

Domaine d'études	F	H	Total
Gestion commerciale et des affaires	2	2	4
Ingénierie	0	2	2
Sciences humaines	1	1	2
Médecine et secteur de la santé	0	2	2
Agriculture, foresterie et pêche	0	1	1
Sciences sociales et du comportement	1	0	1
Total	4	8	12



avec le soutien de

Federal Foreign Office

